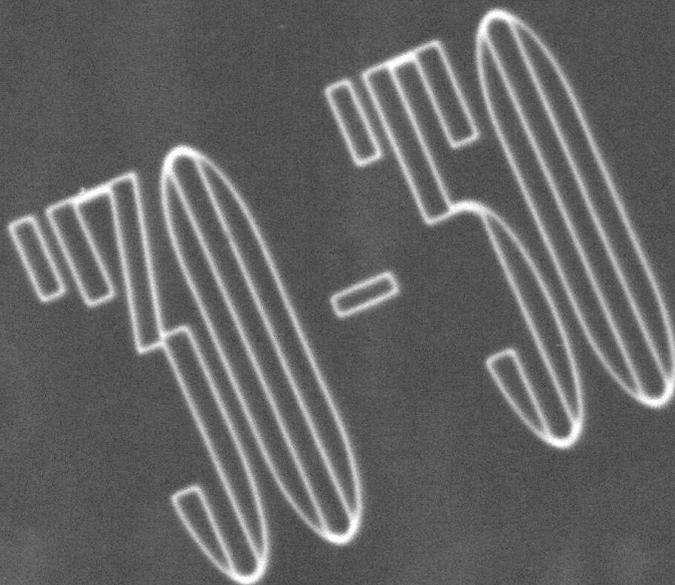




BULLETIN DU CEGES

n° 31 / AUTOMNE 1998



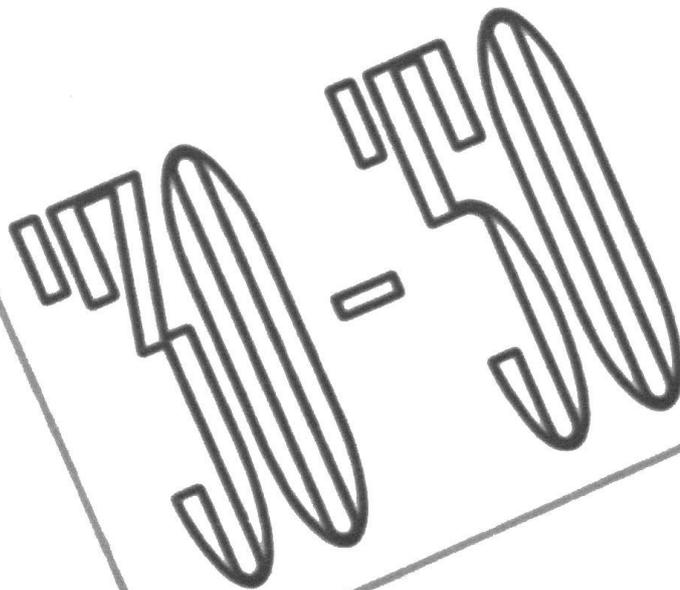
L 172



BULLETIN DU CEGES

n° 31 / AUTOMNE 1998

L 1/2



'30-'50

Bulletin du
Centre d'Études et de
Documentation
"Guerre et Sociétés
contemporaines"

Résidence Palace - Bloc E
Rue de la Loi 155 - Bte 2
B - 1040 Bruxelles
Tél.: 02 / 287 48 11
Fax: 02 / 287 47 10

Heures d'ouverture
Du lundi au vendredi
de 9 à 12 et de 13 à 17h.

Direction
José Gotovitch

Rédaction
Isabelle Ponteville

Coordination
Fabrice Maerten

Mise en page
Traitement de texte
Anne Bernard

Impression et brochage
Ceuterick Leuven

Editeur responsable
J. Gotovitch
Rue H. Maubel, 52
1190 Bruxelles

Editorial 3

In memoriam

Albert De Jonghe 4
Maurice De Wilde 7

Nos collections

Acquisitions du secteur Archives 8
Une importante acquisition 11
Iconographie 12
Photothèque 12
Vidéotheque 13
Une nouvelle salle de lecture 13

En chantier

La Commission des biens juifs 18

Initiatives

Une exposition. Femmes et Guerre. Bilan 22
Séminaires 23
Europe in exile 25
La Belgique et le Plan Marshall 26
Journée pédagogique 27
Le 'diplodocus' nouveau est arrivé ! 28
Proceedings of the International Conference Brussels 29

Informatique 30

A l'étranger

Barcelone, octobre 1940 32
Création d'un réseau d'instituts d'histoire contemporaine ... 34
Symposium à Strasbourg 35

Gros plan

Bibliothek für Zeitgeschichte à Stuttgart 37
Les archives militaires françaises 41
Octobre 1943 : réalité et représentation 44

Dossier**Musées et histoire de la guerre**

Quelle place pour l'historien ? 49

1999, année de tous les dangers ?

L'année qui finit a été marquée pour le CEGES par quelques réalisations particulièrement réussies, en tête desquelles nous devons inscrire les deux Cahiers d'Histoire du Temps présent consacrés respectivement aux thèmes "Nationalisme" et "Femme et société". Sur un sujet voisin, l'exposition itinérante Femmes et Guerre a débuté ses tournées dans l'ensemble du pays.

Sur le plan de la collaboration scientifique internationale, le colloque Europe in Exile, organisé à Oxford avec le Balliol College a connu un beau succès et aura des prolongements éditoriaux. En novembre s'est tenue à Bruxelles, la première réunion de travail du réseau des institutions de recherche et de documentation sur le temps présent avec des participants venus de France, des Pays-Bas, d'Allemagne et d'Autriche.

Ils ont pu apprécier le programme de classement informatique intégré Pallas créé par le CEGES, dont c'était la première 'sortie officielle'. Ce dernier marque un nouveau départ pour notre travail de mise à la disposition du public de l'ensemble des collections du Centre. L'attribution par la Politique scientifique d'un programme de recherche enrichit encore cet outil.

D'autres faits importants ont encore jalonné l'année. Et nous avons eu toutes les raisons de nous féliciter de l'appui permanent de nos autorités de tutelle, en particulier du ministre de la Politique scientifique et de son administration. D'où vient alors que 1999 soit perçue comme l'année de tous les dangers ?

La communauté scientifique, mais aussi le grand public doivent savoir en effet que dans les débats institutionnels qui s'annoncent, nous avons le sentiment que les résultats, l'excellence avérée d'une institution et des services qu'elle rend au public, risquent de peser de peu de poids face aux appétits qui visent au démantèlement des institutions fédérales de recherche.

Les investissements en temps et en argent, les acquis matériels et scientifiques que ces institutions ont engrangés, tout cela doit être préservé sous peine de gâchis et de gaspillage éhontés. Il est nécessaire de crier tant qu'il en est encore temps. Après, il ne restera que regrets, honte et amertume.

José Gotovitch
Directeur du CEGES

In Memoriam

Albert De Jonghe (1908-1998)

L'historien néerlandais Pieter Geyl - qui, comme on le sait, prêtait un grand intérêt au Mouvement flamand en général et plus particulièrement au nationalisme flamand - assistait en août 1929 à une réunion des *Roomsch-Katholieke Vlaamsch Nationalistische Jonge Wachten* (Jeunes Gardes nationalistes flamandes catholiques). Il rédigea à ce propos un rapport détaillé dans lequel il résumait le contenu des différents exposés. Après avoir commenté la première



intervention, Geyl écrivait : "C'est alors que prit la parole un petit jeune homme acerbe, étudiant en histoire à Louvain, dénommé De Jonghe. Il exposa, en des termes sobres, habilement formulés et extrêmement précis, une réflexion sur la nécessité d'un mouvement nationaliste face au mouvement minimaliste"¹.

Albert De Jonghe photographié par John Decoene dans la Bibliothèque de la ville de Bruges (18.IV.1992) (Photo J. Decoene)

Près de septante ans plus tard, Albert De Jonghe, 'cet étudiant en histoire', dont l'apport pour l'histoire de la Belgique durant la Deuxième Guerre mondiale fut inestimable, nous a quittés. A l'époque, Geyl ne pouvait pas encore s'en douter, mais des termes comme "sobres, habilement formulés et extrêmement précis" qualifiaient à merveille le style utilisé par Albert De Jonghe pour rédiger ses travaux historiques.

A l'exception de l'ouvrage sur la politique linguistique de Guillaume I, presque toutes ses publications traitent de la politique de l'occupant et de l'impact de celle-ci sur l'attitude du roi Léopold III et sur l'évolution de la collaboration politique. Ce sont là des monuments d'historiographie positiviste qui sont devenus incontournables pour tout historien digne de ce nom qui voudrait traiter de l'occupation de la Belgique.

¹ P. VAN HEES & A.M. WILLEMSSEN (dir.), *Geyl en Vlaanderen*, t. 2, Kapellen, De Nederlandsche Boekhandel, 1974, p. 251.

On peut affirmer sans exagérer que l'étude que publia De Jonghe en 1972 sur *Hitler en het politieke lot van België* constitue la première réfutation scientifique de la version léopoldiste (en fait un mythe à l'état pur) de l'attitude de Léopold III pendant la Deuxième Guerre mondiale - cette version avait, du reste, déjà été fortement ébranlée par la parution, un an plus tôt, du livre de J. Gérard-Libois et J. Gotovitch, *L'an 40*, qui avait connu un succès retentissant. Ces deux ouvrages représentent une étape dans l'historiographie récente concernant l'occupation, et tous deux font apparaître la possibilité d'approches différentes. C'est peut-être parce que l'argumentation de De Jonghe était et est restée sans faille, que certains de ses adversaires ont jugé utile de s'en prendre à l'historien par le biais d'attaques personnelles, par exemple à propos de son passé politique. Ces adversaires préfèrent perdre de vue que ce passé politique et les milieux de la collaboration qui en constituèrent le décor, De Jonghe les a analysés d'une manière particulièrement critique dans une série de cinq articles, "La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un *Höherer SS- und Polizeiführer* à Bruxelles (1942-1944)"². Cette recherche fouillée, qu'il a réalisée dans le cadre du mandat qu'il occupait depuis 1969 comme chercheur libre auprès de ce qui deviendrait le CEGES, est elle aussi un monument de précision et d'exhaustivité. Elle reste à ce jour la seule étude globale et détaillée de l'impact de l'évolution de la politique de l'occupant sur le contexte de la collaboration, et contient une analyse magistrale de l'escalade de la violence politique en temps de guerre.

Tous ceux qui s'intéressent de près à l'historiographie de l'occupation, savent que Bert De Jonghe préparait une suite à son ouvrage *Hitler en het politieke lot van België*. Il n'a plus eu le temps de la terminer mais il put encore faire paraître deux articles qui y auraient sans aucun doute trouvé leur place, à savoir : "Aspekten van de wegvoering van koning Leopold III naar Duitsland (7 juni 1944)"³ et "De laatste boodschap van Kiewitz namens koning Leopold III, voor Hitler (15 juni 1944)"⁴. En 1991, parurent également dans *De Standaard* une série d'entretiens de Bert De Jonghe avec Gaston Durnez à propos de "*de weg naar Berchtesgaden*" de Léopold III, qui furent par la suite rassemblés en une brochure. On peut les considérer comme le testament spirituel de De Jonghe.

Ceux qui ont eu le privilège de côtoyer Bert De Jonghe, se souviennent de sa courtoisie et de sa bienveillante amitié. Il voulait que son œuvre fut connue, et il lui arrivait de s'emporter lorsqu'il s'avérait que certains historiens, consciemment ou non, ignoraient ses publications. Sur ses tirés à part, qu'il distribuait généreusement, il écrivait : "Hommage amical de l'auteur". C'est pour moi un privilège de pouvoir - encore qu'à titre posthume - lui adresser un chaleureux hommage. Pour moi comme pour tant d'autres, son œuvre n'a cessé d'être un stimulant dans la poursuite des recherches sur l'occupation.

Etienne Verhoeyen

² *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, 1974-1984, numéros 3, 4, 5, 7, 8 (précédés par "L'établissement d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France", in *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, 1970, n° 1, p. 67-129).

³ *Cahiers [du] Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, 1988, n° 11, p. 5-120.

⁴ *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1987/2, p. 274-300.

Publications d'Albert De Jonghe

- "Onuitgegeven bronnen tot de studie van de taalpolitiek van Koning Willem I in de Zuidelijke Nederlanden", in *Bulletin de la Commission Royale d'Histoire*, XCV, 1931, p. 234-317.
- "Uit de eerste jaren van Koning Willems taalpolitiek", in *Bijdragen voor Vaderlandsche Geschiedenis en Oudheidkunde*, VIIème série, t. 3, 1932, p. 45-58 et 247-262.
- "De toepassing van het taalverbod van 15 september 1919 te Antwerpen", in *Bijdragen tot de Geschiedenis*, XXV, 1934, p. 136-165.
- "Onuitgegeven bescheiden over de gebeurtenissen te Brugge in augustus en september 1830", in *Handelingen van het Genootschap 'Société d'Emulation'*, LXXVII, 1934, p. 126-176.
- *De Taalpolitiek van Koning Willem I in de Zuidelijke Nederlanden (1814-1830)*⁵, Bruxelles, Editions Steenlandt, 1943, 8°, XX + 435 p. (réédité en 1967).
- Entre 1948 et 1962 environ 400 articles, la plupart sous forme de critiques détaillées de livres.
- "L'établissement d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France. La discussion finale au quartier général du Führer, le 12 juillet 1944 (Document)", in *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, 1970, n°1, p. 67-129.
- *Hitler en het politieke lot van België (1940-1944). De vestiging van een Zivilverwaltung in België en Noord-Frankrijk. Deel 1 : Koningskwesitie en bezettingsregime van de kapitulatie tot Berchtesgaden (28 mei - 19 november 1940)*, Anvers/Utrecht, De Nederlandsche Boekhandel, 1972, 8°, bibl., ind., 488 p.
- "De personeelspolitiek van de Militärverwaltung te Brussel gedurende het eerste halfjaar der bezetting (juni-december 1940). Bijdragen tot de studie van de Duitse Flamenpolitiek in Wereldoorlog II", in *RBHC*, III.1972, 1-2, p. 1-49.
- "Brief aan adjunct-rexleider Victor Matthijs is echt. Degrelle wilde meedoen aan repressie tegen Vlamingen", in *De Standaard*, 1-2.IX.1973.
- "La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944). Première partie : la Sicherheitspolizei en Belgique. Etude critique de la genèse, du développement, de la compétence et de l'organisation de la police SS et de ses relations avec l'administration militaire", in *Cahiers ...*, Bruxelles, 1974, n°3, p. 103-173.
- "La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944). Deuxième partie : L'infiltration de la collaboration politique en Flandre par la SS, du début de l'occupation à la mort de Staf de Clercq", in *Cahiers ...*, Bruxelles, 1976, n° 4, p. 5-160.
- "H.J. Elias als leider van het Vlaams Nationaal Verbond. Kanttekeningen bij een artikel van Frans Van der Elst", in *RBHC*, VI.1975, 3-4, p. 197-238; VII.1976, 3-4, p. 329-423.
- Colloque *La Question Royale* (Bruxelles, 28-29 nov. 1976). ROBERT DE VLEESCHOUWER, *Soliloque sur un colloque; Antwoord van Dr. A. DE JONGHE*; "Réponse de J. VANWELKENHUYZEN", in *RBHC*, VIII. 1977, 3-4, p. 587-604.
- "Berchtesgaden (19 november 1940) voorgeschiedenis, inhoud en resultaat", in *Res Publica*, 1978/1, p. 41-54.
- "La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944). Troisième partie : Evolution d'octobre 1942 à octobre 1943", in *Cahiers ...*, Bruxelles, 1978, n°5, p. 5-178.
- "L'arrestation de communistes liégeois le 22 juin 1941", in *La Vie Wallonne*, LIV, p. 255-280.
- "Het vraagstuk Brussel in de Duitse Flamenpolitiek, 1940-1944. Het Duitse Standpunt", in *Acta van het colloquium 'Onderzoek naar de Brusselse Taaltoestanden'. Vrije Universiteit Brussel 28 en 29 maart 1981*, (TAAL EN SOCIALE INTEGRATIE, IV), t. 2, Bruxelles, VUB-Centrum voor interdisciplinair onderzoek naar de Brusselse Taaltoestanden, 1981, p. 405-443.
- "La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles. Quatrième partie : Salzbourg avant et après. Evolution politique d'août 1943 à juillet 1944", in *Cahiers...*, Bruxelles, IV.1982, n°7, p. 95-184.

⁵ Thèse de doctorat présentée en vue de l'obtention du titre de Docteur en Philosophie et Lettres, 1931, Université catholique de Louvain.

- "La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles. Cinquième partie : Salzbourg avant et après. Evolution policière de septembre 1943 à la fin de l'occupation. I. Le contexte du second terme de Canaris à Bruxelles. II. Le second terme de Canaris à Bruxelles (février-septembre 1944). - Degrelle et les événements de Bouillon en juillet 1944", in *Cahiers ...*, Bruxelles, X.1984, n°8, p. 5-234.
- [CARLOS VLAEMYNCK], "Exclusief vraagesprek met historicus dr. Albert De Jonghe. Belgisch leger verraden door M.O. van Staf De Clercq", in *Brugsch Handelsblad*, 17.X.1986.
- "De laatste boodschap van Kiewitz namens Koning Leopold III, voor Hitler", in *RBPH*, 1987/2, p. 272-300.
- "Aspekten van de wegvoering van koning Leopold III naar Duitsland (7 juni 1944)", in *Cahiers...*, Bruxelles, III.1988, n°11, p. 5-120.
- *De weg naar Berchtesgaden. De verhouding koning Leopold III - rijkskanselier Hitler van 31 mei tot 19 november 1940. Dr Albert De Jonghe in gesprek met Gaston Durnez*, Grand-Bigard, VUM, 1991, 36 p.

Wim Meyers

Maurice De Wilde (1923-1998)

La disparition de Maurice De Wilde nous touche profondément. Peu de gens ont à ce point nourri la réflexion sur la Seconde Guerre mondiale en Belgique, bousculé les idées reçues, forcé à voir ce que l'on avait occulté, dérangé les bonnes consciences.

Travailleur infatigable, il a pendant des semaines arpenté nos archives. Peu d'entre nous ont échappé à son micro insistant, voire inquisiteur, à ses questions savamment mûries et brusquement, voire brutalement énoncées. De multiples liens le reliaient à notre institution.

Maurice De Wilde était journaliste, pas historien et plus d'un s'est souvent senti irrité par sa vision moralisatrice de l'histoire et la mise en scène dramatisée des événements du passé. Mais en regard de ces défauts véniels, quel extraordinaire précurseur il fut, usant de son pouvoir de journaliste pour aborder des sujets (cfr la question royale ou Degrelle) que le pouvoir politique et certains historiens frileux préféraient ne pas évoquer. Il ouvrit ainsi la voie que beaucoup purent emprunter après lui. Nous lui devons tous quelque chose.



José Gotovitch

(Photo VRT)

Archives

Les acquisitions

Outre divers manuscrits et journaux personnels (voir plus loin), 68 nouveaux fonds d'archives ont été intégrés dans les collections du Centre au cours des douze derniers mois. Plus encore que par le passé, ils rendent compte de l'élargissement du champ d'investigation de l'institution.

Comme d'habitude, les archives et documents provenant de particuliers sont les mieux représentés, la rubrique P totalisant 32 nouveaux fonds. La rubrique B (institutions et organisations belges 1930-1950) en rassemble 11, la rubrique T (déportation et associations de déportés) 6 et la rubrique W (dossiers documentaires et copies d'archives étrangères) 5. Les autres rubriques s'enrichissent chacune d'une ou deux acquisitions.

Un certain nombre de fonds méritent qu'on s'y arrête quelque peu. Dans la rubrique P, il en va notamment ainsi pour les documents de P.M.G. Lévy traitant de son activité de délégué de la Confédération nationale des Prisonniers politiques au comité interministériel pour les disparus (1944-1949) (PL8/20). Madame V. Devaux nous a offert la seconde partie de ses archives relatives aux activités de la Ligue des Droits de l'Homme au cours des années 1970-1980 (PD 78). Elle est aussi intervenue dans l'acquisition des archives Sylvain De Coster en rapport avec la Commission Enseignement de la Ligue dans les années soixante (PD 80). P.B. Heye a effectué une recherche ponctuelle approfondie au sujet d'un volontaire sur le front de l'Est et nous a offert le matériel documentaire rassemblé à cet effet (PH 29). Les filles de Lucien Van Geyter ont déposé

l'entièreté des archives de leur père, membre pionnier d'une des premières organisations de résistance en Flandre, *De Zwarte Hand*, et par la suite déporté dans les camps de concentration. L'Association pour l'étude de la Seconde Guerre mondiale d'Aarschot a déposé chez nous les dossiers de Julien Meyer traitant des liens entre les Formations de Combat de Rex et le MNR (PM1). Le fils de P. Ledoux a veillé à ce que nous acquérions les archives de son père relatives au Front de l'Indépendance dans le Luxembourg et à la déportation (PL 33). L. Schillings a transmis ses rapports rédigés dans le cadre du service de renseignements SBS à propos de l'Allemagne en 1945 (PS 34) et J. Van Lierde un fonds sur son activité à la Centrale nationale des Employés jusqu'en 1957 (PV 65). La famille Ugeux a déposé la dernière partie des archives du résistant William Ugeux décédé il y a peu (PU 2) et M. A. De Staercke, ancien chef de cabinet du Régent, nous a offert quelques liasses particulièrement intéressantes sur la politique 'londonienne' relative à l'Armée secrète (PD 83).

Un certain nombre d'acquisitions se rattachant aux autres rubriques méritent aussi d'être signalées. Dans la rubrique B, ont ainsi été récoltés deux fonds provenant d'associations patriotiques, à savoir la Fédération nationale des Combattants (section de Namur) (B 104) et la plus récente Association wallonne des Anciens combattants (B 107). Dans la rubrique E (forces armées belges), mentionnons des archives provenant du centre d'instruction militaire belge installé au Canada (1941-1943) (1 E5) et dans la sous-rubrique JB (instances judiciaires belges) le *Bulletin*

central de Signalement faisant état de sabotages, d'attentats, etc. dans les mois précédant la Libération (JB 67). La sous-rubrique MK (armée allemande en Belgique) a été enrichie de dossiers de la *Kommandantur* du port d'Anvers (MK 16). En ce qui concerne la rubrique T, ont été acquises les archives de l'Association nationale des Mères de Fusillés (T 51) et les archives de l'Amicale des Déportés du camp de concentration de Dachau (T 1/1).

Enfin ont été achetées un certain nombre de copies d'archives étrangères en rapport avec la Belgique. Du *Bundesarchiv Berlin*, nous sont parvenues 14 microfiches reproduisant des archives officielles allemandes de nature financière et économique datant de la période 1925-1944 (9 WE1) ainsi qu'une enveloppe contenant des documents allemands sur l'émigration de gauche et la Résistance en Belgique (10 WE1). Ont été achetés aux *National Archives* à Washington 14 microfilms de la collection *German Records Microfilmed at Alexandria* concernant surtout l'espionnage militaire allemand et les opérations militaires (1938-1944).

Quant aux journaux personnels et manuscrits, ils sont 45 à avoir été, cette année, intégrés dans nos collections. Si la plupart concernent l'occupation, trois d'entre eux ont trait à l'époque de la libération et trois autres à des périodes plus récentes encore. Sans surprise, le thème de la résistance (14 cas) prédomine, devançant largement d'autres sujets traditionnellement bien représentés comme la campagne de mai-juin 1940 (6 cas) ou la répression et la déportation en Allemagne (5 cas). La collaboration et la vie quotidienne rassemblent chacune trois cas alors que le travail obligatoire et les bombardements sont tous deux l'objet de deux témoignages. Par ailleurs, la disproportion entre le nombre de journaux personnels et manuscrits rédigés en français et le nombre de ceux réalisés en néerlandais est moindre que les années précédentes, même si la lan-

gue de Voltaire est toujours nettement majoritaire (27 contre 16).

Méritent particulièrement d'être relevés parmi ces documents trois journaux personnels ayant la période de la libération comme cadre central de référence. Mais on soulignera aussi l'apport de deux mémoires rédigés vers 1950 par l'abbé Norbert Wallez : adepte des régimes fascistes et condamné à ce titre à la libération, ce dernier porte un regard naturellement tronqué mais pas inintéressant sur l'épuration en Wallonie (JP 658). Enfin, Léon Schillings fournit un témoignage précis sur un aspect encore trop méconnu de l'histoire de cette époque, à savoir l'action des services secrets belges dans le *Reich* au moment de son effacement (JP 1654).

Peuvent aussi être épinglés, pour la richesse du parcours à travers le siècle, les mémoires de la militante communiste Edith Buch (JP 1660), et pour la puissance d'une introspection plutôt tourmentée les souvenirs de André Verhaeghe, ex-résistant et prisonnier politique devenu romancier en Flandre sous le pseudonyme de Filip Van Maele (JP 1651). Par ailleurs, l'*Histoire du camp de concentration de Dachau* a sans doute autant valeur de témoignage sur le contexte de guerre froide dans lequel elle a été écrite que sur le crime qu'elle veut dénoncer (JP 1645). Enfin, dans *Il était une fois le Rwanda*, Charles Decot évoque de manière poignante combien la question du génocide reste d'une brûlante actualité (JP 670).

Pour ce qui a trait à l'accessibilité à la recherche de toutes ces archives, l'introduction de l'ancien plan de classement (description au niveau des fonds) dans le système d'accès automatisé *Pallas* se poursuit. Jusques et y compris la rubrique L (institutions belges et Belges en Grande-Bretagne), on dispose, pour retrouver les fonds, de diverses possibilités de recherche dont la princi-

pale est le recours aux mots clés. Pour les rubriques P (archives de particuliers) et JP (journaux personnels et manuscrits), les recherches ne peuvent provisoirement être effectuées qu'à partir des noms de personnes et des mots du titre. Quelques inventaires complets ont aussi été introduits à titre d'essai (on se situe donc ici au niveau des pièces). En attendant l'introduction complète de tous les fonds, les 'anciennes' méthodes de recherche restent évidemment d'application (cfr la brève notice explicative disponible en salle de lecture).

Encore un mot pour terminer à propos de l'acquisition d'archives. Il nous semblait intéressant de ce point de vue d'aborder un milieu spécifique. Avec le temps qui passe, un nombre toujours plus grand de documents produits au sein des multiples associations patriotiques sont en effet occupés à disparaître. Par associations patriotiques, nous entendons les associations d'ex-prisonniers politiques et résistants, celles regroupant les anciens combattants ainsi que les groupements (actifs surtout dans les

années soixante) qui en dehors de toute politique, voulurent consolider l'idée belge (leurs archives nous intéressent tant à l'échelon régional et local que national).

Le CEGES s'est adressé ces derniers mois de manière répétée à des centaines de responsables d'organisations de ce type en leur proposant de déposer (ou de faire reproduire) leurs archives dans un lieu de conservation sûr, suivant les modalités de leur choix. A notre grand étonnement, nous n'avons obtenu que peu de réponses. En différant trop longtemps toute forme de cession, la 'mémoire' de ces groupements ne risque-t-elle pas de se perdre ? En définitive, ce ne serait pas la première fois que des archives finissent par atterrir dans un container à ordures.

Nous désirons donc encore une fois insister sur le fait que notre institution est prête à veiller de manière professionnelle sur les archives dont le dépôt se ferait dans le cadre de notre champ d'investigation, à savoir les guerres et la société entre 1930 et 1960.

Fabrice Maerten - Dirk Martin

Un centre de documentation relatif à l'histoire de la gendarmerie

Depuis plus de vingt ans, le lieutenant colonel e.r. Michel Claessens (Avenue de la Sauge 9, à 5000 Jambes, tél. : 081/302 557) rassemble une documentation considérable sur l'histoire de la gendarmerie belge à partir d'ouvrages, de revues de la gendarmerie, de coupures de presse, de photographies mais aussi de sources imprimées (instructions, règlements) et inédites (archives personnelles). Le tout est consultable sur place via des fichiers informatisés.

Fabrice Maerten

Une importante acquisition

Après avoir récolté les archives des émissions télévisées *België in de Tweede Wereldoorlog* (BRTN, 1982-1991, cote W26) et *Jours de Guerre* (RTBF, 1990-1995, cote W30), le Centre vient de recevoir le matériau documentaire inhérent à l'émission-sœur *Jours de Guerre* de la RTBF radio (cote W36). Le fonds vaut surtout par

la retranscription des centaines d'interviews de témoins et de 'spécialistes' ayant nourri l'initiative. En outre, les enregistrements des 206 émissions 'fermées' de la série (celles élaborées à partir des questions des auditeurs ne sont pas reprises) seront dans un avenir plus ou moins proche accessibles au public.

Fabrice Maerten

Nouveaux correspondants du Centre

- * Après huit années passées comme premier assistant détaché auprès du Centre, années qui se sont manifestées par des publications importantes et nombreuses dans le domaine de l'histoire de la déportation, **Gie Van Den Berghe** est aujourd'hui pensionné de son administration d'origine. Son activité ne va certainement pas ralentir et dans cette optique, c'est avec plaisir que nous le comptons désormais comme correspondant.
- * **Pascal Deloge**, licencié en histoire de l'UCL, achève un doctorat sur la coopération belgo-britannique en matière de sécurité (1944-1951) ... Il est coéditeur des Documents diplomatiques belges sur la Défense et a participé à notre colloque *Europe in Exile*. Nous sommes heureux de pouvoir le compter aujourd'hui comme correspondant.

Le mandat d'Eric Laureys, attaché, a été reconduit pour un an dans le cadre du projet "Recherche relative aux biens juifs spoliés et abandonnés en Belgique durant la période nazie".

Iconographie

L'exposition itinérante Femmes et Guerre

L'exposition bilingue *Femmes et Guerre* (16^{ème} - 20^{ème} siècle) qui a été organisée voici quelques mois par le CEGES dans les locaux des Archives générales du Royaume est maintenant disponible sous forme d'exposition itinérante. L'exposition originelle a été remodelée en une version abrégée mais claire, plus facilement transportable. Elle se compose désormais d'une trentaine de panneaux sur lesquels les données scientifiques ont été présentées d'une façon

graphique attrayante. On y a ajouté des fragments audiovisuels comprenant des témoignages et un décor sonore ad hoc qui ne manqueront pas d'interpeller le visiteur. Cette exposition pour laquelle vous pouvez obtenir un descriptif détaillé sur simple demande, est disponible au prix de 5.000 francs, ceci indépendamment de la durée du prêt. Si vous êtes intéressé par la formule, n'hésitez pas à prendre contact avec le Centre.

Frans Selleslagh

Photothèque

Toutes les activités dans ce domaine ont pour objet de rendre la photothèque accessible par ordinateur. Les premiers résultats, encore timides, sont déjà perceptibles. Ainsi, le visiteur peut consulter sur ordinateur en salle de lecture, une bonne partie du répertoire photographique *La Belgique durant la*

Seconde Guerre mondiale et peut visionner sur écran les quelque 6.000 photos actuellement scannées sur ce thème. Sous peu, il pourra également disposer directement de reproductions de bonne qualité des photos qu'il aura sélectionnées sans devoir observer des délais aussi importants que par le passé.

Frans Selleslagh

José Gotovitch a reçu le Prix de Stassart pour l'histoire nationale pour la période 1992-1997, attribué par l'Académie Royale des Sciences et des Lettres, Classe des Lettres.

Vidéotheque

Le CEGES a acquis très récemment un petit film 35 mm composé de quelques reportages sur la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce film, entre-temps copié sur vidéo, comprend les séquences suivantes :

I. *De Vrije Wereld. Bijzondere Belgische uitgave.* (Le Monde Libre, édition belge spéciale).

1. *Opleidingschool voor Belgische vliegers in Groot-Brittannië* (Centre d'instruction pour aviateurs belges en Grande-Bretagne).
2. *Eindelijk weer vrij!* (Enfin libres !, sur la libération des prisonniers de guerre).
3. *Geweldaden (sic)* (Actes de violence, images d'une visite de dix parlementaires britanniques aux camps de concentration de Buchenwald, Tekla et Bergen-Belsen).

II. *Het Roode Kruis van België stelt voor: "Zij komen van daar"* (La Croix-Rouge de Belgique présente : "Ils viennent de là !", concerne le rapatriement et présente des images de Buchenwald).

En outre nous avons obtenu de la chaîne TV *Nederland 3* une copie vidéo de l'émission au cours de laquelle l'ouvrage *Breendonck. Les débuts*, édité par le CEGES fut présenté au public néerlandais (avril 1998).

Notre collection s'est encore enrichie de deux vidéos du cinéaste Frans Buyens : *Sarah dit... Leïla dit...* Un film sur le sort des enfants dans les camps de concentration et *Un jour les témoins disparaîtront. Un document d'une actualité inouïe sur les camps de concentration nazis.*

Frans Selleslagh

Une nouvelle salle de lecture pour le CEGES

Lorsque, en 1997, à la suite d'une longue maturation, le Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM) est devenu le Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES), il a vu du même coup sa mission et ses tâches s'amplifier de manière considérable. Il s'agissait désormais pour lui d'appréhender l'essentiel du XX^e siècle - en pratique la période 1910-1970 - dans ses multiples aspects (politiques, culturels et sociaux) et non plus de se borner aux années Trente et Quarante. Cela étant, il apparut très vite aux responsables du secteur 'Bibliothèque' que la

salle de lecture méritait d'être repensée. Celle-ci, par les ouvrages qui s'y trouvaient, faisait en effet office de 'vitrine' de l'institution et avec le temps, elle correspondait de moins en moins aux fonctions que l'on en attendait.

La collection d'instruments de travail immédiatement disponibles pour le visiteur (catalogues de bibliothèque, inventaires d'archives...) s'avérait parfois très fragmentaire, hormis les productions propres au Centre. Quant aux études présentées à l'attention des lecteurs, le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne reflétaient qu'imparfaitement

l'état de la recherche historique et qu'elles ne donnaient qu'un trop vague aperçu des possibilités de nos collections. C'est pourquoi, après mûre réflexion, la documentation présente à la salle de lecture a fait l'objet d'une restructuration globale tenant compte des efforts récents tant sur le plan conceptuel que sur le plan historiographique.

Une part des éléments originels a bien entendu été conservée. Le visiteur trouvera ainsi, rangées à la section BA L 1, les différentes publications périodiques et autres notes de travail du SOMA-CEGES. Une deuxième section (BA L 2), considérablement étoffée et riche de multiples subdivisions, rassemble les instruments de travail indispensables comme les fonds ou inventaires d'archives, les répertoires de documents visuels ou sonores, les catalogues de bibliothèques tant du Centre que des autres institutions scientifiques belges ou étrangères. Enfin, la section BA L 3 reprend les sources belges relatives au dernier conflit mondial, telles, par exemple, les procès-verbaux des secrétaires généraux, les *Tätigkeitsberichte*, etc..., etc... Malgré des efforts substantiels, on peut voir que bon nombre d'instruments de travail demeurent articulés autour de la période 40 -45. C'était inévitable dans la mesure où ils ne font que traduire - en partie - l'état de nos collections en général et celui de nos archives en particulier.

Il en va tout autrement avec les sections attribuées aux ouvrages de référence généraux, aux études par pays ou aux études thématiques d'incidence politico-sociale.

Le jeune chercheur peut à présent disposer d'un bel ensemble d'atlas historiques et de dictionnaires variés (BA L 4); il pourra s'initier sans difficulté aux arcanes de l'histoire militaire ou diplomatique de ce siècle (BA L 5) tout en s'aidant, si nécessaire, de différents travaux pédagogiques élémentaires (BA L 8).

Mais il convient d'attirer tout spécialement l'attention sur les études par pays (BA L 6) car il s'agit d'un des deux domaines qui a subi les plus profondes transformations.

La Belgique s'y taille toujours, comme il se doit, la part du lion (BA L 6.1). On y retrouvera quelques grands classiques incontournables comme J. GOTOVITCH et J. GERARD-LIBOIS (*L'an 40...*, 1971), A. DE JONGHE (*Hitler en het politieke lot van België*, 1972), E. DE BENS (*De belgische dagbladpers onder Duitse censuur*, 1973). Y figurent également les productions plus récentes qui ont déjà pris figure de référence : M. CONWAY (*Collaboration in Belgium...*, 1993), L. HUYSE et S. DHONDT (*La répression des collaborations*, 1993), B. DE WEVER (*Greep naar de macht. Vlaams nationalisme en Nieuwe Orde*, 1994)...

Plusieurs synthèses d'histoire politique et/ou culturelle tant sur l'avant-guerre que sur l'après-guerre ainsi que des dictionnaires biographiques, des encyclopédies historiques de Flandre et de Wallonie complètent l'ensemble. Dans la mesure du possible, on a sélectionné dans cette rubrique les ouvrages existant dans les deux langues 'nationales'. Aux côtés de la section 'Belgique', ont été rassemblées des études concernant les pays voisins (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) ou qui, plus lointains, ont néanmoins influé sur le vécu de nos populations (Etats-Unis, URSS). D'autres Etats européens (Espagne, Italie, Suisse) ou non-européens sont également présents : leur choix a été dicté par le fait qu'ils ont été impliqués comme acteurs/témoins de ce siècle, dans ses fractures et ses contradictions.

Ainsi, en BA L 6.9, on découvre plusieurs travaux sur les Arméniens (*The Armenian people. From Ancient to modern Times*, 1997), sur la Corée (B. CUMINGS, *Korea's place in the sun*, 1997), sur la Chine nationaliste (*The other Taiwan. 1945 to the present*, 1994). Ni les Israéliens (B. MORRIS, *Israel Border Wars*, 1997), ni les Palestiniens (N. PICAUDOU, *Les Palestiniens. Un siècle d'histoire*, 1997) n'ont été oubliés, pas plus que les peuples arabes (A. HOURAN, *A history of the Arab Peoples*, 1991) ou ceux de l'Amérique latine (*The Cambridge history of Latin America. Vol. X : Latin America since 1930 : ideas, culture and society*, 1995).

Indépendamment de cette répartition géopolitique, une structuration thématique a été organisée en fonction des axes de recherches privilégiés actuellement par notre institution.

En BA L 7, on découvrira tour à tour des subdivisions s'attachant à l'histoire sociale (BA L 7.1.1) et économique (BA L 7.2.1), à l'antisémitisme et au judéocide (BA L 7.5), aux systèmes concentrationnaires et génocidaires ainsi qu'au terrorisme d'Etat (BA L 7.6), aux extrémismes tant de gauche (BA L 7.7) que de droite (BA L 7.8). Dans le cas de ces derniers, nous nous sommes efforcés de présenter des ouvrages de réflexion, des approches théoriques récentes et non des travaux reprenant des informations techniques stricto sensu. Les méditations de François FURET sur *Le passé d'une illusion* (1995) peuvent de la sorte être mises en parallèle avec celles formulées par Stanley G. PAYNE dans *A history of Fascism 1914-1945* (1995). Les comparaisons au niveau international ne sont pas absentes (J. GOTOVITCH, P. DELWIT et J.-M. DE WAELE, *L'Europe des communistes*, 1992), pas plus que les études sociologiques de la radicalité politique (*Who were the fascists? Social roots of European Fascism*, 1980).

Est-il nécessaire de signaler que deux sections ont été réservées à la Première et à la Seconde Guerre mondiale (BA L 7.4 et BA L 7.3) ? Elles reprennent les acquis historiographiques récents les plus valables ou les plus originaux. Etudiants et historiens de métier disposeront là de travaux comme ceux de M. GILBERT (*First World War*, 1994), de M. EKSTEINS (*Lenteriten. De eerste wereldoorlog en het ontstaan van de nieuwe tijd*, 1990) ...

La section consacrée aux nationalismes ainsi qu'aux minorités nationales/ethniques (BA L 7.9) se situe en quelque sorte dans le prolongement direct des travaux précédents; elle associe dictionnaires généraux sur la problématique (*Handbuch der mitteleuropäische Sprachminderheiten*, 1996; J. YA-

COUB, *Les minorités dans le monde*, 1998, ...), synthèses à portée théorique (E. GELLNER, *Nations et nationalisme*, 1989), recherches spécifiques (N. BACHARAN, *Histoire des Noirs américains au XXème siècle*, 1994). L'ensemble permet d'appréhender la complexité des rapports unissant les diverses communautés humaines avec leurs sociétés respectives au fil du temps, à travers les phases de tensions et d'adaptations.

Les productions culturelles de ces sociétés, avec leurs incidences sur les mentalités collectives sont introduites en BA L 7.10 comme sont présentées les grandes questions de l'après-1945 : décolonisation (BA L 7.11), guerre froide (BA L 7.12).

Enfin, le développement, dans le monde scientifique anglo-saxon d'abord, d'un courant historiographique important axé sur le 'gender' a déterminé la mise en place d'un module thématique 'Femmes et société' (BA L 7.2). *L'Encyclopédie politique et historique des Femmes* (1996) y fait bon ménage avec les réalisations de Fl. MONTREYNAUD (*Le XXème siècle des Femmes*, 1989), de G. DUBY et M. PERROT (*Histoire des femmes en Occident : 5. Le vingtième siècle*, 1992) et de quelques autres.

Les rubriques proposées aux personnes fréquentant la salle de lecture ne prétendent pas à l'exhaustivité. Elles essaient plus modestement de procurer des renseignements élémentaires, des pistes de recherches. Et elles marquent aussi une étape dans la réflexion historiographique du Centre. Elles seront donc peu à peu revues, augmentées ou élaguées en fonction des circonstances, c'est-à-dire de l'apport de la recherche historique ou des objectifs qui auront été donnés à l'institution. La conception de la 'nouvelle salle de lecture' est une chose humaine, donc imparfaite. Mais susceptible d'être améliorée. Nous y travaillons et nous y travaillerons.

*Alain Colignon
Rudi Van Doorslaer*

Salle de lecture - Classement par thèmes

BA L 1 : Publications périodiques et notes de travail SOMA/CEGES

BA L 2 : Instruments de travail

2.1 : Instruments de travail SOMA/CEGES

2.1.1 : Archives

2.1.2 : Catalogues de bibliothèques et de documents visuels et sonores

2.2 : Instruments de travail des autres institutions

2.2.1 : Belgique

2.2.1.1 : Archives

2.2.1.1.1 : / AGR 1 (inventaires)
/ AGR 2 (instruments de travail)

2.2.1.1.1 : / Ministères
/ Provinces et communes
/ Musée de l'Armée
/ CDH Evere
/ Amsab
/ Kadoc
/ Archives libérales
/ autres institutions

2.2.1.2 : Catalogues de bibliothèques

2.2.1.3 : Son et images

2.2.2 : Etranger

2.2.2.1 : Archives

2.2.2.1 : / Allemagne
/ guides généraux
/ *Bundesarchives*
/ autres

2.2.2.2 : / France
/ guides généraux (...Seconde Guerre mondiale)
/ archives nationales + ministères
/ autres

2.2.2.3 : / Grande-Bretagne
/ guides
/ *Public Record Office*
/ autres

2.2.2.4 : / Hollande
/ guides
/ institutions

2.2.2.5 : / USA (diverses institutions)

2.2.2.6 : / Israël

2.2.2.7 : / Autriche

2.2.2.8 : / Italie

2.2.2.9 : /Archives de l'Union européenne et du Bénélux

2.2.2.10 : / Varia

2.2.2.11 : Catalogues de bibliothèques et de documents visuels et sonores

BA L 3 : Sources Belgique - IIe Guerre mondiale

BA L 4 : Ouvrages de référence généraux

4.1 : Encyclopédies

4.2 : Dictionnaires

4.3 : Atlas

BA L 5 : Ouvrages de référence historiques et histoire du XXe siècle

5.1 : Généralités

5.2 : Histoire politique

5.3 : Histoire diplomatique

5.4 : Histoire militaire

5.5 : Histoire théorique - méthodes de recherche

BA L 6 : Ouvrages de référence et études par pays

6.1 : Belgique

6.1.1 : Ouvrages de référence - XXe siècle

6.1.1.1 : Généralités

6.1.1.2 : Biographies

6.1.2 : Etudes par périodes

6.1.2.1 : Première Guerre mondiale

6.1.2.2 : Entre-deux-guerres

6.1.2.3 : Seconde Guerre mondiale

6.1.2.4 : Après 1945

6.1.3 : Histoire politique

6.1.4 : Colonies

6.1.5 : Histoire sociale

6.1.6 : Histoire militaire

6.2 : Pays-Bas

6.3 : Allemagne

6.3.1 : Généralités

6.3.2 : IIIe Reich

6.3.3 : D.D.R.

6.3.4 : R.F.A.

6.4 : Etats-Unis

6.5 : Grande-Bretagne
6.6 : France
6.7 : Union soviétique et Russie
6.8 : Autres pays européens
6.9 : Pays non-européens

BA L 7 : Etudes thématiques

7.1 : Histoire économique et sociale
7.1.1 : Histoire sociale
7.2.1 : Histoire économique
7.2 : Femmes et société
7.3 : Seconde Guerre mondiale
7.4 : Première Guerre mondiale
7.5 : Antisémitisme - Judéocide

7.6 : Camps de concentration, terreur, génocides
7.7 : Extrême gauche (communisme, stalinisme, trotskisme, anarchisme)
7.8 : Extrême droite (nazisme, fascisme, néo-fascisme)
7.9 : Nationalisme, minorités nationales et ethniques
7.10 : Culture et mentalités / Art et architecture
7.11 : Colonisation et décolonisation
7.12 : Guerre froide
7.13 : Généralités (après 1945)
BA L 8 : Instruments pédagogiques

AMSAB en MIAT
organiseren het internationaal colloquium

GENDER & KLASSE IN DE 20ste EEUW

Gent, 27-30 april 1999

Recentelijk is veel discussie ontstaan over de relatie tussen klasse, gender en seksualiteit. Het colloquium "Gender en Klasse" brengt een aantal provocatieve bijdragen over twee thema's die elkaar voortdurend zullen kruisen.

Centraal staan daarin de definitie van mannelijkheid en vrouwelijkheid in de arbeiderswereld in termen van uitsluitings- en controlemechanismen in de politieke arena, de arbeid, de sociale sekseverhoudingen, het seksueel leven, in de kunst en in de informatie.

Die problematieken worden doorkruist door de evolutie van de vrouwen in België in de twintigste eeuw vanuit historische, sociologische en psychodynamische invalshoeken.

m.m.v. Centrum voor Genderstudies en Vakgroep Nieuwste Geschiedenis van de Universiteit Gent, en het Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis te Amsterdam.

Programma is te verkrijgen bij:

Brigitte De Mulder, Amsab, Bagattenstraat 174, 9000 GENT
Tel. : 09-224.00.79 Fax : 09-233.67.11 E-mail : amsab@skynet.be
Internet-site: <http://www.iisg.nl-womhist/colloq.html>

La Commission des biens juifs

Rudi Van Doorslaer est l'un des membres de la 'Commission d'étude sur le sort des biens spoliés ou délaissés par les membres de la communauté juive de Belgique pendant la guerre 1940-1945'. Nous lui avons demandé de faire le point sur les travaux de cette commission.

Pourrais-tu retracer l'histoire de la création de la Commission des biens juifs ?

La constitution de la Commission n'est pas un phénomène isolé. Elle se situe dans un contexte international qui débute en Suisse par la découverte de documents et de comptes appartenant à des Juifs morts pendant la guerre. Suite à cela, cette affaire a pris une dimension internationale, surtout due au poids des Etats-Unis. Ainsi, à côté de commissions non gouvernementales telle que la WJRO (*World Jewish Restitution Organisation*) qui a des filiales dans tous les pays, y compris la Belgique, se sont créées des commissions de type gouvernemental. C'est donc suite à cela que le gouvernement belge a décidé de créer une commission d'étude. Le Premier ministre s'est particulièrement intéressé à la question. Il ne voulait pas voir se transformer le problème en enjeu politique. Il désirait trouver une solution en connaissance de cause.

Il est important de mettre l'accent sur le terme 'étude'. Dans l'arrêté royal du 6 juillet 1997, il est dit : «Il est créé auprès des Services du Premier Ministre une Commission d'étude sur le sort des biens délaissés par les membres de la communauté juive de Belgique lors de leur déportation pendant la guerre 1940-1945. (...) Elle a pour mission

de faire toute recherche pour faire la clarté sur le sort des biens délaissés dans ces circonstances et d'en faire rapport au gouvernement dans les deux ans de sa création». Il s'agit donc d'une mission d'étude et non d'un travail de réparation financière. C'est au gouvernement à prendre ensuite les mesures qu'il estimera nécessaires.

Vu le sujet, le gouvernement a décidé qu'afin d'aider le président, la Commission serait composée de douze membres : cinq fonctionnaires qui représentent les départements de la Justice, des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, des Finances, des Affaires économiques, des Affaires sociales (plus exactement l'Administration des Victimes de la Guerre), un magistrat, deux historiens et quatre représentants des organisations juives de Belgique. Dans un premier temps, la Commission a été dirigée par le Baron Godeau (de juillet 1997 à avril 1998). Lucien Buysse, ancien Grand Maréchal de la Cour, lui a succédé.

La place des historiens a-t-elle été prévue dès le départ ?

Oui. Deux historiens ont été prévus dès le départ : Jean-Philippe Schreiber, historien qui travaille à l'Institut d'Etudes du Judaïsme de l'ULB et moi-même. Ce choix était sans doute motivé par le fait que nous avons tous les deux travaillé sur l'histoire juive en Belgique et que l'un était francophone et l'autre néerlandophone.

En quoi consiste, effectivement, votre travail ?

Il faut d'abord signaler qu'il y a eu, à côté du travail de la Commission, un projet



*Caisses d'alliances retrouvées par les Alliés
(Photo After the Battle, n° 93, Londres, 1996, in V. TEITELBAUM-HIRSCH, Comptes
d'une mort annoncée. Les spoliations des Juifs en Belgique, Labor, 1997, p. 137).*

scientifique qui a été mené au CEGES par Eric Laureys, un historien de la VUB. Il s'agissait de faire l'inventaire de toutes les sources disponibles concernant la recherche des biens des personnes juives disparues pendant la guerre. Ce travail s'est accompli en dehors de la Commission mais, finalement, ce répertoire de sources a orienté de façon significative les choix quant au travail à accomplir et à la méthode à utiliser pour le mener à bien. Ce sont ces deux éléments-là que nous retrouvons dans le 'Rapport intermédiaire' qui a été remis au gouvernement au début du mois de juillet.

Es-tu satisfait de la manière dont se fait ce travail et des résultats que vous obtenez ?
Je pense qu'un chemin important a été parcouru. Comme toujours dans ce type de commission, les membres ne poursuivent pas nécessairement les mêmes buts. De plus, manquait une vision sur l'histoire de ce qu'a été le pillage des biens juifs et sur la suite donnée après la guerre par les instances publiques et privées belges. Quand on a commencé ce travail, au point de vue des sources, on était presque à zéro. J'ai été surpris de constater, en tant qu'historien actif sur le terrain, qu'à propos des biens juifs, il y avait

très peu de renseignements précis. C'est compréhensible : les victimes du drame sont des êtres humains. Ce sont eux qui ont été déportés et, en ce qui concerne la Belgique, ont été, pour la moitié d'entre eux cruellement assassinés. Donc, finalement, les biens, personne ne s'en était véritablement préoccupé et nous avons découvert des trésors insoupçonnés. Malgré le fait que ces sources soient le plus souvent difficiles d'accès et qu'elles soient conservées dans des administrations publiques et privées, nous avons eu la chance de constater que très peu d'archives avaient été détruites. Ces archives vont, je pense et j'espère, nous permettre non seulement d'écrire cette histoire, mais aussi de croiser les données fournies par ces documents afin d'avoir un contrôle.

Les archives dont tu parles, sont-elles en majorité privées ?

Non, quoiqu'il faille reconnaître qu'actuellement, nous n'avons qu'une vue superficielle des archives des institutions financières et

bancaires privées. Ce sont en majorité les archives issues des administrations de l'Etat que nous explorons. Ces archives sont de types très différents. Il y a évidemment l'Administration des Victimes de la Guerre qui s'est essentiellement occupée des personnes mais où se trouvent aussi des informations sur les biens : un bien appartient toujours à une personne. Il y a également l'Administration des Dommages de Guerre et l'énorme fonds d'archives déposé au ministère des Finances qui comprend, entre autres, les archives de l'Office du Séquestre qui contiennent les archives de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft (BTG)*. A côté de cela, il y a les archives des banques et des autres institutions financières ainsi que les archives privées des compagnies d'assurances et des notaires. On trouve également des archives à l'étranger, entre autres, celles de ce qu'on appelle le Groupe XII de l'administration militaire allemande qui s'occupait d'économie. Une partie importante de ce fonds concerne la gestion des biens ennemis,



Pendant la guerre, les rayons de la Maison Hirsch se sont petit à petit vidés jusqu'à ne plus contenir de marchandises.

(Photo Archives personnelles de Pierre Hirsch, in V. TEITELBAUM-HIRSCH, op.cit., p. 131).

essentiellement des biens juifs. Il a été miraculeusement sauvé et se trouve à Paris, aux Archives nationales de France. Autres sources intéressantes : les archives de la banque privée qui gérait, pour la BTG, les biens mobiliers.

Après de longues discussions, nous sommes arrivés à un consensus sur le travail à accomplir par la Commission et sur les méthodes par lesquelles nous allions l'appréhender. C'est un travail délicat : l'exécution des ordonnances allemandes induisait, dans une certaine mesure - et j'emploie délibérément un terme neutre - la 'coopération' des instances financières privées avec des services de l'occupant. Ce problème est d'un autre type que celui des instances financières des pays neutres, la Suisse par exemple. Mais, je le répète, la Commission n'a d'autre mission que d'informer : elle n'est pas un tribunal. Cela dit, la Commission a des pouvoirs assez étendus : dans l'arrêté royal constitutif, il est dit que la Commission peut recueillir de tous les services publics et de toutes les institutions financières la communication de tous les documents utiles à sa mission. La Commission a donc dû trouver le juste équilibre lui permettant de travailler avec, de faire pression sur - toute la gamme y est - les banques et les institutions financières pour pouvoir avancer de ce côté-là aussi. Ce débat a retardé le travail de la Commission et finalement, amené un changement de président.

Je pense qu'aujourd'hui, la Commission a trouvé un consensus et une méthode de travail qui ont l'avantage d'être clairs. La volonté de tous les membres de la Commission est de continuer dans cette voie. Quelle est-elle ? Dans un premier temps, nous

allons demander au CEGES de faire une étude historique globale du sujet en s'intéressant aussi bien à ce qui s'est déroulé pendant qu'après la guerre. Sur cette toile de fond, qui devra être celle du rapport final remis au gouvernement, la Commission créera, elle-même, une sorte de base de données des Juifs qui vivaient pendant la guerre en Belgique. A partir de cet instrument, elle effectuera une enquête systématique sur deux groupes de personnes spécifiques (il est évident que nous ne pouvons pas faire une étude sur l'ensemble des 60-65.000 personnes concernées). Ce que la Commission se propose de faire, c'est de choisir deux groupes de personnes qui répondent à des critères différents. Le premier groupe (très petit) comprendra les personnes encore en vie actuellement. Avec leur consentement, nous essayerons de vérifier ce qu'ils possédaient comme biens en 1940 et ce que sont devenus ces biens pendant et après la guerre. Le second groupe sera formé à partir non des personnes mais des biens : nous allons essayer, à partir de toutes les archives que nous possédons, de voir s'il existe encore aujourd'hui des biens qui répondent aux critères inscrits dans l'arrêté royal. Nous allons essayer de retracer l'histoire de ces biens de 1940 à l'après-guerre. Si tu me permets de conclure : la Commission a déjà parcouru un chemin important pour en arriver au rapport intermédiaire mais le travail effectif doit maintenant commencer.

Aurez-vous assez de temps pour faire ce travail ?

En principe, puisque la Commission a été créée pour deux ans, ça nous laisse encore moins d'un an. Mais, il faut être réaliste, tout ce travail en un an, ça me paraît optimiste.

*Interview réalisée par
Cécile Vanderpelen*

Une exposition. *Femmes et Guerre. Bilan*

Voici un an, le CEGES inaugurait une exposition intitulée *Femmes et Guerre. Du XVIIe au XXIe siècle*. Hébergée par les Archives générales du Royaume, cette exposition était le résultat du travail intensif de deux jeunes chercheuses : Anne Godfroid et Karen Celis, qui, dans cette entreprise, furent encadrées par un Comité scientifique réunissant les spécialistes de la question.

Durant près de 18 mois, elles collectèrent de nombreux documents iconographiques et autres destinés à illustrer leur propos : comment les femmes se sont-elles comportées au cours des nombreux conflits qui ravagèrent nos régions sous l'Ancien Régime et lors des deux guerres mondiales qui traumatisèrent et marquèrent à vif les citoyens et citoyennes de ce XXIe siècle ? Quelles conséquences ces conflits eurent-ils à court, à moyen et à long terme sur le vécu des femmes et sur le regard que la société (masculine) porte sur elles ? Cette double interrogation quant aux expériences des femmes en temps de guerre d'une part, et aux répercussions des conflits sur leur place et leur statut d'autre part, constituait la trame de cette exposition, et des publications qui l'accompagnaient.

Destinée à un large public, cette exposition s'est, malgré tout, gardée des généralisations abusives, introduisant, dans un espace réduit, un maximum de nuances. Dans la foulée, elle s'est aussi efforcée de démontrer certains mythes par trop répandus.

L'ensemble fut scénarisé (mis en scène) par une équipe de professionnels, composée d'une muséographe (Michèle Antoine), d'un architecte d'intérieur (Jérôme Rigot) et d'une graphiste (Isabelle Grosjean).

Entraîné dans une promenade à travers quatre siècles d'histoire, le visiteur pouvait aller à la rencontre d'une 'cantinière' des armées impériales, d'une infirmière de la Première Guerre mondiale ou d'une résistante de la Seconde Guerre mondiale (montage audio). Ponctuellement il lui était loisible d'égrener le temps en actionnant des roues dentées : devant lui défilaient alors les dates des principaux conflits modernes et contemporains, associés à des événements culturels et/ou sociaux-économiques marquants. Plus loin, des thèmes, comme le pacifisme durant l'entre-deux-guerres ou le paradoxe de l'extrême droite, étaient illustrés par les créations originales d'un artiste contemporain (François Liénard).

L'alternance et la variété des moyens mis en œuvre, dans les limites d'un budget serré, surent conférer à l'exposition une dimension particulière que les visiteurs semblent avoir appréciée. Leur nombre, malgré une bonne couverture médiatique (presse écrite, presse audio- et télévisuelle), est resté modeste. Approximativement deux mille personnes visitèrent *Femmes et Guerre* entre fin novembre 1997 et fin février 1998.

Anne Godfroid

Les séminaires

Fidèle à sa tradition, le Centre a organisé des séminaires mensuels, occasion de présenter des travaux récents ou, pour de jeunes diplômés, d'exposer les résultats des recherches menées dans le cadre de leur mémoire de licence.

Rik Pinxten, professeur à l'Université de Gand et spécialisé dans l'anthropologie culturelle et dans l'étude des religions, a proposé une vidéo consacrée au massacre de Vinkt en 1940. Résultat d'un projet mené en collaboration avec des étudiants de l'Université de Gand formés en science comparative des cultures et avec des étudiants de l'Institut Saint-Luc (Bruxelles) de la section 'film documentaire', cette vidéo avait pour thème l'étude des traces actuelles de ce massacre au sein de la population de la localité. Cette réalisation pose une nouvelle fois la question de la mémoire, de ses enjeux et de l'importance de la guerre en tant qu'élément de rupture dans le vécu individuel.

Docteur en histoire de l'Université libre d'Amsterdam et chercheur libre en histoire sociale et en anthropologie, **Riki Van Boeschoten** a exposé l'état de ses recherches sur la mémoire collective des années 40 dans la Grèce du Nord. Spécialisée dans l'histoire des minorités ethniques, elle privilégie également une démarche anthropologique (recueil de témoignages oraux) pour répondre à une série de questions que l'historiographie grecque des années 40 a laissées sans réponse. Riki Van Boeschoten a effectué de passionnantes recherches sur l'impact de la guerre (y compris la guerre civile) sur la structuration des villages et des familles. Ses travaux révèlent l'importance d'une fracture sociétale et d'un bouleversement

des modèles traditionnels, changements qui ont été d'autant plus marquants dans les villages ayant une forte implantation communiste.

La formation au travail social et le mouvement d'éducation ouvrière durant l'entre-deux-guerres en Belgique francophone ont été abordés au cours du séminaire de **Guy Zelis** (UCL). Il s'est surtout attaché à présenter l'Ecole sociale catholique, sa création, son organisation interne, ses relations extérieures, les itinéraires de formation des élèves admises ainsi que le discours et la pratique de ces élèves devenues auxiliaires sociales.

Tom De Meester, licencié en histoire de l'Université de Gand, a présenté les résultats de son mémoire de licence consacré à la législation sur la nationalité et à la naturalisation en Belgique de 1894 à 1965. Après avoir retracé l'historique des variantes de la notion de 'nation', il s'est attardé sur l'évolution du processus de naturalisation des étrangers au cours de ce siècle.

André Dartevelle, journaliste à la RTBF nous a proposé son film consacré au photographe Willy Kessels. Il retrace l'image d'un artiste génial, novateur, dont le parcours politique le mène dans les eaux troubles de la collaboration puis, à la Libération, à l'incarcération. Son trajet professionnel porte les traces de cet engagement. Redécouverte et censurée à l'occasion d'une exposition au Musée de la Photographie de Mont-sur-Marchienne, sa production est réinterrogée dans son contenu politique et idéologique. La question de l'engagement de l'artiste est une nouvelle fois posée de même que celle du contenu idéologique de son oeuvre.

L'historien britannique **Orlando Figes** a réexploré l'histoire de la Révolution de 1917 dans son ouvrage intitulé *A people's tragedy*. Il s'est plus particulièrement attaché au rôle de la paysannerie et aux phénomènes de violence induits à la fois par l'organisation traditionnelle du monde rural et par la désintégration de la société du fait de la Première Guerre mondiale. D'ailleurs, cette forme de 'mentalité de la guerre civile' perdure bien au delà de la révolution et est à inscrire en corrélation étroite avec la place de la terreur comme phénomène de culture politique.

Cécile Vanderpelen, licenciée en histoire de l'Université libre de Bruxelles, nous a présenté l'étude qu'elle a menée dans le cadre de son mémoire de licence sur le monde catholique et la littérature de 1918 à 1930. Les institutions ecclésiastiques, alertées par les transformations sociales et politiques qu'a drainées 'la modernité' et que la guerre a exacerbées, se mobilisent afin de contrôler et de guider la lecture de leurs ouailles tout en les incitant à créer une littérature apostolique. Les jeunes pour qui l'expérience des tranchées a été la genèse d'un sentiment de révolte et d'injustice, seront tout particulièrement

sensibles à cet appel. A partir des universités et soutenus par les 'aînés', ces jeunes vont créer des revues consacrées à l'expression littéraire d'un projet politique fondé sur un renforcement de l'exécutif et sur un retour aux valeurs traditionnelles.

Jean Solchany, maître de conférences à l'Institut d'Etudes politiques de Lyon, spécialisé dans l'histoire allemande du XXe siècle, est venu nous faire part de l'état de ses recherches sur l'implication de la *Wehrmacht* dans les atrocités commises sous le nazisme. Pendant longtemps, la légende d'une '*Wehrmacht* propre', véhiculée en particulier dans les mémoires des anciens généraux publiés au lendemain de la guerre, a dominé le discours historiographique. Il faut attendre les années 80, pour qu'une nouvelle génération d'historiens mette en évidence l'ampleur des atrocités commises par l'armée allemande, y compris dans le cadre de la 'solution finale'. Depuis 1995, ces crimes sont au centre du débat public en Allemagne. Mais leur investigation approfondie n'est pas seulement un devoir de mémoire. Elle constitue également un défi historiographique qui nécessite un profond renouvellement des questionnements.

Chantal Kesteloot

Jean-François Crombois, titulaire d'un mandat dans le cadre du programme d'Action de renforcement du potentiel scientifique des établissements scientifiques fédéraux, a achevé et déposé son doctorat à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'ULB. Il sera défendu au début de l'année 1999.

~

Stephanie Waeyenbergh a entamé le 16 novembre 1998 un mandat de douze mois en tant qu'attachée pour le projet 'Pallas. Accès intégré et automatisé des collections du CEGES. Elaboration et implémentation d'un thesaurus approprié au CEGES'.

Europe in exile

Fruit d'une longue coopération avec le *Bal-liol College* en la personne de l'historien Martin Conway dont on connaît l'intérêt pour la Belgique, le colloque *Europe in exile* a constitué le point d'orgue des travaux entamés voici deux ans sur la société belge en Grande-Bretagne durant la Seconde Guerre mondiale.

Si le cas belge constituait certes la pièce maîtresse du colloque, les débats ont également porté sur d'autres communautés en exil. Ainsi a-t-il été question des Polonais, des Tchèques, des Norvégiens, des Français et des Néerlandais. Deux thèmes essentiels ont servi de fil rouge au colloque : d'une part, l'étude des sociétés en exil, d'autre part, les dimensions militaires du problème. Ainsi il est apparu combien, de manière générale, les Britanniques se sont méfiés de tous ces militaires en mal de combats échoués sur leur territoire.

A Londres se trouvaient non seulement des ressortissants d'Etats alliés mais aussi des Allemands et, parmi ceux-ci, 700 militants sociaux-démocrates. Comment ceux-ci ont-ils envisagé l'après-guerre ? Quel type de rapports ont-ils eu avec d'autres socialistes en exil ?

La société belge est apparue dans toute sa diversité, depuis les pêcheurs jusqu'aux fonctionnaires et hommes politiques sans oublier les militaires. Les civils belges - environ 18.000 - constituaient en fait la plus importante des communautés en exil. Le colloque a été l'occasion de dresser un bilan des projets préparés depuis Londres pour l'après-guerre, d'évoquer la situation spécifique des femmes ou encore des itinéraires torturés de certains hauts responsables. Histoire et témoignages ont en outre pu se rejoindre au cours de ce colloque rehaussé de la présence de plusieurs témoins, Belges en exil. Citons notamment le baron Bloch, Etienne Gutt et son épouse, Mesdames France Truffaut et Armand Dutry.

L'exil londonien a également été abordé dans ses prolongements : a-t-il induit un ou des réseau(x) de sociabilité et, dans l'affirmative, auprès de quel(s) groupe(s) ?

En finale du colloque, la question du tournant occasionné par la guerre dans l'histoire de l'Europe a été une nouvelle fois posée. Un débat qui est loin d'être clos d'ailleurs.

Chantal Kesteloot

Fabrice Maerten, premier assistant, est promu chef de travaux à la date du 1^{er} janvier 1999.

La Belgique et le Plan Marshall

Pour la première fois, à l'initiative de Francis Balace, le Centre s'est associé à l'ambassade des Etats-Unis pour organiser une journée d'études consacrée au Plan Marshall et à la Belgique, le 12 décembre 1997. Cette initiative a également bénéficié de l'appui des Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles et de la *Commission for Educational Exchange between the United States of America, Belgium and Luxemburg*.

Dans le contexte troublé qui a suivi la fin de la Seconde Guerre, les Etats-Unis sont indiscutablement apparus comme la grande puissance par excellence. Dans cette situation, les fonds du Plan Marshall avaient à la fois pour but d'aider les pays européens ruinés à se reconstruire et à les prémunir de la contagion du communisme. Dans le cas belge, les données sont quelque peu différentes puisque l'appareil industriel sort relativement intact de la guerre. La Belgique n'a donc pas les mêmes attentes que d'autres

Etats européens. Quel rôle a dès lors joué le Plan Marshall dans le cas belge ? Son économie a-t-elle su tirer parti de ce supplément qui lui était offert ? Comment a-t-il été perçu par les différentes forces politiques et sociales ? Alors que les Etats-Unis sont désormais omniprésents dans notre imaginaire culturel, en quoi le Plan Marshall a-t-il pu être un élément d'accélération du phénomène ?

Huit orateurs belges et un orateur américain se sont succédé pour tenter de répondre à ces différentes questions et pour faire le point sur les recherches menées en ce domaine. Les communications et les débats ont porté sur les dimensions à la fois économiques, politiques et sociales avec un regard sur l'attitude de la bande dessinée belge à l'égard des Etats-Unis.

Au total, une initiative réussie qui a réuni une septantaine de personnes.

Chantal Kesteloot

Si vous souhaitez soutenir l'asbl **Les Amis du Centre**, participer à ses activités, être tenu au courant de tout ce qui est organisé par le Centre et bénéficier de réduction sur nos publications ainsi que d'un accès gratuit à notre salle de lecture, devenez membre en payant votre cotisation annuelle de 250 FB à verser au numéro de compte de l'asbl : 000-1491037-50.

Une Journée pédagogique

La Première Guerre dans la Seconde

Le 11 mars 1998, le Centre d'Etudes et de Documentation 'Guerre et Sociétés contemporaines' a organisé une journée pédagogique destinée aux étudiants en histoire sur le thème *La Première Guerre dans la Seconde*. Il s'agissait, sur base d'une approche comparative franco-belge, d'étudier l'actualité de la Première Guerre mondiale à la fois durant les années trente mais aussi et surtout durant le second conflit mondial. A partir de regards croisés, il s'agissait de voir comment et dans quels domaines la mémoire de 1914 avait induit des comportements particuliers et ce sur base des recherches effectuées en France et en Belgique.

Cette journée a été organisée conjointement avec l'Université de Lille III et plus particulièrement avec le Professeur **Annette Becker**. Du côté belge, elle s'adressait aux étudiants en histoire des universités francophones. Initialement prévue sur le site de l'ULB, la journée s'est tenue in extremis au Résidence Palace suite à une malencontreuse alerte à la bombe qui nous a contraints à fuir le campus.

Cinq exposés ont été présentés. Ils traitaient des thèmes suivants : l'actualité de la Guerre 14-18 dans les films de fiction et les ban-

des d'actualités durant les années trente et lors de la défaite de 1940 (**Annette Becker** et **Etienne Dejonghe**, Université de Lille III); l'obsession de 1914 dans l'armée belge de 1940 (**Francis Balace**, Université de Liège); le passé et l'anticipation ou les échos parlementaires de la Grande Guerre dans les années trente (**Jean-Marc Guislin**, Université de Lille III) et, enfin, la motivation résistante et la mémoire de 1914 (**Fabrice Maerten**, Centre d'Etudes 'Guerre et Sociétés contemporaines').

Parmi les aspects débattus, relevons notamment l'impact de l'expérience des tranchées sur le comportement des armées de 1940; la tentation de refaire '1914'. Les discussions ont également porté sur l'évolution des mentalités entre 1914 et 1940 tant dans les milieux militaires que parmi les civils. Dans la foulée, on s'est également interrogé sur la question de savoir dans quelle mesure l'engagement dans la résistance a pu être conditionné par un patriotisme héritier de 1914-1918.

Toutes ces questions avaient également pour objectif de stimuler la discussion et les contacts entre étudiants belges et français.

Chantal Kesteloot

La Politique scientifique nous a accordé le programme de scannage de la collection de photographies du CEGES sur base des crédits de la Loterie nationale.

Le 'Diplodocus' nouveau est arrivé !

Les cinq volumes de documents consacrés à la politique extérieure de la Belgique édités par Van Langenhove et De Visscher de 1964 à 1966 couvraient la période 1920-1940. L'accélération et la 'massification' des études historiques, l'ouverture de plus en plus précoce des archives étrangères, mais aussi des nôtres créaient un vide que les Académies ont entrepris de combler en 1988. Oeuvre collective dans sa conception et son élaboration, fruit de la coopération des Archives des Affaires étrangères, des deux Académies et des spécialistes de nos diverses universités, dotée de moyens nécessaires par le FNRS et bénéficiant de divers appuis parlementaires, la série des dix volumes prévus a commencé à voir le jour par la publication des volumes consacrés au gouvernement belge de Londres et à la politique de défense. Plusieurs volumes ultérieurs sont achevés et paraîtront à raison de deux par année.

Responsable du premier de ces ouvrages, j'ai pu découvrir les dégâts occasionnés par la guerre dans les collections du ministère des Affaires étrangères de Belgique (MAEB) pour cette époque qui vit s'opérer le tournant définitif de notre politique étrangère. J'ai donc pu mesurer la richesse des archives du CEGES qui ont largement compensé ces lacunes. Les archives De Vleeschauwer, Rens, Richard, de Gruben et, dernières arrivées et non les moindres, les archives Camille Gutt, ont fourni des pièces irremplaçables. Aux AGR, les papiers Theunis et Van Zeeland, au KADOC les papiers De Schrijver ont très utilement complété le tableau. Seules sont restées jalousement inaccessibles les archives du principal artisan de la politique étrangère de cette période, Paul-Henri Spaak. La Fondation qui porte son nom a préféré faire édifier d'abord le monument bio(hagio?)-graphique qu'elle voulait dédier à son grand

homme. La personnalité de l'auteur final de ce texte fort attendu nous rassure cependant, pas les procédés de ses commanditaires...

Ainsi cet ensemble dont le caractère composite ajoute une dimension inhabituelle à ce genre de publications permet d'étudier la politique d'un gouvernement qui dut avant tout convaincre qu'il était un allié sans faille, donnant tous les gages nécessaires pour le prouver tout en s'arc-boutant sur une souveraineté dont il n'acceptait aucune limitation.

Sourcilleux de cette autonomie, il s'engagea néanmoins résolument dans une politique d'alliance tournant le dos à la 'politique d'indépendance' qui avait été sa loi depuis 1936. Parmi les 'petits pays', la Belgique joua un rôle actif, osant des positions courageuses, comme la reconnaissance immédiate du Comité Français de Libération nationale du général de Gaulle, et surtout le combat pour être considérée en 1944 comme pays ami libéré et non point comme pays occupé.

Luc De Vos a pour sa part dirigé une grande équipe qui présente un panorama complet de la politique de défense de 1941 à 1960. Il a puisé largement dans les archives du MAEB mais aussi du Centre de Documentation historique (des Forces armées) ainsi qu'à l'Auditorat militaire. La question allemande, la coopération militaire en Europe à travers la guerre froide, notamment toute la politique occidentale envers l'Union Soviétique et, bien entendu la Belgique dans l'OTAN constituent les grandes parties de ce fort volume.

Soigneusement édités dans les deux langues, dotés d'index et de table détaillées des docu-

ments, ces volumes et ceux qui suivront permettront un accès commode à des

moments clés de notre politique étrangère. A quand une édition CD Rom ?

José Gotovitch

Documents diplomatiques belges 1941-1960. De l'indépendance à l'interdépendance, Bruxelles, Académie royale de Belgique/Koninklijke Academie van België, 1998, t. 1 : José GOTOVITCH (avec la collaboration de Caroline SÄGESSER et de Markus WUNDERLE), *Le gouvernement de Londres 1941-1944*, 496 p.; t. 2 : Luc DE VOS, Etienne ROOMS, Pascal DELOGE & Jean-Michel STERKENDRIES, *Défense 1941-1960*, 584 p.

D. LUYTEN (ed.), Penalization of economic collaboration in western Europe after the Second World War (proceedings of the international Conference Brussels 13 December 1996), VUB, Center for Legal History.

Ce volume comprend les contributions présentées lors de la conférence organisée par le Centre d'Histoire du Droit de la VUB, en collaboration avec le CEGES. Des historiens des Pays-Bas, de Norvège, du Danemark, de France et de Belgique ont présenté le fruit de leurs recherches concernant la manière dont les chefs d'entreprise qui ont produit pour l'occupant ont été sanctionnés au terme du conflit. La législation, l'organisation des poursuites ainsi que leurs résultats y sont abordés. Sont également reprises les différentes déclarations antérieures à la mise en oeuvre effective du processus de répression.

Il n'est pas facile de tirer des conclusions sur base des comparaisons entre les différents pays. Cette situation est due tout à la fois à l'état de la recherche qui se distingue d'Etat à Etat et à la diversité des approches méthodologiques utilisées par les auteurs. Néanmoins, quelques éléments peuvent être épinglés. Ainsi, dans chacun des Etats, la répression de la collaboration économique a été considérée comme une question délicate dans la politique d'après-guerre. Il fallait concilier des priorités diverses et contradictoires. La répression était considérée comme une nécessité pour des raisons de légitimité du système juridique et politique mais cette répression ne pouvait menacer la reconstruction de l'économie, un argument forte-

ment mis en avant par les chefs d'entreprise visés et leurs porte-parole sur le plan politique. La mise en oeuvre de ce qui devait ultérieurement évoluer vers une économie de concertation était aux yeux de certains courants politiques, et en premier lieu de la social-démocratie, un motif pour se contenter d'une répression modérée de la collaboration économique. Dans aucun des pays étudiés, la collaboration économique ne fut un concept se prêtant à une définition claire. Dans aucun des cas, on ne partit du principe qu'on ne pouvait absolument pas travailler pour l'ennemi. La question était de définir les limites de ce travail autorisé. Des conflits juridiques et politiques ont d'ailleurs porté précisément sur la délimitation de cette notion. Dans la pratique, ont surtout été visés les chefs d'entreprise qui fournissaient une contribution directe à la conduite de la guerre tels les entrepreneurs. Les conclusions de cette conférence constituent surtout une invitation à d'autres recherches. Dans cette optique, la collaboration et la répression devront être envisagées comme un tout.

Le volume peut être commandé au prix de 250 BEF (+ frais d'envoi) auprès du *Centrum voor Rechtsgeschiedenis VUB*, Pleinlaan 2, 1050 Brussel. Tél.: 02/629.24.60

Dirk Luyten

Pallas

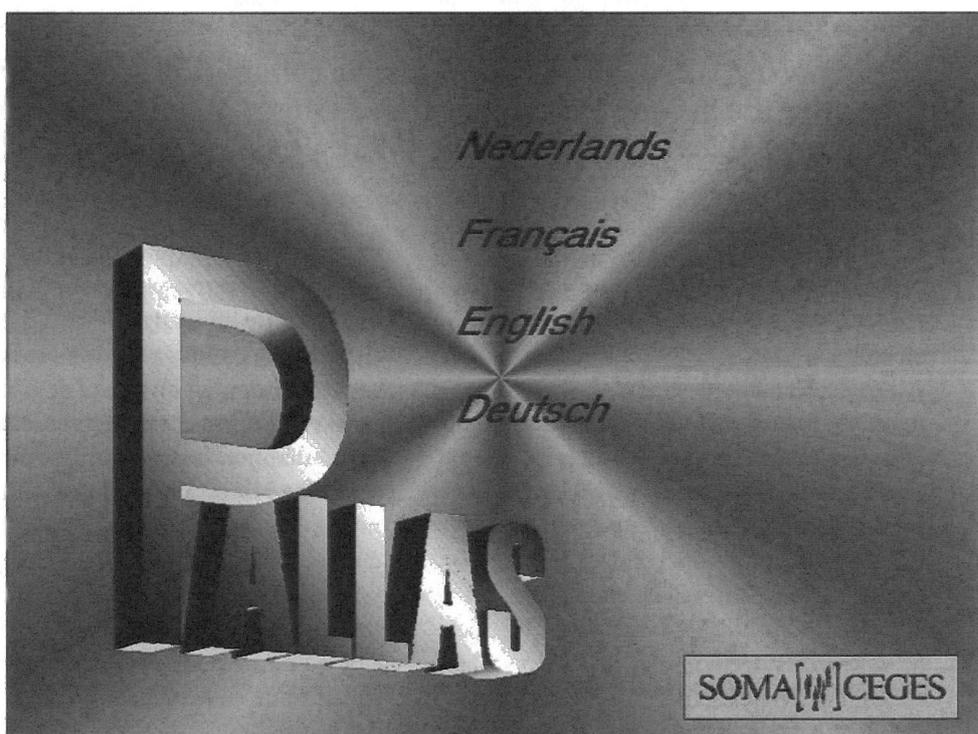
Depuis la mi-septembre, les visiteurs de notre salle de lecture peuvent consulter notre nouveau catalogue électronique, Pallas. Grâce à ce dernier, il est désormais

possible de faire une recherche 'intégrée' dans nos archives et dans notre photothèque, ce qui signifie qu'il suffit d'encoder un mot pour pouvoir consulter toutes les entrées où ce

mot figure dans le titre ou dans la description, ou qui ont le même auteur ou le même producteur d'archives. Des recherches à l'aide d'un mot-clé sont également possibles.

Les avantages de cette méthode de travail pour rechercher des archives sont évidents : si on cherche une personne déterminée, un lieu ou un concept, on n'a plus besoin de dépouiller longuement des inventaires de fonds d'archives en espérant y trouver l'information recherchée; le système opère lui-même une recherche simultanée de toutes les archives. Bien sûr, cette technique de recherche 'documentaire' ne suffit pas pour les archives; le contexte et la localisation fonctionnelle et institutionnelle d'un ou de

plusieurs documents dans un fonds ont aussi leur importance. Cette approche est possible parce que toutes les descriptions sont liées entre elles dans une structure



hiérarchique, basée sur le standard ISAD(G). Ainsi il est possible d'entrer dans des schémas d'archives et de retrouver à tout moment l'endroit où se situe une description précise.

Le travail d'introduction des données est loin d'être achevé. Dans une période transitoire le catalogue électronique devra souvent être complété avec les moyens de recherche 'classiques' sur papier. Cependant, nous espérons avoir introduit suffisamment d'entrées dans le courant de l'année prochaine pour rendre superflue la consultation de la liste imprimée de mots-clés qui se trouve actuellement dans la salle de lecture.

Nous sommes plus avancés dans le travail d'introduction des données de notre photothèque : les séries Belgique (avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale) et Europe de l'Est (Albanie, Grèce, Hongrie, Yougoslavie, Roumanie, et Turquie) sont complètement consultables et bientôt les séries concernant la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Espagne et le Portugal seront également intégrées. A côté des recherches en ligne, le nouveau système offre également la possibilité de consulter directement les photos sur écran, pour autant qu'elles aient déjà été scannées (pour le moment environ 6.000 photos). Le CEGES a reçu des subsides qui devraient nous permettre de scanner endéans un an

les collections citées ci-dessus (environ 50.000 photos).

Pour le moment, nous travaillons intensément à la conversion des fonds de la bibliothèque (livres, articles, périodiques et coupures de presse) dans l'optique de les intégrer également dans le nouveau système. Nous espérons avoir terminé ce travail pour le mois de février 1999. Ainsi nous pourrons mettre à la disposition du public la majeure partie de nos collections intégrées et en ligne. Signalons enfin qu'au cours du printemps 1999, les collections seront consultables de la même façon via *Internet*.

Patrick Temmerman

Barcelone, octobre 1940

L'hôtel Majestic est un superbe bâtiment situé sur le *Passeig de Gracia*, prestigieuse avenue de Barcelone. Une plaque apposée à l'entrée y rappelle depuis le 4 mai 1998 que Hubert Pierlot, Premier ministre, et Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères, y faussèrent compagnie à la police franquiste grâce à l'ingéniosité du consul de Belgique Marc Jottard

qui sut trouver les complicités nécessaires. Ils purent ainsi gagner enfin Londres où se reconstitua le gouvernement, le 31 octobre 1940. A l'initiative du consul général de Belgique, Jean-Louis Mignot, le souvenir de cette épopée a été évoqué en ce même hôtel et la plaque inaugurée. A cette occasion, le directeur du CEGES retraça le contexte historique et la

signification de cet épisode capital pour l'histoire ultérieure de la Belgique libre. Il rendit ainsi hommage à une oubliée de l'histoire, la femme de chambre de l'étage, Ramona, veuve d'un républicain fusillé, qui garda sciemment le silence sur la 'disparition' des ministres belges pendant 18 heures, rendant la fuite possible.

Reprenant une coutume catalane, le consul général Mignot a réalisé pour l'occasion une *Auca* qu'il nous a autorisé à reproduire en clin d'œil à l'histoire.

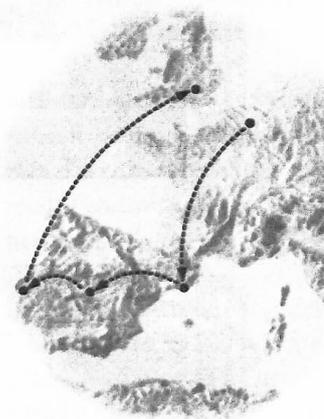
Auca d'una fugida

Octubre 1940

En souvenir de la commémoration du séjour à Barcelone du Premier Ministre Belge Hubert Pierlot et du Ministre des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak et de leur fuite vers Londres.
Barcelone 4 mai 1998

In herinnering aan de herdenking van het verblijf in Barcelona van de Belgische Eerste Minister Hubert Pierlot en van Minister van Buitenlandse Zaken Paul-Henri Spaak en van hun vlucht naar Londen.
Barcelona 4 mei 1998

En recuerdo a la conmemoración de la estancia en Barcelona del Primer Ministro Belga Hubert Pierlot y del Ministro de Asuntos Exteriores Paul-Henri Spaak y de su fuga a Londres.
Barcelona 4 de mayo de 1998



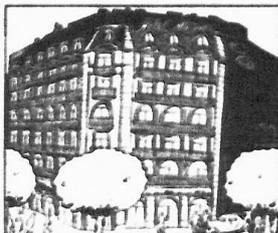
■ Dibujos: Oscar Julve
■ Textos: Jean-Louis Mignot

José Gotovitch

Auca d'una fugida



Enlès suite à l'invasion de mai quarante
Les ministres Belges dans le sud se replient
Continuer la lutte à Londres les hante
Pour la route d'Espagne Pierlot et Spaak optèrent



Naar Barcelona via Figueras vanuit Jonquera
Door Catalonia van noord naar zuid
In hotel Majestic nu weg van de frontiera
De hele dag onder toezicht erin of eruit



En el consulado los ministros elaboran
los planes, previa consulta con Jottard,
y con el paso de los días se cercioran
de que el coche es la salida mas normal.



Suivés des policiers à tout bout de champ
De Barcelona les ministres découvrent les recans
Tout en pensant à fuir à tout moment
Aux Caracoles quelques soirs le consul les rejoint



Van de Pyreneëën tot Portugal via Gerona
Geraken veilig landgenoten
Vervoerd door Muls vanuit Barcelona
In dezelfde strijd bereid en vennoten



En secreto se prepara el gran viaje,
y la Reyes y Hening las detalles
Los ministros no cambian aun de traje,
pero si esperan la fuga que les salve.



Sachant un samedi les policiers au football
Les ministres quittent discrètement la Majestic
Dans la fourgonnette à double fond s'installent
Avec courage prennent la route de l'Atlantique



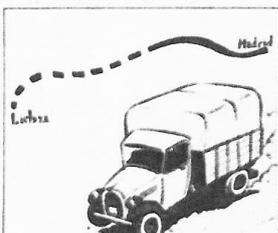
Met zijn verborgen lading waagt Hening zijn kans
Langs Madrid waar een nazi-leider wordt verwacht
Binnen in de wagen is het al zweet en rozenkrans
Lange uren op de bevrijding wordt gewacht



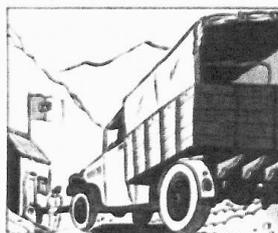
Es domingo y los 'polis' al Majestic se dirigen.
Y al no haber nadie surgen las sospechas
Se han ido los belgas? A la misa asistien?
Si los pierden quizás pierdan su cabeza.



Il est temps d'aviser le chef de la police
Qui ne voulait être dérangé pendant la corrida
De cette passion profite avec malice
Le trio belge dans sa longue recorrida



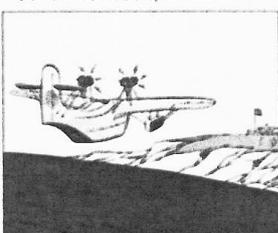
Over de sierra bolt de wagen richting Portugal
Peinzend aan vrouw en kind en vaderland
Met angst wachtend op het 'we zijn er al'
Tellen de ministers de uren op hun hand



Al final y frente a ellos la frontiera
Ojala haya una inspeccion de cartesia
Por fin allí esta la otra bandera
y al otro lado tambien un nuevo dia



A Barcelone c'est le bras-le-bas de combat
La fuite des ministres tout le monde mobilise
Le personnel de l'hôtel et celui du consulat
Heureusement la police d'une fausse piste s'avise



In Portugal nu veilig aangekomen
Worden de ministers verwacht in Engeland
Zodat de taken kunnen worden waargenomen
De Koning thust, de Regering in het buitenland



Pierlot y Spaak han dado el salto a Londres
donde Gutti y De Vleeschouwer han de esperar
Resurge el Gobierno y, ya conformes,
de nuevo Churchill con Bélgica va a cantar

Création d'un réseau d'instituts d'histoire contemporaine :

Allemagne, Autriche, Belgique, France, Pays-Bas

Dans plusieurs pays d'Europe, se sont constituées au lendemain de la Seconde Guerre, ou un peu après, des institutions scientifiques chargées de collecter des données relatives à l'histoire de leur pays au cours de cette période, de préparer l'écriture ou d'écrire cette même histoire. Il est significatif que ces institutions présentent la caractéristique commune d'être à la fois des centres de documentation comportant archives et bibliothèque, en même temps que des lieux de recherche.

Or, ces institutions ont toutes connu ces dernières années une évolution parallèle tendant à élargir leur champ de préoccupation à l'histoire contemporaine et plus spécifiquement au XXe siècle, partiellement ou dans son ensemble. Cette évolution ne tient pas vraiment à l'épuisement éventuel du sujet - presse, TV et monde éditorial prouvent chaque jour l'inverse - mais bien à l'approfondissement de la réflexion historique sur la signification qu'a pris le second conflit mondial dans le siècle.

Pour marquer cette mutation, les intitulés se sont modifiés : le Comité français de la Deuxième Guerre est devenu l'Institut d'Histoire du Temps présent et notre Centre, le CEGES. Cette mutation nominale était inutile pour l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich, le pionnier en la matière, et n'est pas (encore ?) intervenue pour le *Documen-*

tationsarchiv des österreichischen Widerstandes (DÖW) de Vienne et le *Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie (RIOD)* d'Amsterdam.

Récemment installé dans des locaux superbes et fonctionnels, et doté d'un budget dont l'accroissement fait rêver, ce dernier s'est vu encouragé par ses autorités de tutelle à développer des programmes de coopération internationale. Dans cette optique, son directeur nouvellement installé, le Prof. Dr. Hans Blom, a pris l'initiative de réunir les directions des centres précités afin de mettre sur pied un réseau informel de coopération. Informel pour ne pas s'embarrasser de structures plus honorifiques qu'utiles, mais aussi par la grâce de l'*Internet* qui permet une gestion collective en direct.

Structure de travail, d'échanges d'informations, d'expériences, de personnel scientifique et de publications, le réseau vivra également par des rencontres régulières des équipes scientifiques. Le CEGES a accueilli la première réunion de travail en ses murs. Il s'agissait pour nous d'une consécration heureuse, d'autant que nous présentions à cette occasion le nouveau système de recherche informatique intégrée de l'ensemble de nos diverses collections, le système *Pallas*, créé par Patrick Temmerman, informaticien au CEGES.

José Gotovitch

Symposium sur la conservation et la consul- tation des archives des camps et du génocide

Du 5 au 6 février 1998 s'est tenu, à Strasbourg, un symposium international organisé par la Fédération nationale des Déportés et Internés résistants et patriotes, sous le patronage du Conseil de l'Europe. Il y était question des archives des camps de concentration et du génocide et de leur ouverture aux chercheurs, plus particulièrement de ce qui concerne le Centre international de Recherche d'Arolsen en Allemagne, mieux connu sous le nom de *International Tracing Service* ou Service international de Recherches (ITS-SIR). Une décision de la Commission internationale de l'ITS en vue de constituer une commission *ad hoc* qui étudierait les possibilités et les conditions de l'accès aux archives était à l'origine du débat.

De quoi s'agit-il au juste ? Le SIR a été créé en 1945, mais il n'a reçu sa dénomination définitive qu'en 1948. Un certain nombre d'organismes internationaux et alliés en ont assuré successivement la responsabilité, entre autres l'UNRRA (*United Nations Relief and Rehabilitation Administration*). Suite à la levée du régime d'occupation en République fédérale en 1955 et à la signature des Traités de Bonn, le SIR prit sa forme définitive, et c'est le Comité international de la Croix-Rouge qui fut chargé de la gestion et de l'administration du Service. Son but était (et est encore) de rechercher les personnes disparues pendant la guerre et de rassembler, classer, conserver et rendre accessibles aux autorités compétentes et aux personnes

directement concernées, les documents relatifs aux Allemands et non-Allemands ayant été emprisonnés dans des camps de concentration ou de travail nazis, ainsi que les données concernant les *displaced persons* de nationalité non allemande. La mission du SIR est donc essentiellement humanitaire : à savoir de fournir des renseignements individuels (des attestations de détention, des certificats de travail, des actes de décès, etc...). Subsidiairement, il lui revient aussi de répondre à des questions d'ordre historique et statistique.

Le problème est qu'à Arolsen rien n'est prévu pour la recherche historique 'normale' que des scientifiques ont coutume d'entreprendre dans des documents d'archives. Or c'est précisément là qu'ont été accumulées, au fil des années, les archives concernant la déportation : des documents provenant des différents camps, d'autres se rapportant au travail obligatoire et volontaire, d'autres enfin de la période d'après-guerre en provenance des diverses associations de l'ONU chargées de l'aide aux *displaced persons* (UNRRA et autres). On accède à ces archives par un fichier central dans lequel les noms des personnes sont répertoriés par ordre alphabétique.

Ce symposium a été organisé à l'initiative de la Fédération internationale des Résistants (FIR), après qu'il se fût avéré que les gouvernements représentés dans la Commission internationale compétente pour le

SIR étaient très divisés sur l'éventualité d'investir le Service d'une mission historique à côté de sa présente mission humanitaire. Des représentants de divers centres d'archives tant officiels que privés ont été invités à prendre la parole (pour la Belgique, il s'agissait du CEGES et de la Fondation Auschwitz), après quoi les différentes problématiques ont été abordées au sein de quatre ateliers : 1) inventaire, conservation et consultation des archives des camps de concentration et du génocide : législations nationales, pratiques du SIR et d'autres institutions; 2) spécificité du statut juridique des archives du SIR; 3) mission humanitaire et mission scientifique : complémentaires ou non; et enfin 4) éthique, histoire et mémoire : les archives du SIR.

En dépit de l'imprécision de l'énoncé des problématiques évoquées dans les ateliers et du mélange entre scientifiques et témoins de l'époque, et malgré l'absence d'un certain nombre d'institutions clés (notamment les archives nationales respectives; par contre un représentant du SIR prit la parole, alors que ce n'était pas prévu), ce symposium s'est tout de même avéré utile, parce qu'il a permis de dresser l'inventaire des desiderata des participants. D'une façon générale, on y a plaidé pour une ouverture des archives à la

recherche historique, mais en ce qui concerne les modalités, le débat n'est pas clos. En résumé, on hésite entre, d'une part, une ouverture intégrale, autorisant même la copie digitalisée de la totalité des archives par d'autres institutions (même privées) et, d'autre part, un accès sous certaines conditions à envisager comme, par exemple, le caractère sérieux et scientifique de la recherche.

Il a été préconisé de mettre sur pied un comité international d'experts qui analyserait concrètement selon quelles modalités pratiques et à quel titre il serait éventuellement possible de consulter les archives en question.

On peut dès lors se poser la question suivante : qui seront ces experts ? Certainement des historiens et des archivistes, mais d'institutions scientifiques privées ou officielles ? Des institutions officielles offrent sans doute la meilleure garantie d'objectivité dans l'étude qui doit conduire à une politique en la matière. Il incombera alors aux ministres compétents et à leurs représentants au sein de la Commission internationale du SIR de prendre la décision finale. Espérons que d'ici peu on aura progressé en la matière.

Dirk Martin.

Publications d'institutions-soeurs

Publications du *Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes* :

- "Zeugen Jehovas. Vergessene Opfer des Nationalsozialismus ?", in *Schriftenreihe des Dokumentationsarchivs des österreichischen Widerstandes zur Geschichte der NS-Gewaltverbrechen*, 3, Vienne, 1998.
- *1938. NS-Herrschaft in Österreich. Texte und Bilder aus der gleichnamigen Ausstellung*, Vienne, 1998.

Bibliothek für Zeitgeschichte, Stuttgart

Historique

La *Bibliothek für Zeitgeschichte* (Bibliothèque d'Histoire du Temps présent) de Stuttgart doit son existence à la Première Guerre mondiale. En 1915, l'industriel souabe Richard Franck fondait à Berlin la *Weltkriegsbücherei* (Bibliothèque de la Guerre mondiale), - ainsi se dénommerait-elle jusqu'en 1948 -, une collection privée qui trouvait sa place dans une constellation de collections semblables et de musées de la guerre tels qu'on les vit apparaître au cours de la Première Guerre mondiale dans pratiquement tous les pays belligérants. La firme d'ersatz de café Heinrich Franck & Fils avait des relations d'affaires tant en Europe qu'aux Etats-Unis, ce qui permit à Richard Franck de constituer une vaste collection.

En 1920, la collection comptait déjà 45.000 livres et documents imprimés ainsi que 2.100 journaux et périodiques nationaux et étrangers parus pendant la guerre, de même que des affiches, des tracts, des cartes militaires, des photographies, des notes autobiographiques et des lettres de soldats.

En 1921, la *Weltkriegsbücherei* déménagea vers Stuttgart pour s'installer au château Rosenstein que le gouvernement régional du Wurtemberg avait mis à sa disposition. Elle vit son importance s'accroître grâce au dépouillement systématique de ses acquisitions, aux bibliographies qui ne tardèrent pas à paraître périodiquement, ainsi qu'à son statut privé, qui lui garantit son indépendance durant les années de crise économique. Tous ces facteurs contribuèrent à ce que la *Weltkriegsbücherei* se développât en un centre de documentation où l'on menait

des recherches sur les causes et les conséquences de la Première Guerre mondiale. En 1928 une Fondation fut constituée; grâce à elle, Richard Franck put assurer la survie de la Bibliothèque.

Dès le début avaient existé des projets d'ajouter à la Bibliothèque un musée de la guerre, mais ceux-ci ne furent réalisés que sous le Troisième Reich. Le musée fut ouvert le 13 mai 1933 et devait - ce qui était tout à fait dans l'esprit du pouvoir national-socialiste - prendre pour thème la question de la responsabilité de la guerre, et servir ainsi à conférer une légitimité historique à un nouveau conflit éventuel. A dater de cette époque, la *Weltkriegsbücherei* allait s'articuler en quatre secteurs : la bibliothèque, les archives, le musée et l'institut de recherche. En 1939, elle rassemblait plus de 100.000 volumes, chiffre qui faisait d'elle la bibliothèque spécialisée la plus importante d'Allemagne dans le domaine de l'histoire politique et militaire du 20^e siècle.

Sous le régime national-socialiste, la *Weltkriegsbücherei* garda son autonomie en tant qu'institution. Mais il est clair que la direction de la bibliothèque se montra disposée à faire certaines concessions quant au fond, même dans des domaines où ne s'exerçait sur elle aucune pression extérieure.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les collections de la bibliothèque s'enrichirent d'une importante masse de matériel documentaire, notamment à la suite d'accords avec les unités de propagande de l'armée. Mais la fin de la guerre coïncida avec la fin provisoire de la *Weltkriegsbücherei*, car en septembre 1944, un bombardement détrui-

sit une grande partie des collections, en particulier celles du musée et des archives.

Depuis 1948, la *Weltkriegsbücherei*, désormais rebaptisée *Bibliothek für Zeitgeschichte* (BfZ), est abritée dans les bâtiments de la *Württembergischer Landesbibliothek*, les services logistiques étant assurés conjointement. Son matériel peut être emprunté soit sur place, soit par l'intermédiaire d'un réseau de prêt suprarégional. Dès lors, la bibliothèque joue non seulement un rôle important de documentation en Allemagne, mais elle se rend également accessible à la recherche internationale. La gestion de la BfZ appartient à la *Stiftung Bibliothek für Zeitgeschichte* (Fondation Bibliothèque d'Histoire du Temps présent). Cette fondation reçoit des subsides de la région du Bade-Wurtemberg, qui supporte à l'heure actuelle 95 % des dépenses. Le reste est à charge de la BfZ elle-même, charge qu'elle assure grâce à des revenus propres et à des dons. En outre, elle reçoit des subsides spéciaux de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*, la Société allemande de Recherche.

Publications et acquisitions

La BfZ s'est développée au cours des dernières décennies en une bibliothèque spécialisée et en un centre de recherches historiques reconnu internationalement. La qualité et le nombre des publications scientifiques et bibliographiques, ainsi que les symposiums et les conférences qui s'y tiennent régulièrement, ont contribué à cet état de choses. La BfZ contribue également à divers projets de recherche comme, par exemple, un projet concernant l'histoire sociale et l'histoire des mentalités pendant la Première Guerre mondiale, une initiative émanant de la région du Bade-Wurtemberg.

La BfZ assure la parution de trois séries de publications : La *Jahresbibliographie Bibliothek für Zeitgeschichte* dresse une liste des livres qu'a acquis la bibliothèque ainsi que

des articles de revues qu'elle a dépouillés pendant l'année recensée. Chaque volume est conçu selon un plan systématique et est pourvu d'un index des noms d'auteurs. Un volume répertorie approximativement 8.000 titres, et contient souvent d'importants comptes rendus de recherches et de publications. Dans la série *Schriften der Bibliothek für Zeitgeschichte. Neue Folge*, paraissent des recueils d'articles et des numéros spéciaux en rapport avec des questions essentielles d'histoire du 20^e siècle. On y publie également les procès-verbaux des symposiums. Enfin, les *Stuttgarter Vorträge zur Zeitgeschichte* offrent une sélection des exposés prévus au programme, mais présentés sous forme, plus élaborée, d'essais critiques. Il arrive, de plus, qu'y soient publiés sporadiquement des travaux d'auteurs isolés.

La bibliothèque

Une abondante collection de livres et de documents en rapport avec la Première Guerre mondiale a été reconstituée au sein de la bibliothèque. Cette dernière est aujourd'hui la plus grande bibliothèque spécialisée en Allemagne en matière d'histoire et de politique du 20^e siècle. L'accent est mis sur la politique étrangère des Etats, sur les rapports bilatéraux ainsi que sur les conflits armés au 20^e siècle, avec une attention particulière pour les deux guerres mondiales. La BfZ se fixe pour objectif de rassembler d'une manière aussi complète que possible tous les ouvrages parus dans ces domaines. Ses choix en matière d'acquisitions sont orientés internationalement; l'apport en provenance de l'étranger est évalué à plus de 70 % de la collection. Le patrimoine s'élève à présent à près de 300.000 volumes. Parmi les 750 revues scientifiques traitant d'histoire générale, d'histoire politique et d'histoire militaire auxquelles la BfZ est abonnée, environ 250 sont dépouillées et leur contenu repris dans les catalogues.

Depuis l'année de publication 1990, la *BfZ* répertorie les nouvelles acquisitions à l'aide de la *EDV* (*Elektronische Daten Verarbeitung*, Traitement électronique de données) cadre de la *Südwestdeutschen Bibliotheksverbund* (Association des bibliothèques du Sud-Ouest de l'Allemagne). Le catalogue systématique a été remplacé en 1996 par un répertoire des mots clés assisté électroniquement par la *EDV*. Entre-temps, ce fichier informatisé peut également être consulté sur *Internet*. La *BfZ* présente ses titres dans trois catalogues *EDV* intégrés : dans le catalogue commun de la Bibliothèque régionale du Wurtemberg et de la *BfZ OPAC*, dans les catalogues régionaux intégrés de différentes bibliothèques de Stuttgart (*St OPAC*), ainsi que dans la *Südwestdeutschen Bibliotheksverbund* (*SWB*).

Les collections spécifiques

Les collections archivistiques. Les documents d'époque conservés dans les archives datent essentiellement des années 1914-1949. Les thèmes principaux sont les deux guerres mondiales, les partis politiques sous la République de Weimar et la force navale de 1850 à la fin de la Guerre froide. Les documents d'archives rassemblés dès l'origine dans ces domaines ont pour la plupart été perdus pendant la Seconde Guerre mondiale; cependant, les parties qui ont pu être conservées, ont depuis lors été complétées grâce à des achats ou des donations.

La collection photographique renferme des photos en provenance soit des milieux de la presse (environ 30.000), soit de collections privées (environ 20.000). La documentation photographique issue de l'entourage du dernier tsar russe revêt une valeur particulière en ce qu'elle nous renseigne sur la vie à la Cour ainsi que sur la vie militaire dans la Russie d'avant la Révolution.

La collection d'affiches se compose d'imprimés écrits ou imagés remontant à l'époque

impériale. Parmi les quelque 5.000 affiches, on retrouve surtout des créations d'affichistes allemands bien connus à l'époque de la Première Guerre mondiale ainsi que des avis publics placardés dans les territoires occupés, des affiches politiques de la République de Weimar ou encore des exemples de séries d'affiches telles qu'en imprimaient les sections de propagande du haut commandement de la *Wehrmacht*. En ce qui concerne les affiches autrichiennes, on notera surtout celles qui datent de la Première Guerre mondiale ainsi que des années 1938-1945.

La collection de tracts compte plus de 2.500 tracts, dont certains fort rares, parachutés par les belligérants au cours des deux guerres mondiales. On relèvera aussi tout particulièrement la collection de tracts émis par tous les partis politiques ainsi que par de nombreuses associations sous la République de Weimar.

La collection de cartes se compose de plus de 7.000 cartes topographiques et militaires, datant pour la plupart de la Première Guerre mondiale. Ici, une attention toute particulière est réservée à la situation sur le front de l'Ouest.

Dans la série documents personnels sont conservés des souvenirs consignés par écrit, des journaux intimes ou encore des lettres de soldats des deux guerres mondiales. Rien que les collections 'Sterz' et 'Schüling' comptent plus de 70.000 lettres transmises par la poste aux armées ou ayant appartenu à des prisonniers des deux guerres. Près de 50.000 d'entre elles datent de la Seconde Guerre ou de l'immédiat après-guerre. La moitié environ de ces documents personnels ont été dépouillés.

Les archives de la marine renferment une documentation iconographique, unique par son ampleur, concernant la marine marchande et la marine de guerre de toutes les puissances navales de 1850 à la fin de la

Guerre froide (environ 500.000 photos). De plus, ces archives se composent d'une multitude de documents et de matériaux se rapportant à l'histoire de la marine, singulièrement à l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Les archives de la marine fournissent par ailleurs de la documentation relative à l'histoire de la marine et des guerres navales (par exemple au sujet des pertes en navires au cours de la Seconde Guerre).

Centre de documentation de littérature non conventionnelle

Cette importante collection spécialisée de la BfZ fut inaugurée en 1972 avec le soutien de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (Société allemande de Recherche). Cette dernière supporte par ailleurs entièrement le budget des acquisitions du Centre. Celui-ci rassemble et entrepose en tant qu'archives la 'littérature grise' parue en République fédérale d'Allemagne concernant le débat politique dans ce pays. Par 'littérature grise', on entend les matériaux documentaires qui ne sont généralement pas diffusés par les filières traditionnelles comme les maisons d'édition. Il s'agit essentiellement d'une documentation en provenance des anciens Etats fédéraux. Dominant dans la collection les prises de position politiques émanant d'initiatives civiles, de groupements pacifistes, d'associations d'aide au Tiers Monde, de groupements de ressortissants étrangers et d'immigrés, de groupements politiques et de petits partis, ainsi que de particuliers; ces prises de position ont trait tant à des conflits internationaux ou nationaux qu'aux relations entre Etats.

Les thèmes principaux sont :

- Le mouvement étudiant et l'opposition extraparlamentaire;
- Les mouvements sociaux récents : mouvement pour la paix, mouvement anti-nucléaire

- Tiers-Monde et politique de développement;
- Fascisme et antifascisme;
- Radicalisme de gauche et de droite;
- Politique d'armement et de désarmement;
- Objecteurs de conscience et service civil.

La collection contient à ce jour 13.000 monographies, plus de 950 revues et journaux dépouillés, environ 25.000 affiches et quelque 115.000 tracts.

A partir des acquisitions de 1988, le Centre de documentation reprend les brochures, les périodiques, les journaux et les tracts dans une banque de données interne. Pour ce qui est du dépouillement thématique des monographies et des tracts, il existe une liste de mots clés spécialement conçue à cet effet et qui est constamment tenue à jour. La liste complète des acquisitions en matière de périodiques peut être obtenue sous forme imprimée, et peut également être consultée sur *Internet*.

Le Centre de documentation est relié au service de fourniture de documents *Subito* des bibliothèques allemandes, lequel fournit des copies ordinaires ou transmises électroniquement, tant à l'étranger qu'en Allemagne.

Bibliothek für Zeitgeschichte

Konrad-Adenauer-Strasse 8, D - 70173 Stuttgart.

Directeur :

Professor Dr. Gerhard Hirschfeld

Correspondance :

- Boîte postale : 10 54 41, D - 70047 Stuttgart.
- Téléphone : 0711/236 46 41.
- Fax : 0711/236 13 47.
- E-mail : bfz@mailserver.wfb-stuttgart.de
- Internet : <http://www.wlb-stuttgart.de/~bfz/>

Les archives militaires françaises

Ces lignes destinées aux chercheurs belges ont pour simple but de fournir quelques informations sur le fonctionnement des archives militaires en France et des pistes et orientations de recherche.

En France, toutes les archives sont soumises à une même loi, dite loi de 1979 année de sa promulgation. Les archives de France sont placées sous la juridiction du ministère de la Culture. Les archives des ministères et des grandes administrations sont gérées par les Archives nationales. Dans le cadre de la loi de décentralisation, les archives départementales sont du ressort des centres départementaux d'archives.

Mais à cette règle générale, il existe une exception. Les ministères des Affaires étrangères et de la Défense gèrent de façon autonome leurs propres archives dans le cadre général de la loi de 1979.

Les délais de communication sont définis dans le cadre de cette loi. Ils sont différents selon le type de document.

- normal : 30 ans (les documents administratifs qui étaient publics au moment de leur parution le sont dès leur entrée en archives);
- protégé : 60 ans. Ce sont principalement les documents classifiés, ceux qui mettent en cause la vie privée des personnes, ceux d'organismes particuliers comme la Sécurité militaire;
- justice militaire : 100 ans après le dernier acte de procédure (clôture du dossier);
- dossier du personnel : 120 ans après la naissance de la personne;

- dossiers médicaux : 150 ans après la naissance de la personne.

La loi prévoit la possibilité de pouvoir consulter les archives avant la date d'ouverture au public par le système des dérogations. La dérogation peut être accordée au niveau ministériel et au cas par cas suivant le contenu du dossier d'archives et les raisons de la recherche.

Pour le **ministère de la Défense**, il existe quatre services historiques, un pour chaque arme : Terre, Air, Mer et Gendarmerie qui est le plus récent. Chaque service a la responsabilité des archives de sa propre arme; les services communs sont gérés par l'armée de Terre. Les archives du ministère de la Défense représentent une masse de plus de 200 kilomètres/linéaires de documents.

Le **Service historique de l'Armée de Terre (SHAT)** trouve son origine dans une décision de Richelieu qui, le 23 décembre 1637, demande que soit gardée copie de toutes les instructions, ordres et dépêches importantes échangés avec les armées et qui peuvent servir de mémoire pour l'histoire. En 1688, Louvois formalise et codifie ces dépôts. Le 'Dépôt de la Guerre' a subi de multiples réorganisations tout au long des siècles et s'est déplacé de l'Hôtel des Invalides à Versailles puis à l'Ecole militaire. Les géographes ont été associés à ce dépôt jusqu'en 1881, année de la création de la section géographique ancêtre de l'Institut géographique national. Le Service historique de l'Armée de Terre est installé au château de Vincennes depuis 1948. Les archives techniques du Génie et de l'Artillerie, qui

formèrent pendant des siècles des fonds distincts, ont alors rejoint le château de Vincennes.

Le SHAT dispose donc à Vincennes d'un fonds d'archives important, de l'Ancien Régime à nos jours, de l'ordre de 40 km./l., mais il existe des dépôts spécialisés qui sont décentralisés et/ou délocalisés. Il s'agit :

- des archives et du musée de l'Hôpital du Val de Grâce, à Paris;
- de la section des archives médicales et hospitalières des Armées, à Limoges;
- de l'Institut de Médecine tropicale du Pharo, à Marseille;
- du Centre des Archives de l'Armement et du Personnel civil, à Châtellerauld;
- du Bureau central des Archives administratives militaires (BCAAM), à Pau;
- du Service des Pensions des Armées, à La Rochelle;
- du Dépôt central des Archives administratives du Commissariat de l'Armée de Terre (l'ancienne Intendance), à Crouelle;
- du Centre national des Archives du matériel de l'Armée de Terre, à Saint-Astier;
- du Bureau des Anciens de la Légion étrangère, à Aubagne.

A cet ensemble d'environ 150 km./l., il convient de rajouter - car il s'agit aussi en partie d'archives - l'Etablissement cinématographique et photographique des Armées (ECPA) au fort d'Ivry près de Paris.

Ces fonds sont la source principale et continue de l'histoire des armées françaises depuis le XVIIe siècle.

Le **Service historique de la Marine (SHMa)**, dans sa composante actuelle, est créé en 1919, mais il trouve sa véritable origine dans les dépôts d'archives de la Marine qui remontent à une décision de Colbert de 1669. C'est alors que sont créés des dépôts d'archives à Paris, dans les arsenaux et les ports importants. Actuellement, outre Vincennes, la Marine détient ses archives à Cherbourg,

Brest, Lorient, Rochefort et Toulon.

L'ensemble représente environ 45 km./l. de documents. Une partie des fonds anciens a été déposée aux Archives nationales.

Le **Service historique de l'Armée de l'Air (SHAA)** est de création récente. Une section aéronautique est créée en 1930 au Service historique de l'Armée; elle acquiert son indépendance lors de la création de l'armée de l'Air. Mais le SHAA n'exerce réellement ses activités qu'après la Deuxième Guerre mondiale. Il s'installe en 1968 au château de Vincennes.

Le **Service historique de la Gendarmerie nationale** est le plus jeune des services. Jusqu'en 1995, les archives de la Gendarmerie étaient gérées par le SHAT. A ce service de la Gendarmerie sont associés au Blanc, dans l'Indre :

- le Centre administratif et technique de la Gendarmerie nationale;
- le Dépôt central d'Archives de la Justice militaire.

A tous les grands centres d'archives sont associées des bibliothèques; la plus importante est celle du SHAT qui compte environ 600.000 ouvrages dont les plus anciens remontent au XVIe siècle. Les dépôts de la Marine possèdent eux aussi des fonds très riches mais disséminés.

Mais il ne faut jamais oublier que tout ce qui a trait à la chose militaire ne se trouve pas dans les dépôts du ministère de la Défense. Il a déjà été mentionné qu'une partie des archives de l'Ancien Régime de la Marine a été versée aux **Archives nationales**; s'y trouvent aussi de très importants fonds à connotation militaire au sens large que ce soit à Paris même, ou en ce qui concerne les archives d'outre-mer au Centre des Archives d'outre-mer à Aix-en-Provence, ou pour les archives récentes, au Centre des Archives contem-

poraines de Fontainebleau. Les archives départementales comportent souvent des fonds concernant des domaines militaires, mais ces séries sont très hétérogènes suivant les régions. Enfin, les archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères sont fondamentales pour comprendre la politique étrangère et ses liens avec les affaires militaires. Pour le XXe siècle, les archives conservées par le ministère de l'Economie et des Finances permettent de mieux approcher les questions financières récentes. Enfin, il faut mentionner les fonds privés qui peuvent se trouver dans les organismes cités ci-dessus mais aussi dans d'autres institutions comme par exemple l'Institut ou la fondation Thiers. Quant aux collections d'autographes, il faut mentionner qu'elles sont généralement conservées dans les bibliothèques.

Bibliographie

Un article court comme celui-ci ne peut être exhaustif, il a pour simple but de donner au lecteur belge un aperçu de ce que sont les archives militaires en France. Il existe de nombreux documents qui pourraient être consultés pour mieux connaître et mieux

exploiter ces archives. Voici les références de deux ouvrages fondamentaux. En ce qui concerne les archives militaires proprement dites, voir le *Guide des archives et sources complémentaires*, par J.-C. DEVOS, conservateur en chef honoraire, et M.-A. CORVISIER de VILLELE, conservateur en chef au Service historique de l'Armée de Terre (Vincennes, 1996). D'une manière plus particulière pour la Seconde Guerre mondiale, voir le *Guide des sources conservées en France*, sous la direction de Chantal de TOURTIER-BONAZZI (Paris, Archives nationales, 1994). Ces ouvrages renvoient eux-mêmes à une importante bibliographie.

Quelques adresses

Service historique de l'Armée de Terre
Château de Vincennes, BP 107,
F - 00481 Armées

Service historique de l'Armée de l'Air
Château de Vincennes, BP 110,
F - 00481 Armées

Service historique de la Marine
Château de Vincennes, BP 2,
F - 00300 Armées

Lieutenant-colonel Gilles Aubagnac

*Conservateur du département contemporain
du musée de l'Armée à Paris
Ancien chef de cabinet du directeur du SHAT*

Octobre 43 :

réalité et représentation

Il y a peu paraissait l'album photos/recueil de poésies d'Hugo Claus et Rik Selleslags sous le titre *Oktober '43*¹. La publication quelque peu mystérieuse - photos sans commentaire de Selleslags, manifestement de l'occupation, accompagnées de poésies de Claus - attisa notre curiosité. Comment et pourquoi des photos montrant des gens du peuple dans leur vie quotidienne avaient-elles été réalisées ? Comment la dimension subjective du photographe et du spectateur influe-t-elle sur la représentation de la réalité ? Nous sommes allés trouver Herman Selleslags, le fils de feu Rik Selleslags, pour obtenir quelques éclaircissements.

Où se situait votre père politiquement et idéologiquement durant les années d'occupation ?

Il ne portait aucun intérêt à la politique. Un de ses meilleurs amis était un soldat de la *Wehrmacht*, photographe également et communiste convaincu. D'un autre côté, de nombreux amis de mon père ont voulu l'attirer sur le front de l'Est. Mais cette guerre et la politique ne l'intéressaient vraiment pas. Avant la guerre, il était photographe à *De Dag*, un tabloïd populaire. Durant la guerre, en 1941 ou 1942, il a été mandé pour devenir chef de la photographie chez Belgapress qui était sous contrôle allemand. Il a donc fait des photos au service de l'ennemi. Ce fut l'argumentation pour le condamner après la guerre.

Qu'est-ce qui au fond poussa votre père à réaliser les clichés repris dans l'album ? Était-ce un travail de commande ou l'a-t-il fait par

intérêt personnel ? Était-ce pour un reportage ?

Je ne le sais pas vraiment. J'ai trouvé les photos alors qu'il était déjà décédé. A mon grand étonnement, il y en avait des paquets. Probablement avaient-elles été prises sur commande, car on peut voir certains personnages sur une photo jouer au marché noir et sur une autre au contrôleur de train. C'est donc un peu étrange. Je suppose que c'était un reportage. Cela traitait du marché noir dans les Marolles, des itinéraires de contrebande dans les environs de Courtrai, des taudis dans les environs d'Alost et il y avait encore quelques photos d'actrices de Bruxelles et d'ailleurs. La série est bien plus riche que celle qui a été utilisée dans le livre.

Une partie de ces photos ont donc été mises en scène ?

Naturellement, il faut admettre que toute photo est un peu mise en scène. Mais quand on voit sur un cliché un trafiquant qui sur un autre apparaît jouant le contrôleur de train, on se rend compte immédiatement que cela sert un dessein. Mais quel était ce dessein, je n'en sais rien.

Si on examine les photos objectivement et sans connaissance préalable spéciale, elles font penser fortement aux photos misérabilistes de Kessels sur le Borinage. On peut supposer qu'il y a un lien.

Bien sûr. C'est la même école. C'est au fond une école française, l'école de Cartier-Bresson. Mon père en était un grand admirateur. Cette photographie est une sorte de photographie humaniste, qui porte de l'intérêt aux côtés sombres de la vie, que maintenant

¹ Hugo Claus, *Oktober '43*. Foto's Rik Selleslags paru chez De Bezige Bij, Amsterdam, 1998.

chacun connaît grâce à la télévision, mais qui étaient auparavant cachés.

On peut se demander si l'intérêt social primait sur l'aspect reportage.

C'est ce que en tout cas j'ai aussi retrouvé : dans les années cinquante, mon père a fait de magnifiques photos de mineurs italiens à Genk et de réfugiés hongrois. Ce n'était pas un hasard. Il avait donc bien un intérêt pour ces choses-là. Mais les photos dont nous parlons maintenant sont plus importantes parce qu'elles sont liées à la guerre. Si ces mêmes photos avaient été réalisées en 1948 - on aurait pu y observer quasi la même chose - personne n'en aurait fait quelque chose de spécial, mais c'est ce '1943' qui joue naturellement un rôle essentiel.

Est-ce que dans ce contexte, on peut faire complètement abstraction de l'aspect propagande ?

La première fois que j'ai vu ces photos, j'ai pensé : je ne peux pas les faire connaître, je ne peux pas les publier ainsi, car cela ferait le jeu de la droite. Les gens diraient : vous voyez, cette guerre n'a pas l'air aussi violente que cela. C'est pourquoi j'ai fait appel à Hugo Claus pour y ajouter quelque chose, pour relativiser un peu cela, pour un peu évincer ce côté superficiel, cette sorte de côté ludique.

HUGO CLAUS OKTOBER '43 FOTO'S RIK SELLESLAGS



DE BEZIGE BIJ

D'autres ont tout même été beaucoup plus engagés, ont réalisé des photos de propagande et ont été moins lourdement condamnés.

Willy Kessels, mais celui-ci a été assez intelligent pour disparaître. Mon père et Kessels étaient amis - enfin amis, cela s'appelle collègues dans le monde de la photographie. A la Libération mon père a dit : fantastique, maintenant je peux prendre trois jours de vacances et puis je retournerai travailler. Il s'est bien agi de cinq années de vacances... en prison, naturellement. Mais Kessels s'est caché, a été condamné plus tard et a écopé

de quelques mois. Mon père, lui, n'a jamais pris de photos de personnages politiques comme Kessels. Mais bien des photos d'actualité comme maintenant chez Belga. Fautes, responsabilités, compromis, on n'y pense pas. Maintenant, on connaît tout, autrefois, on ne savait rien. Je veux dire par là, comment savoir ce qu'il fallait faire dans ces circonstances-là C'est typique des photographes; ne pas se lier, aller un peu partout, être un peu voyeur et ramener en cachette des impressions de partout. Ça chaque photographe l'est. On ne peut faire autrement. On fait tel ou tel reportage, mais on ne s'y attarde pas. On ne dit pas, oh ! ces gens qui vivent si pauvrement. On s'en occupera quand on aura terminé. Non, on enregistre et on continue.

Ne peut-on pas précisément à ce propos constater que le livre transforme l'image ? Les photos publiées privilégient l'aspect 'social', alors qu'elles ne formaient à l'époque qu'une toute petite partie des séries photos 'tous azimuts'. Si on examine seulement ces photos-ci, on peut se demander comment quelqu'un qui a un tel intérêt social peut échouer dans la collaboration; cela devient bien plus logique si on sait qu'elles font partie d'une commande plus large.

La série voulait vraiment raconter quelque chose. Vous savez qu'en octobre 1943 - d'où le titre du livre - Himmler annonçait dans certains cercles sa décision d'exterminer la race juive.

Si c'est ça le message ou du moins le contexte, on peut naturellement se demander s'il n'au-

rait pas été opportun d'explicitier cela. Maintenant on a un livre qui, sans la moindre introduction, n'est pas très pédagogique. Mais ce n'était peut être pas le but non plus.

Il n'était pas nécessaire que cela s'y trouve. Chacun peut regarder les photos. En le faisant, on apprend que même pendant la guerre, la vie reste la même : la tricherie classique à tous les niveaux. Nous étions tous d'accord sur le fait, l'éditeur et Hugo Claus aussi, que cela ne demandait pas d'introduction. Les gens doivent décider pour eux-mêmes, ils doivent regarder comme ils le veulent.

Alors, on peut avancer l'argument que Claus voit aussi les choses comme il le désire On ne peut pas être absolument certain que la signification contenue dans ses poésies soit la même que celle que Rik Selleslags donnait à ses photos.

Sûrement pas, il est classique que quelqu'un fasse sa propre photo, on regarde une photo et on voit la photo qui est évoquée dans son propre inconscient. Marcel Duchamp disait cela de chaque œuvre d'art, et il y avait un fond de vérité là-dedans. Mais il ne faut pas non plus passer trop de temps à rechercher quelque chose. Simplement, Claus a promis un album de poésies et par hasard cela tombait bien. Et je trouvais que je devais faire paraître ces photos. Ce sont des documents sociaux incroyables. Comment seront-ils décrits ? Cela, nous ne le saurons jamais. Car si mille personnes les regardent, il y aura probablement plusieurs centaines d'avis différents.

Dirk Martin

Nos publications :

Cahiers d'Histoire du Temps présent, 1998, n° 4 : Femme et société

- Madeleine FRÉDÉRIC, *Emancipation et aliénation féminine. De l'univers de la fiction.*
- Cécile VANDERPELEN, *Objet ou projet, jamais sujet. La femme et la littérature catholique d'expression française, 1918-1930.*
- Ria CHRISTENS, *Sociaal geëngageerd en ongehuwd. Sociale werksters in Vlaanderen in de jaren 1920-1930*
- Catherine JACQUES & Claudine MARISSAL, *L'apprentissage de la citoyenneté au féminin. Les élections communales dans l'agglomération bruxelloise, 1921-1938.*
- Nathalie BOTTELDOORN & Leen VAN MOLLE, *De gemeentepolitiek als leerschool? Vrouwen in de Oost-Vlaamse gemeenteraden, 1920-1940.*
- Lamya BEN DJAFFAR, *Les femmes et l'Ordre nouveau en Belgique francophone, 1936-1945.*
- Fabrice MAERTEN, *La Résistance, facteur d'émancipation des femmes? Le cas du Hainaut.*
- Penny SUMMERFIELD, *Research on women in Britain in the Second World War. An historiographical essay.*
- Françoise THÉBAUD, *Deuxième guerre, femmes et rapports de sexe. Essai d'historiographie.*
- Eliane GUBIN, *Les femmes d'une guerre à l'autre. Réalités et représentations, 1918-1940.*



* ***Historiographie***

- *De tegenwoordigheid van het verleden. Duitse Zeitgeschichte in de jaren negentig*, Georgi VERBEECK.
- *Crisis? What crisis? Recent English historical writing*, Martin CONWAY.
- *Recent Spanish Historiography on the Twentieth Century*, Antonio ROBLES EGEA.

Abonnements

Abonnements en Belgique (pour deux numéros, frais d'envoi compris): par virement de 1.200 BEF au n° 000-0000159-62 du CEGES-SOMA avec la mention CHTP, n°s....

Abonnements étranger (pour deux numéros par année académique, frais d'envoi compris):

- 1/ en Europe par virement de 1.400 BEF au n° 000-0000159-62 du CEGES-SOMA avec la mention CHTP, n°... ou par eurochèque en francs belges pour le CEGES-SOMA, Résidence Palace, rue de la Loi 155/Bte 2 à B-1040 Bruxelles (Belgique), avec la mention CHTP, n°....
- 2/ hors Europe par virement de 1.500 BEF avec un mandat postal international pour le CEGES-SOMA, Résidence Palace, rue de la Loi 155/Bte 2 à B-1040 Bruxelles (Belgique), avec la mention CHTP, n°....

Des numéros séparés peuvent être commandés de la même manière au prix de 800 BEF (Belgique) et 900 BEF (étranger).

A paraître en 1999:

*** Cahiers d'Histoire du Temps présent, n° 5**

Articles :

- Alexis SCHWARZENBACH, *Images d'une Reine. Réactions à la mort de la Reine Astrid de Belgique, 1905-1935.*
- Luc VANDEWEYER, *Etnische zuivering als politiek project in België.*
- Pim GRIFFIOEN & Ron ZELLER, *Persécution des Juifs de Belgique et des Pays-Bas pendant la Seconde Guerre Mondiale. Analyse comparée.*
- Nico WOUTERS, *Hetzelfde en toch verschillend : het verzet tijdens WOII in Essen (België) en Wouw (Nederland).*
- Jean-François CROMBOIS, *Finance, économie et politique en Belgique à la veille de la Seconde Guerre mondiale (1939-1940).*

Débat :

- Machteld DEMETSENAERE, *Boudewijn en de vrouwenproblematiek.*

*** Entre la peste et le choléra. Vie et attitude des catholiques sous l'occupation**, sous la dir. de Fabrice MAERTEN, Frans SELLESLAGH et Mark VAN DEN WIJNGAERT, aux Editions Quorum.

*** Bénédicte CAUSTEUR, Répertoire photos Espagne - Portugal - Fotorepertorium Spanje - Portugal**, Ceges.

Musées et histoire de la guerre

Quelle place pour l'historien ?

Introduction

Musées et histoire des guerres, de la résistance et des persécutions : portés par une vague mémorielle s'alimentant d'anniversaires divers, les efforts ont convergé ces dernières années pour asseoir de manière définitive l'intérêt du public révélé par le prodigieux succès de *J'avais 20 ans en 45*. Passer de l'exposition éphémère au musée permanent impose un changement de concepts et de perspectives qui met en jeu une gamme de métiers et de savoirs divers. De plus les musées peuvent avoir des finalités diverses : musée à message, musée pédagogique, musée patrimonial (dont l'objectif est de mettre en valeur les richesses acquises).

Mais quelle que soit cette finalité, si tant est qu'un musée fait référence à l'histoire, l'historien a son mot à dire. C'est en cette seule qualité que nous ouvrons ce dossier, une expérience récente (*Femme et guerres*) nous ayant appris toute la difficulté et la spécificité du métier muséologique. Nous n'avons sur ces questions de leçon à donner à personne. Mais c'est de la place et du rôle de l'historien qu'il sera question ci-après dans trois entreprises qui relèvent des catégories de musées mentionnées plus haut.

L'enquête menée à Ypres, Malines et au Musée royal de l'Armée nous offre en effet trois modes d'association de l'historien à un projet qui vont du degré zéro (pas d'historien du tout) à la collaboration totale, en passant par ce que j'appellerais l'historien alibi. Le lecteur qui prendra connaissance de ce dossier découvrira que sa conceptrice, Cécile Vanderpelen, a très fortement élargi le champ de son questionnement et que ses interlocuteurs apportent une série extrêmement intéressante d'informations et de réflexions qui enrichiront, pensons-nous, un débat qui demeure récurrent.

Nous nous limitons quant à nous à évoquer dans le dossier la triste expérience de l'historien alibi.

José Gotovitch

Histoire et musée : Un défi à relever

Faire de l'histoire n'est pas l'apanage de l'historien. Qu'il s'agisse de films, de romans, de BD, d'expositions, l'historien se trouve confronté à une (ré)écriture des connaissances historiques qui emprunte les modes de la fiction ou de l'esthétisme. Comment l'historien peut-il, doit-il, envisager ces productions qui, quoi qu'il en pense, relèvent de l'histoire ne serait-ce que dans la mesure où elles vont influencer la perception du passé par le public. Si la rencontre relève souvent de la gageure ou du 'dialogue de sourd', elle ne peut être évitée et s'impose d'autant plus lorsque le discours et les représentations ont pour but la transmission, à l'aide d'une démarche pédagogique et didactique, d'un savoir historique.

Tel est bien le cas des musées d'histoire. Nous avons choisi de traiter dans le cadre de ce dossier de l'articulation entre le musée et l'histoire. Trois cas de figures ont été choisis pour illustrer cette approche : le Musée juif de la Déportation et de la Résistance de Malines, l' 'Espace Résistance et Déportation' du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire à Bruxelles et *In Flanders Fields* à Ypres. A l'examen de ces trois musées, une série de thèmes de réflexions ont émergé. Mais au delà de ces trois cas, la réflexion se veut générale et concerne en fait tous les musées de ce type.

Un premier axe de réflexion a trait au message que le musée entend promou-

voir. Comment celui-ci est-il formulé ? Est-il lisible ? Est-il d'ordre éthique, politique ou, plus strictement, historique ? Fait-il entorse à une certaine 'vérité' historique ou se veut-il le plus objectif possible ? Parallèlement à cette analyse de fond, notre réflexion s'est portée sur la mise en scène de ce message par des supports didactiques : des objets-signes (textes ou objets usuels). Deux procédés coexistent : soit l'objet 'illustre' la narration, soit il est lui-même le contenu et la base de cette narration. Ce second procédé offre le grand avantage de montrer au visiteur l'utilisation totale des sources puisqu'elles ne sont pas seulement le support du récit mais se confondent avec lui et le construisent. Le visiteur sort 'grandi' en termes de connaissances mais aussi de pratiques de l'histoire. En revanche, face à l'objet-illustration, le lecteur subit un savoir coupé de toute réalité. Les concepteurs du musée peuvent également décider d'exposer un ou des témoignages. Comment ces témoignages sont-ils 'montrés' au lecteur ? Cette question nous a paru fondamentale puisqu'elle interroge la manière dont on incite le lecteur à 'considérer' le témoin, c'est-à-dire l'humain. Le lecteur va-t-il 'écouter' le témoin ou ce témoin est-il 'exposé' comme et avec les objets, confondu avec d'autres images ou d'autres sons ? Afin de transmettre leur message, certains muséologues choisissent de recourir au symbolisme, à l'allégorie, au ludique et aux reconstitutions, inter-

pellations de l'émotion et de l'affectif. Ces moyens permettent de visualiser et de ressentir un événement ou une atmosphère et sont dans ce sens évocateurs d'une certaine réalité. Mais traduire sous forme de sentiments ou d'expressions visuelles permet-il, suffit-il pour comprendre et structurer une réalité historique ? Ne risque-t-on pas en se servant de l'émotion sans la relayer par la raison de simplifier et donc de desservir ? A contrario, comment traduire en termes muséologiques la profondeur de l'événement et de ses implications ?

L'analyse des trois musées cible passe également par celle des conditions de leur création, le dessous des cartes en quelque sorte. Nous sommes donc allées à la rencontre de leurs concepteurs ou de leurs conservateurs. Au terme de ces rencontres, il est apparu clairement que six facteurs jouaient un rôle décisif quant à l'aspect d'un musée : la nature de l'institution qui le commande, l'origine et l'importance des moyens financiers dont il dispose, la taille de l'espace qui l'abrite, le temps consacré à sa réalisation, le public auquel il s'adresse et, enfin, le but réel de sa mise sur pied.

Sans anticiper sur les conclusions auxquelles conduit cet itinéraire muséologique, il est manifeste que l'histoire au musée n'est possible que si elle s'élabore à partir d'un syncrétisme entre

l'historien, garant scientifique du travail, et le muséologue, concepteur des moyens de transmission du message.

Mais la relation ne se limite pas à ces deux partenaires. Le muséologue et l'historien s'adressent avant tout au public. Mais alors qu'ils sont obligés de le considérer dans son unicité, ce public présente un visage multiple. Il y a le visiteur pressé, le lecteur attentif, les groupes scolaires, les témoins. Tous arrivent avec un regard propre, neuf ou averti avec des attentes différentes. Par delà la diversité de ces attentes, la demande du public en terme de connaissances, de réalité du conflit et d'études de la guerre au quotidien ne se dément pas mais ses exigences sur le plan qualitatif se sont modifiées au fil du temps. Les musées statiques et poussiéreux n'attirent plus. Les expositions se doivent d'être conçues comme un spectacle total, alliant émotion et sobriété, témoignages et exposés théoriques.

Les expositions sont donc aussi des 'produits' et comme telles se doivent d'attirer le public. Les défis se posent donc également en ces termes : comment plaire tout en suscitant la réflexion, comment séduire sans tomber dans le sensationnalisme, comment allier les rigueurs de la déontologie sans sombrer dans l'ennui, comment évoquer sans trahir, comment dire sans médire ?

*Cécile Vanderpelen
et Chantal Kesteloot*

Espace Résistance et Déportation au Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire

Un regard critique

Depuis le 10 juin 1998, c'est fait, la Belgique dispose enfin d'un musée de la Résistance entièrement pris en charge par les pouvoirs publics¹. La lutte contre l'occupant, et ce qui constitue souvent son corollaire, la déportation, y sont évoquées dans la seconde partie d'un parcours qui met d'abord en exergue "l'occupation de la Belgique par les forces allemandes, situation qui induisit les mouvements de résistance (...)"². Sans renier le bien-fondé d'une telle mise en perspective, on est tout de même en droit de regretter que la Résistance n'occupe guère plus de 20 % de l'espace d'un musée qui se résume à deux ensembles relativement étroits, longs chacun d'une quarantaine de mètres.

Mais pouvait-il en être autrement ?

Quand on fournit à une société privée des budgets relativement limités et un délai de réalisation particulièrement court, on ne peut s'attendre à des miracles. La Résistance, par la rareté des documents disponibles et la complexité de sa problématique - nous y reviendrons - est un sujet difficile à exposer. Euroculture avait pour elle d'avoir réalisé l'exposition *J'avais vingt ans en 45*. Attentive d'abord à la rentabilité de l'entreprise, elle puisa largement dans cette expérience pour établir

la structure de l'Espace Résistance et Déportation, structure suffisamment générale que pour lui permettre de rassembler rapidement et à moindres frais une bonne partie des pièces à exposer. Il ne lui suffisait dès lors plus qu'à enrober son entreprise en étoffant les parties 'Résistance' et 'Déportation', notamment par la récolte et la diffusion en circuit fermé sur une relative grande échelle de témoignages oraux. Par ailleurs, le développement de la partie 'Déportation' (30 % de l'espace disponible) offrait l'avantage d'une réalisation rapide vu la multitude d'éléments de muséographie disponibles à ce propos. En outre, cela permettait de noyer la faiblesse générale du projet en paraissant lui donner un sens, celui du 'plus jamais ça', dont la charge émotive imprégnerait à coup sûr le public.

Il est toujours malaisé de se mettre à la place d'un quidam, mais à la lecture du livre d'or de l'exposition, il semble que celle-ci ait atteint son but, celui de plaire. Enfin, à ceux qui ont bien voulu laisser leurs impressions, apparemment des personnes du troisième âge sensibles à l'évocation de la Résistance et à la dénonciation des crimes nazis. Ceux qui ont vécu cette période disposent sans doute de suffisamment de repères mémoriels pour

¹ Un Musée national de la Résistance existe bien depuis plus d'une vingtaine d'années rue Van Lint 14, à Anderlecht mais celui-ci est essentiellement l'œuvre du Front de l'Indépendance, héritière directe de l'organisation clandestine du temps de guerre. Quant au Musée de Malines évoqué par ailleurs, il est avant tout un musée de la déportation.

² *Scénographie et muséographie du Musée de la Résistance au Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire*, s.d., [1998], p. 1 de la première partie.

raccrocher l'exposition au réel et lui donner un sens. Mais les autres ? Au-delà des images-chocs des camps et de quelques représentations assez éclairantes des difficultés de la vie quotidienne sous l'occupation, que retiendront-ils de cette masse d'informations ? Fondamentalement, et c'est là le plus gros reproche que l'on peut formuler à l'égard de l'exposition, elle contribue peu à comprendre le passé et par là à réfléchir sur ce qu'une guerre signifie encore aujourd'hui concrètement pour ceux qui y sont soumis.

Ainsi, pour ne donner qu'un exemple particulièrement évocateur, le champ chronologique de l'exposition est hermétiquement clos, la mise en scène démarrante le 10 mai 1940 pour se terminer à la libération des camps en mai 1945, comme si la guerre était sortie du néant et y retournait. Encore une fois, les concepteurs de l'exposition ne sont pas les premiers fautifs, puisque l'Espace Résistance et Déportation devait être inclus dans un projet de grande ampleur retraçant, dans l'ensemble de la Halle Bordiau, les conflits contemporains de 1918 à 1950. Mais le projet est provisoirement (on l'espère) tombé à l'eau et les visiteurs n'ont que leur imagination ou au mieux leur culture générale pour combler cette lacune.

Et la Résistance dans tout cela ? Elle apparaît au détour d'une cuisine reconstituée, comme si elle appartenait au même univers quotidien, ce qui est évidemment une aberration. Rien ne vient démentir cette impression, même pas l'exposé introductif au combat clandestin qui a tout de même le mérite de souligner un certain nombre de motivations des résistants, la manière dont le combat évolue et ses apports. Mais le texte - comme

l'ensemble de la salle d'ailleurs - laisse à penser que si l'on excepte quelques (minimes) divergences d'opinion quant à la manière de mener la lutte, la Résistance est parvenue après quelques mois difficiles à s'épanouir largement dans la population, transcendant tous les clivages, qu'ils soient communautaires, politiques, sociaux et culturels. Cette question pourtant essentielle étant définitivement réglée, il ne restait plus aux concepteurs qu'à souligner à travers des tableaux suggestifs et des témoignages enregistrés sur vidéos à quel point la Résistance constitua une œuvre riche en expressions.

Nous ne rejetons pas totalement ce type de présentation, mais il nous paraît évident qu'il aurait été indispensable dans un premier temps de faire comprendre à quel point la Résistance constitue, à côté de la collaboration et de la politique de moindre mal, une forme particulière de réaction face à l'occupation qui en dit long sur la société belge de l'époque. En particulier, il eut été nécessaire de souligner combien elle trouve dans un premier temps ses principaux relais dans deux fractions marginales de l'échiquier politique (l'extrême gauche communiste et une certaine droite nationaliste) dont les finalités politiques et idéologiques vont bien au-delà de la libération du pays, avant de s'étendre par suite de l'augmentation croissante de la pression exercée par l'occupant et des succès alliés dans une frange toujours plus large de l'opinion tout en restant largement minoritaire.

Il eut aussi été important de mettre l'accent sur d'autres variables, comme la différence de réception du phénomène selon les communautés (la Flandre ou la

Belgique francophone), le milieu socio-culturel, le sexe ou la nature de l'espace (rural ou urbain), tout cela n'étant pas statique mais évoluant au gré des contingences. On aurait pu aussi évoquer les rapports entre la Résistance et la population, en particulier la perception que la seconde avait de la première (une perception souvent positive, mais aussi parfois négative en raison des représailles de l'occupant après des attentats, de l'accroissement à la fin de l'occupation des actes de banditisme liés notamment au passage dans la clandestinité de nombreux réfractaires, enfin de l'apparition en septembre 1944 d'une masse de résistants de 'la dernière heure'). Pas un mot non plus sur le fonctionnement interne des mouvements, véritables microcosmes de société avec leurs règles spécifiques souvent dictées par la clandestinité mais où transparaissent aussi des modèles inhérents à la vie 'civile' : à côté d'une certaine modernité imposée par les circonstances, que de traditionalisme dans la répartition des rôles entre les milieux socioculturels, entre hommes et femmes. Rien non plus sur la vie quotidienne de ces combattants de l'ombre, sur ces longues journées d'inaction, d'angoisse du lendemain, sur ces luttes sournoises pour accéder au pouvoir, sur ces passions amoureuses déclarées ou cachées, sur ces égoïsmes et ces altruismes, ces courages et ces lâchetés...

Enfin, et ce n'est pas la moindre des critiques, on aurait pu se poser la question de savoir ce que cette expérience extraordinaire (dans son sens premier) avait apporté à ses acteurs et si elle avait influé d'une manière ou d'une autre sur la société belge au lendemain de l'épreuve. Il était évidemment difficile d'aborder cette

problématique à partir du moment où l'on s'interdisait de déborder du cadre chronologique strict tel qu'il avait été préalablement fixé.

Comme nous l'avons déjà signalé, la Résistance et la déportation n'occupent que la moitié de l'espace de l'exposition. Les deux premiers quarts du parcours sont consacrés d'une part aux occupants et d'autre part aux occupés. De manière générale, et ceci vaut pour l'ensemble de l'exposition, les panneaux explicatifs sont bien rédigés (en tout cas en français) et ne contiennent qu'un nombre relativement limité d'erreurs, même si par exemple on ne maîtrise manifestement pas toujours bien l'organisation des polices allemandes (ainsi si l'on en croit un des premiers panneaux, il y aurait deux polices civiles concurrentes, la *Sipo-SD* et la *Gestapo*) ou si l'on commet une lourde erreur en insistant sur le poids des rexistes et des membres du *VNV* dans le Secours d'Hiver alors que cette institution constitue un excellent exemple de la politique de moindre mal pratiquée par les notables.

Plus dérangeant est de trouver dans l'espace réservé aux occupants, non seulement de multiples panneaux consacrés à la collaboration ce qui peut encore se comprendre, mais aussi d'autres relatifs au Roi, aux secrétaires généraux, au gouvernement de Londres et même aux personnalités influentes du monde économique belge. N'aurait-il pas dès lors mieux valu, pour échapper aux amalgames dangereux, intituler cette partie 'les détenteurs de pouvoirs' ? Par ailleurs, était-il vraiment nécessaire d'étaler à la queue leu leu tous ces uniformes allemands et des formations paramilitaires de la collaboration ? Si l'on a voulu créer un

climat oppresseur, alors le but est atteint. Mais tout cela nous apparaît plutôt de nouveau comme un moyen facile d'occuper l'espace. Plusieurs panneaux sont également réservés à la politique répressive mise sur pied par l'occupant et c'est évidemment une bonne chose. Mais pourquoi ne pas avoir fait rebondir la problématique du génocide dans la dernière partie de l'exposition qui se contente en gros de décrire les diverses étapes du 'chemin de croix' des victimes de la répression en oubliant le plus souvent de souligner que celle-ci ne toucha pas d'abord des résistants mais des Juifs ?



Témoignage relégué à l'état d'objet (Photo Cibles. Bimensuel du Musée royal de l'Armée, août 1988, n° 0).

La partie consacrée aux occupés est peut-être celle qui nous a laissé la meilleure impression, malgré (ou peut-être à cause de) son relatif dépouillement. Sans doute est-ce parce qu'elle rend le mieux compte de la complexité de la situation de guerre en intégrant dans sa description de la vie quotidienne, par des procédés variés, non seulement la lancinante question de l'approvisionnement, mais aussi la place occupée par les loisirs et la présence pesante de l'occupant et de son idéologie. Peut-être aussi avons-nous été sensible au caractère réaliste de la reconstitution d'une épicerie et de la salle de séjour y attenante :

c'est pour nous l'illustration qu'une exposition ne doit pas d'abord être lue, mais vue, et qu'elle doit en particulier tirer un profit maximum de son positionnement dans l'espace à trois dimensions. On ajoutera que la vision de ces deux lieux de vie vient quelque peu corriger l'impression ressentie au début de cette évocation des occupés : les vitrines d'un tailleur et d'une couturière comme les affiches des spectacles à Bruxelles évoquent plus la vie quotidienne des nantis que celle des Belges moyens. Enfin, on regrettera qu'il n'ait pratiquement pas été fait mention des bombardements alliés de 1944, un phénomène qui marque pourtant les derniers mois de l'occupation, ni d'ailleurs de la vie religieuse d'une population qui pourtant se raccroche souvent à ses croyances pour mieux supporter le présent.

De manière générale peu inspirée dans son contenu, l'exposition tente de donner l'illusion d'être en

phase avec la modernité en recourant abondamment dans sa deuxième partie aux témoignages audiovisuels. L'idée de reproduire sur de petits écrans des témoignages de résistants et de prisonniers politiques n'est pas mauvaise en soi pour autant qu'on se donne les moyens de sa politique. Ainsi, il faut avoir les reins solides pour écouter, debout, les propos enregistrés des anciens combattants de l'ombre, et surtout ceux des déportés audibles via des écouteurs difficilement accessibles aux personnes de grande taille sur des écrans situés à hauteur d'yeux d'... enfants. De plus, ces témoignages sont intégrés dans des vitrines et donc quasi relégués à l'état d'objet ou de document. Dans certains cas, la parole des

témoins interfère avec la sonorisation des autres salles. En outre, et ceci est valable pour tout l'espace, l'utilisation des documents est elle aussi décevante : ils ne sont pas le support du discours mais l'illustration des panneaux narratifs. Enfin, si la mémoire de la Résistance et de la déportation est bien présente, on peut se montrer surpris de l'absence, à une exception près, de reproduction de films d'époque. Seule l'horreur de la libération des camps, installée en finale de l'exposition, a droit à cet honneur, qui plus est sur grand écran. L'installation est même confortable puisque trois sièges sont mis à la disposition des visiteurs. L'émotivité a définitivement pris le dessus sur la question de savoir pourquoi.

Fabrice Maerten

Interview du conservateur en chef du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, Patrick Lefèvre

Au mois de juin dernier, était inauguré au Cinquantenaire un Espace consacré à la déportation et à la Résistance. Exigu, décentré par rapport au reste du Musée, cet espace raconte une histoire coupée de ses attaches chronologiques antérieures et postérieures. Et pour cause : il était initialement conçu pour être intégré à un projet global d'aménagement de la Halle Bordiau. Patrick Lefèvre nous a exposé les événements qui ont concouru à produire cette situation pour le moins étrange. Nous lui avons également demandé de nous expliquer comment cet espace a été conçu.

Quand et comment le projet est-il né ?
Vers 1989-1991, est né le projet d'aménager la Halle Bordiau en racontant une histoire, celle de la période 1918-1950. On s'est battu pour le faire à ce moment-là. Ça n'a pas été possible pour une série de raisons, essentiellement financières. Ensuite, on s'est retrouvé comme partenaires - comme co-organisateurs - en 1994-1995 de l'exposition *J'avais 20 ans en 45*.

L'exposition terminée, de nombreux acteurs ont manifesté le souhait de la rendre permanente et cette question a donc été étudiée.

Dans un premier temps, on a discuté un partenariat pour réaliser l'aménagement permanent de *J'avais 20 ans*. Après que tous les acteurs soient intervenus et en particulier l'inspecteur des Finances (le Musée de l'Armée est une institution de la Défense nationale, ministère de l'Etat

fédéral; celui-ci utilise les moyens financiers de la population et donc, il y a des règles strictes à respecter), on est arrivé à considérer qu'il n'y avait pour l'Etat fédéral qu'un moyen de procéder : un concours, un appel d'offres au niveau européen. Pour cela, il fallait un scénario et donc définir ce qu'on allait attendre du partenaire, du lauréat.

Pour nous, c'était relativement clair : le musée définissait son projet et puis, il allait suivre le lauréat lors de la réalisation, essentiellement du point de vue de la conception historique. Toute cette démarche nous a menés en 1998, date à laquelle nous avons pu présenter un lauréat au ministre de la Défense nationale. En juin, pour des raisons essentiellement techniques, le Ministre a décidé qu'il ne pouvait pas attribuer le marché. Pour notre projet global, on s'est donc retrouvé à la case départ.

Nous devons donc revoir et redéfinir notre manière de procéder. Actuellement, on s'oriente plutôt vers une formule où le Musée, où la Défense nationale avec l'aide de la Régie des Bâtiments, va essayer de réaliser seul l'aménagement de la Halle Bordiau sur le thème de la Deuxième Guerre mondiale, sans faire appel à une société extérieure.

Mais pourquoi un Espace Résistance dans cet ensemble ? Pour répondre à cette question, il faut revenir aux commémorations du Cinquantenaire de la Libération et à la décision du gouvernement d'attribuer un budget de 10 millions de francs à la réalisation d'un musée sur la déportation juive à la caserne Dossin.

Cette attribution a suscité de vives réactions de la part du milieu des résistants et des déportés politiques, essentiellement incarnées par Arthur Haulot. Cet appel a été entendu par le gouvernement qui s'est

exprimé par l'intermédiaire de Jean-Luc Dehaene et qui a dégagé une somme équivalente pour permettre la réalisation d'un musée sur la résistance et la déportation. Cette attribution s'est faite par le canal de la politique scientifique, c'est-à-dire que Jean-Luc Dehaene a chargé son collègue Yvan Ylieff de la concrétisation du projet. La somme attribuée au Musée de l'Armée a été donnée à une asbl : les Amis du Musée de la Résistance et des Camps et de la Déportation (AMRCD). On s'est donc retrouvé avec une somme de dix millions attribuée à une asbl pour réaliser dans un bâtiment de l'Etat un espace sur la résistance et la déportation. Puisque l'Espace Résistance de l'exposition *J'avais 20 ans en 45* n'avait suscité aucune polémique, le Musée de la Résistance, l'exposition *J'avais 20 ans* et le projet 1918-1950 ont été rapprochés. De plus, à partir du moment où il était question d'installer cet espace Résistance et Déportation au Musée de l'Armée, il aurait été inimaginable qu'on installe d'une part une salle 40-45 dans un parcours 1918-1950 incluant la vie quotidienne, la résistance et la répression et d'autre part une autre salle reprenant la même thématique. Donc très vite, ça a débouché sur un dialogue entre la Politique scientifique, le Musée de l'Armée et l'asbl AMRCD et on a décidé de marcher ensemble. On est arrivé au projet suivant : intégrer dans l'ensemble 1918-1950 de la Halle Bordiau un espace consacré à l'Occupation de la Belgique comprenant la collaboration, la résistance et la répression.

Mais, comment en est-on arrivé à une situation où dans la Halle Bordiau l'Espace Résistance et Déportation a pu être réalisé et ouvert au public alors que le

reste du bâtiment ne l'est pas encore ?
C'est vraiment une situation pour le moins particulière ! Une asbl et une institution fédérale n'ont pas la même liberté. Tandis que pour nous il est devenu évident que la seule manière d'arriver à un résultat était de faire un appel d'offres-concours sans possibilité de gré à gré avec l'un ou l'autre réalisateur, ce qui impliquait une longue spirale de réflexion, l'asbl a pu très rapidement passer un marché de gré à gré avec Euroculture. Il est important de noter que la politique scientifique n'a pas signé un chèque en blanc aux résistants et aux déportés politiques mais qu'elle a constitué un Comité d'accompagnement chargé de voir comment l'argent de cette Politique scientifique devait être utilisé tout au long de la réalisation du projet. Dans ce comité siégeaient un délégué de la Défense nationale, à savoir le conservateur en chef du Musée de l'Armée -moi-même; un représentant du ministère de la Politique scientifique, Madame Decrock ; José Gotovitch, directeur du CEGES; Arthur Haulot, représentant du ministre secrétaire d'Etat des Anciens Combattants et enfin, des représentants des associations de résistants.

Dès le départ, le Musée a exigé de définir les grandes lignes du scénario - sans pour autant bien sûr exclure un dialogue avec les résistants et les déportés. Qui a travaillé à ce scénario ?

Essentiellement l'équipe très restreinte du Musée, constituée d'historiens contemporanéistes. Cette équipe a travaillé en étroite collaboration avec son conseil scientifique, composé de spécialistes belges de l'histoire contemporaine actuelle : Luc De Vos, Louis Vos, Francis Balace.

En plus, la Politique scientifique nous a accordé un mandat scientifique qui nous a permis d'engager une collaboratrice extraordinaire qui a travaillé à la coordination du projet : Maud Bracke, historienne contemporanéiste de la *KUL*. Cela dit, à partir du moment où on décide de passer à la réalisation totale d'un espace par une société extérieure, on peut donner le canevas, le scénario, les thèmes et les textes de base, il y a quand même un contrat de confiance qui donne une liberté d'initiative au concepteur. Il faut aussi insister sur le fait qu'un musée est un médium différent du livre, de l'article ou de l'émission de télévision. C'est un médium qui a ses propres contraintes : le nombre de m², la facilité de l'espace à aménager, son inclusion ou non dans un ensemble. C'est un médium qui ne permet qu'un nombre limité de textes. Bref, la liberté et la capacité d'être complet dans l'histoire qu'on veut raconter est limitée. Notre scénario de départ était d'expliquer l'Occupation : l'Occupation militaire, les pouvoirs belges en place, la collaboration et la difficulté du quotidien qui peut générer la Résistance. A partir de cela, il fallait expliquer ce qu'était la Résistance. Or, la difficulté de la Résistance c'est qu'elle a évolué de 1940 à 1944 et qu'il fallait être clair vis-à-vis du public. Alors, on a essayé d'expliquer cela en étant par définition très schématique : les filières d'évasion, la presse clandestine, la résistance armée, etc. Ensuite, il fallait parler de la répression. Là, on a essayé de suivre un raisonnement plus géographique : la répression c'était des Allemands qui prenaient des résistants et les emmenaient dans les caves de la *Gestapo*, avenue Louise, et puis surtout à Breendonk, Cologne et enfin aux camps, etc. Ce premier canevas a fait l'objet d'une

discussion avec le Conseil scientifique; il l'a très vite approuvé. Ce scénario a été donné tel quel à la société chargée de concevoir l'aménagement muséographique.

Par rapport à tout cela, quel a été le rôle des historiens, du Conseil scientifique et du Comité d'accompagnement ?

Ils se sont mis d'accord sur le canevas, sur les titres et les sous-titres et ils ont eu des discussions de terrain avec l'équipe qui a réalisé l'espace. L'équipe du Musée a travaillé sérieusement au projet mais en fonction du temps dont elle pouvait disposer. Elle a aussi contrôlé les textes finaux.

Des sponsors ont-ils financé l'entreprise ?

Non. Il n'y a eu qu'une source de financement : la Politique scientifique. A côté de cela, il y a eu un investissement considérable premièrement de la part du Musée de l'Armée qui a fourni le personnel, les moyens divers et deuxièmement de la part de la Régie des Bâtiments qui s'est occupée de l'aménagement du lieu (revêtement du sol, équipement électrique, etc.). On est donc ici dans le cadre d'un projet désintéressé à tous points de vue.

D'où proviennent les documents et les objets ?

Evidemment, il y a eu une collecte importante au Musée de l'Armée. Aussi, comme Jean Bracke, gestionnaire du Musée de la Résistance d'Anderlecht, était l'un de nos partenaires privilégiés, nous avons été voir ce qu'il y avait dans ce Musée.

Puis, en fonction des contacts et des gens qui étaient liés au comité, on a essayé de voir ce qu'ils avaient encore comme objets. Enfin, aussi bien l'historienne enga-

gée que les documentalistes qui ont travaillé pour la société Euroculture ont été faire un tour plus ou moins complet des collections du CEGES. Là aussi, cela s'est fait avec énormément de facilités dans la mesure où José Gotovitch était membre du Comité d'accompagnement et indirectement lié au projet. On n'a pas été au delà de ça.

Je voudrais insister sur le fait que sur certains sujets, il est difficile d'obtenir des objets. La Résistance, on a tendance à l'oublier, était par définition quelque chose de discret qui se développait dans la clandestinité. Alors, qu'est-ce qu'on peut montrer ? On se rend très vite compte que c'est très limité : une radio, quelques feuilles clandestines, quelques documents - mais les gens ne s'écrivaient pas.

Qui a rédigé les textes ?

Très concrètement : Maud Bracke. Mais les textes ont été soumis aux historiens du Musée et au Conseil scientifique qui a aimablement accepté de se réunir une fois par mois. Pour répondre à une question qui est peut-être sous-jacente, on n'a pas fait appel à une personnalité extérieure pour concevoir le projet de A à Z.

Jusqu'à présent les textes n'ont pas suscité de commentaires négatifs. Mais de toute façon, pour moi, un musée n'est pas un espace mort. Si un texte pose problème, on peut le rediscuter, le réécrire. De même, si un objet ne convient pas, on peut le remplacer. L'espace, tel qu'il est, n'est pas définitif. Un musée ça vit, ça s'améliore, ça change !

Aviez-vous, lors de l'élaboration du projet, le désir de faire passer un message éthique ou pédagogique ?

Je n'aime pas tellement le mot pédagogi-

que. Je dirais plutôt éducatif et encore... Ce qui est dérangeant avec ces termes c'est qu'on donne l'impression de faire la morale. Moi, j'ai un problème déontologique, comme historien, par rapport à cela. Notre principal devoir n'est-il pas de donner des éléments de réflexion et d'interrogation personnelles ? Je crois fondamentalement au libre examen. Je pense qu'il faut donner aux gens les éléments qui leur permettent de se faire leur propre opinion. Nous avons essayé de combiner la présentation d'un patrimoine - c'est quand même là une des vocations d'un musée - et l'utilisation de ce patrimoine pour rappeler à un large public des connaissances chronologiques et thématiques élémentaires, de façon à ce que quand il sort il possède plus d'éléments pour forger son propre avis et son idée. Aussi, je pense qu'un musée peut être un lieu de rencontre entre les générations. Un musée doit aussi être un cadre qui offre aux enseignants la possibilité de préparer leur leçon. C'est quelque chose qu'on vit avec l'Espace Résistance et Déportation : au départ d'une présentation assez limitée, les enseignants peuvent créer des choses intéressantes, aller au delà de ce qui n'est qu'un titre, un sous-titre et parfois un texte.

Quelle a été la dimension privilégiée : locale, régionale, nationale, internationale ?

Cette question correspond à une des préoccupations du Musée. Il n'y a rien de plus ridicule que de vouloir présenter l'histoire universelle en oubliant qu'on la voit par la petite lorgnette de la petite Belgique. Il faut être modeste. Une deuxième réflexion dont il faut tenir compte c'est que pour que les gens ac-

crochent, il faut qu'ils aient des points de repère. Donc il faut que ça les touche dans leur quotidien et ce quotidien ce sont leurs racines, leurs parents, leurs grands-parents, leur pays, etc. Nous sommes de plus en plus convaincus que le fil conducteur doit être la Belgique ou nos régions resituées dans un contexte international.

Quels relais médiatiques avez-vous mis en place ?

Dans un premier temps, on va essayer de sortir une plaquette qui reprendra les textes de l'Espace, de façon à ce qu'il y ait une brochure. Nous éditons aussi depuis le mois d'août une revue bimensuelle, *Cibles*, tirée à 3.000 exemplaires. Enfin, il y a toutes les rencontres organisées périodiquement par Christine Van Everbroeck, qui est responsable du service éducatif, avec les enseignants. Elle les invite à peu près deux fois par an pour leur expliquer et leur présenter les nouveaux dossiers pédagogiques, et pour essayer de développer des synergies.

Quelle est la nature du public qui vient visiter l'Espace ?

C'est difficile à dire. On ne demande pas aux gens qui ils sont, où ils vont et ce qu'ils viennent voir. Je voudrais rappeler que ce Musée reste un des seuls musées gratuits, il n'y a donc pas de billetterie précise. Mais on compte les visiteurs du Musée et on se rend compte que d'année en année le nombre de visiteurs augmente. Il y a véritablement un public qui vient voir l'Espace Résistance et Déportation. La Première Guerre, l'entre-deux-guerres et la Deuxième Guerre intéressent vraiment les gens. Il y a évidemment le public scolaire mais également

un nombre important de gens qui viennent à titre individuel. Je suis vraiment content de voir que tous les jours il y a du monde. La réaction du public est vive. On a mis un registre 'suggestions et commentaires' et on constate grâce à lui que le public est très varié et diversifié; il y a des Belges mais aussi beaucoup d'étrangers. On a eu très vite des demandes d'explications en anglais et en allemand. Je suis impressionné par le nombre de personnes qui m'ont déjà félicité pour la réalisation de l'Espace, pour sa qualité.

Y a-t-il eu des critiques ? Si oui, lesquelles ? Par qui ont-elles été formulées ?

On n'a pas eu de polémiques, aucune réaction agressive et aucune demande de correction immédiate. Je crois qu'une des raisons c'est qu'on avait travaillé en étroite collaboration avec les représentants des résistants et des déportés politiques; quand il y avait des incompréhensions, on a pu leur expliquer que l'Espace ne pouvait se comprendre que dans un ensemble beaucoup plus vaste et qu'il y avait toute une série de thèmes qui devaient normalement être abordés au rez-de-chaussée et au deuxième étage. Au niveau de la couverture médiatique, on n'a eu aucune critique, si ce n'est le

regret que l'Espace ne puisse pas encore s'inscrire dans la couverture globale. Jusqu'à présent il n'y a eu aucune critique de la part des historiens mais j'imagine que ça va venir, les historiens réagissent souvent tardivement. Et puis, l'inauguration date du 10 juin. Il y a eu les vacances. Les critiques vont venir maintenant. De toute façon, qu'est ce que les historiens pourraient critiquer à partir du moment où ils acceptent l'idée que cet Espace s'inscrit dans un ensemble beaucoup plus large qui doit encore être réalisé ? Venir dire, comme j'imagine qu'ils le feraient, qu'il n'y a pas de mise en situation, qu'on ne parle pas des rétroactes, qu'on ne parle pas de ceci ou de cela, sans savoir ce que va être le reste, c'est quand même très inconfortable et difficile. Aussi, même si cela n'a pas été suivi d'effets immédiats, les historiens se sont déjà exprimés et sont déjà intervenus avant l'inauguration pour corriger certaines choses (je pense à Francis Balace, dans une certaine mesure José Gotovitch, Luc De Vos, Louis Vos, Piet Degrijs). Mais, quoiqu'il en soit, nous allons mettre en place à l'entrée une explication sur le projet de la Halle Bordiau. En expliquant pourquoi il n'y a qu'un Espace et ce qui va venir avant et après. Ça fera l'objet d'une explication lourde et appuyée.

*Interview réalisée par
Cécile Vanderpelen*

Interview de Lara Feguenne, coordinatrice d'Euroculture

Quel a été votre rôle / fonction dans la conception de l'Espace Résistance et Déportation ?

J'ai commencé à travailler concrètement sur le Musée de la Résistance alors qu'une maquette et un scénario de base avaient déjà été présentés et approuvés par le Comité d'accompagnement du Ministère de la Politique scientifique. Je me suis alors chargée, d'une part, de la coordination de la conception au sein de l'équipe d'Euroculture et, d'autre part, de la coordination entre cette équipe, l'asbl Musée de la Résistance, notre commanditaire, et le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire (MRA) avec son Comité scientifique.

Qui détenait le pouvoir final de décision ?

Toutes décisions concernant tant le contenu que la scénographie du Musée ont systématiquement été soumises à l'asbl Musée de la Résistance et au Comité scientifique du Musée de l'Armée. Le Comité scientifique du MRA était alors chargé, pour chaque grande étape de la conception, de soumettre le projet au Comité d'accompagnement du ministère de la Politique scientifique.

Comment la coordination technique a-t-elle été assurée (entre historiens, décorateurs, etc.) ?

Dans un premier temps, Euroculture a déterminé les lignes directrices du contenu et de la scénographie du nouveau musée. Une maquette et un scénario de base ont été soumis au Comité scientifique du MRA et au Comité d'accompagnement du ministère de la Politique

scientifique. Une fois ceux-ci approuvés, le contenu, salle par salle, a été affiné par notre équipe (rédaction des textes, sélection des objets, documents, photos, témoignages, etc...), en étroite collaboration avec l'équipe du MRA. Des réunions régulières ont été organisées. A chaque étape de la conception, le projet était soumis à l'approbation de l'asbl Musée de la Résistance et du Comité scientifique du MRA. Les décisions concernant le contenu du Musée étaient ensuite répercutées sur la scénographie. Pendant toute la durée de la conception, le dialogue a été constant entre les différentes parties concernées du projet, bien que le nombre d'intervenants et les inévitables divergences de point de vue aient rendu les choses parfois particulièrement difficiles.

Quelles étaient les lignes directrices qui ont guidé la conception de l'Espace ?

En préambule, et ceci est important, il ne faut pas oublier que le Musée de la Résistance ne devait être, à l'origine, qu'un des modules d'un vaste parcours sur la Seconde Guerre mondiale. Il a donc été conçu en fonction, c'est-à-dire comme un ensemble pouvant se suffire à lui-même, mais destiné à être complété et enrichi par les autres modules du parcours. Le Musée de la Résistance est essentiellement destiné aux jeunes générations, à ceux qui n'ont pas connu la période de l'occupation. Nous avons donc privilégié le didactisme et la lisibilité en subdivisant le Musée en modules thématiques que l'on pourrait, de façon très schématique, résumer comme suit : les causes (l'occupation de la Belgique par les forces alle-

mandes), les faits (la Résistance sous toutes ses formes), les conséquences (la répression dont furent victimes les acteurs des divers mouvements de résistance). Les témoignages qui jalonnent le parcours et qui ont été recueillis spécialement pour le Musée auprès d'anciens résistants et déportés, sont un des points forts du concept. Ils permettent aux visiteurs de passer de la narration globale des événements au récit personnalisé, à l'expérience particulière. Les visiteurs peuvent ainsi suivre les témoins tout au long de leur parcours au sein de la résistance, qui débouchera, pour certains d'entre eux, dans l'enfer des camps de concentration.

Voulait-on faire passer un message ? Si oui, lequel (éthique, politique, pacifique) ?

Comme pour *J'avais 20 ans en 45*, le Musée de la Résistance se veut un plaidoyer en faveur de la tolérance, du respect des individus, une mise en garde contre les tentations totalitaires, une réflexion sur l'importance de l'engagement et de la défense des valeurs démocratiques. Les témoignages qui jalonnent le parcours sont la meilleure illustration de cet engagement, de ce combat que des hommes et des femmes ont mené, de diverses manières et à différents niveaux, mais toujours au péril de leur vie, pour la défense de ces valeurs essentielles.

Quel a été le mode de sélection dans le choix des documents ?

Tout d'abord, le Musée de la Résistance avait pour but de mettre en valeur une collection existante : celle du Musée de l'Armée. Comme cette collection n'était pas suffisamment riche pour illustrer la totalité des thèmes abordés dans le Mu-

sée, nous avons fait appel à des centres de documentation et des musées tant au niveau national qu'international. Le choix s'est porté sur la valeur symbolique et émotive des objets et documents, leur puissance évocatrice, et leur faculté de synthétiser un maximum d'informations. Chaque fois que cela s'est avéré possible, nous avons essayé d'établir un dialogue entre les objets et documents présentés, l'iconographie et les témoignages. On retrouve, par exemple, dans certaines vitrines, des objets illustrant les témoignages, comme ce message sur tissu, envoyé par le père de Madame Varenne, qui raconte dans son témoignage comment elle communiquait avec son père, incarcéré à Saint-Gilles, par l'intermédiaire de ces messages cousus dans les doublures du linge.

Quelle a été la structure de présentation adoptée ?

La scénographie vient renforcer les autres éléments du Musée en plongeant les visiteurs dans l'atmosphère des événements. En voici les grandes lignes.

La première section stigmatise la présence de l'occupant et souligne son inclination à 's'autoreprésenter', par le biais d'affiches, drapeaux, insignes et uniformes caractéristiques du régime nazi. La deuxième section consacrée à la vie quotidienne sous l'occupation, est traitée de façon métonymique par des décors strictement allusifs. Des éléments de vitrines de divers magasins sont intégrés aux parois du Musée et apparaissent comme autant d'arrêts sur image, tranches de vie quotidienne, offrant implicitement un constat sociologique de la période envisagée.

Au terme de cette section s'ouvre une sal-

le de séjour, traitée en décor réaliste, qui plonge le visiteur dans le 'vécu' de l'Occupation. Un placard dissimule une porte dérobée par laquelle le visiteur bascule dans un autre univers, celui de la clandestinité et de la Résistance. Dans cette troisième section, la clandestinité est évoquée par l'obscurité, les couleurs sourdes et les vitrines-caissons étanches dont les fenêtres s'ouvrent sur un espace plus grand. Pour la quatrième section, consacrée à la répression, les formes, matériaux et la disposition du lieu ont été étudiés de manière à instaurer un climat dramatique. Au fur et à mesure de sa progression, le visiteur se retrouve dans un espace de plus en plus fermé, symbolisé

par la fermeture progressive de la porte d'un wagon.

En fin de parcours, une dernière vitrine présente une carte des camps de concentration avec leur tragique bilan comptable. Cette vitrine est visible dès l'entrée dans l'Espace Résistance, signalant ainsi la permanence du danger. Enfin, un film sur la libération des camps termine le parcours.

Tant la forme que le contenu affectif et symbolique du Musée ont été étudiés pour exprimer successivement la collectivité, l'interférence, l'incertitude, la clandestinité, l'oppression, l'inhumanité et, enfin, la victoire de l'individu.

Cécile Vanderpelen

Le Musée juif de la Déportation et de la Résistance de Malines

Interview de Ward Adriaens, conservateur, et de Maxime Steinberg, historien

Ces dernières années, la transmission de l'histoire de la Solution finale aux jeunes générations a alimenté bien des débats. Ceux-ci s'articulent autour de la prééminence à accorder soit au 'devoir de mémoire' - la mémoire étant par définition le résultat d'une construction a posteriori des souvenirs et des oublis du passé - soit à une approche historique de ce passé. Le Musée juif de la Déportation et de la Résistance, officiellement inauguré le 8 mai 1995, s'est ouvert en novembre 1996. Ainsi, un instrument didactique alliant approches mémorielle et historique s'offre au public. Dans l'élaboration du projet, deux hommes ont joué un rôle essentiel : Maxime Steinberg s'est chargé de la conception historique et pédagogique du Musée, Ward Adriaens occupe aujourd'hui le poste de conservateur du Musée.

Le lieu, les personnes et le financement

La caserne Dossin de Malines est un lieu chargé d'histoire puisque entre 1942 et 1944 elle a été le point de départ de la déportation de plus de 25.000 Juifs vers

Auschwitz. Pourtant, sa reconnaissance comme lieu de mémoire n'est que très récente. En effet, comme le note Maxime Steinberg, "après la guerre, cette 'anti-chambre de la mort' a repris ses fonctions originelles de caserne et est redevenue un centre de formation et d'instruction pour

les miliciens qui, le fait mérite d'être souligné, a accueilli de jeunes Juifs dont les parents avaient été déportés à partir de cet endroit". Vers les années soixante, une mémoire juive s'est développée, animée notamment en Belgique par l'Union des Déportés juifs de Belgique et Hla caserne devint progressivement un lieu de mémoire où chaque année était organisé un pèlerinage. La façade classée en raison de sa valeur... architecturale, la caserne Dossin a été depuis lotie en appartements. Dans les années nonante est née l'idée d'installer, dans l'une de ses ailes, un musée qui, d'une part réaffirmerait la mémoire et l'histoire face au révisionnisme montant et d'autre part, représenterait la prise de conscience montante d'un judaïsme spécifiquement belge.

Pour Maxime Steinberg, le site qu'occupe le Musée induit toute une réflexion quant à son sens historique : "La caserne Dossin est à la fois un lieu d'histoire et un lieu de mémoire. Il fallait tenir compte du lieu d'histoire. La mémoire devait s'organiser autour du sens historique du lieu. Or la mémoire ce sont des gens qui se souviennent et qui sont impliqués dans cette histoire, soit directement, soit indirectement. Quelle est la mémoire de la caserne Dossin ? C'est la mémoire d'un camp de rassemblement. Comment faut-il dire d'ailleurs ? Faut-il dire que la caserne Dossin est, comme je l'ai prétendu et imposé dans le concept, l'antichambre de la mort' au sens propre du terme, c'est-à-dire le lieu où la station suivante c'est la 'mort' de 2/3 des déportés ? Ou bien faut-il prendre l'autre vision et dire que la caserne Dossin c'est le lieu d'une 'déportation' sans retour ? Parce que le dernier tiers des déportés, celui qui échappe au

génocide et qui entre dans l'histoire concentrationnaire, va périr dans le parcours des camps, surtout au moment des 'marches de la mort'. Et donc, il n'y aura de ces 25.000 déportés qu'un millier de survivants ce qui, statistiquement, est une quantité négligeable. Dire que Malines est le lieu d'une 'déportation' sans retour c'est d'une certaine manière occulter l'événement colossal qui est l'essentiel : la déportation-assassinat des déportés dans leur majorité, lors de leur arrivée, avant même qu'ils soient entrés dans le système concentrationnaire. Et de cet assassinat de masse, par définition, aucun témoin n'en aura une expérience personnelle. Il fallait éviter le piège du 'camp d'extermination' dans la mesure où l'extermination a lieu avant même l'entrée dans le camp. La Commission parlementaire britannique qui fit un rapport le 15 avril 1945 après avoir visité Buchenwald, identifia Buchenwald comme un camp d'extermination. Il fallait éviter, au niveau pédagogique, d'entrer dans cette confusion de la mémoire".

La création de ce Musée est avant tout l'oeuvre de l'Union des Déportés juifs de Belgique ainsi que du Consistoire central israélite dont le Musée dépend officiellement. Plus spécifiquement, les deux promoteurs essentiels de l'entreprise sont Nathan Ramet, jeune rescapé des camps et Germaine Fischler, tous deux personnalités du judaïsme anversois, mais non responsables d'organisations, très marqués par le culte orthodoxe. La position philosophique de cette tutelle n'est pas sans importance puisqu'elle explique que le Musée respecte le calendrier juif et soit fermé le vendredi après-midi et le samedi, ce qui réduit les visites du week-end au seul dimanche.

Le Musée a puisé dans différentes mannes les moyens financiers qui ont permis sa création, y compris un don accordé par le gouvernement fédéral lors de la vague commémorative du cinquantième anniversaire de la Libération mais, les importants travaux que le Musée a dû subir ont été financés grâce à des fonds privés. Le gouvernement de la région flamande a alloué une somme de dix millions de francs pour les frais de fonctionnement, en principe renouvelables chaque année. En contrepartie, il est entendu que le Musée respecte la législation linguistique, remplisse ses devoirs administratifs. Il s'agit donc d'un musée flamand. Le contenu quant à lui est trilingue : néerlandais, français, anglais. La province d'Anvers ne subsidie pas le Musée directement mais elle l'aide pour certaines activités, notamment le travail de scanage du fichier juif de la *Sicherheitspolizei* qu'il a entamé. La ville de Malines, qui a bien compris l'intérêt mémoriel et surtout touristique du projet, l'aide avec

600.000 francs par an. Enfin, la Communauté française participe elle à la publication des outils pédagogiques et didactiques francophones. Cela dit, comme tient à le faire remarquer Ward Adriaens, directeur du Musée "l'argent ne coule pas" et il espère dans l'avenir pouvoir faire appel à des fonds privés.

Dès le départ, les initiateurs ont manifesté la volonté de s'entourer de spécialistes : des historiens, un architecte qui pense le lieu et un muséographe. Si au début le Comité scientifique était composé de plusieurs historiens, c'est peu à peu le spécialiste de la Solution finale en Belgique, Maxime Steinberg, qui a été chargé d'établir la synthèse historique sur laquelle se base le Musée. Comme l'explique Ward Adriaens : "Ça a évité que des dizaines de groupes et de groupuscules prennent la parole. Ça a permis qu'il y ait une unicité dans ce Musée. C'est Maxime qui l'a écrit, qui a choisi les documents qui se trouvent ici". Le travail de ce dernier n'a



*Une extrême droite toujours menaçante
(Photo Musée juif de la Résistance et de la Déportation - Malines).*

pas été facile : “J’avais un concept historique qui était celui de la Solution finale mais je devais tenir compte dans l’élaboration du développement du scénario, des contraintes muséologiques déterminées par le lieu”. Le muséologue, Paul Vanderbottermet, a lui aussi travaillé en tenant compte des exigences de l’histoire. “Je n’ai pas seulement été associé à l’élaboration du concept historique. Je me suis occupé du contenu de chaque cimaise et du choix des documents”, précise Maxime Steinberg. La conception du Musée est le fruit d’un travail de longue haleine - deux ans de coopération permanente - entre un historien et un muséologue, une osmose complète entre le donneur de forme et le donneur de contenu.

Parcours muséologique

La Solution finale a cela de particulier qu’elle a une dimension européenne; elle ne se déroule pas partout ni au même moment ni au même rythme. Afin de communiquer cette complexité sans la rendre confuse, les concepteurs ont choisi de raconter deux niveaux d’histoire qui correspondent aux deux étages du Musée.

Le rez-de-chaussée retrace le parcours des Juifs de Belgique des années trente à la fin de la guerre. Dans la première salle, le visiteur découvre la communauté juive avant la guerre : ses origines, ses caractéristiques sociales, ses activités économiques ainsi que sa diversité. Il passe ensuite, dans une salle décrivant succinctement la montée de l’extrême droite en Allemagne et en Belgique - en soulignant dans le cas belge son caractère minoritaire et éphémère - et donnant une explication de ce qu’est l’antisémitisme. Maxime Steinberg insiste sur le fait qu’il vou-

lait échapper à l’idée trop souvent répandue d’un racisme d’extermination des races inutiles mais plutôt “essayer d’expliquer le génocide par l’antisémitisme qui est autre chose que le racisme. Qui est cette idée de la supériorité des Juifs auteurs d’un complot menaçant la supériorité arienne germanique. Le thème du complot judéo-bolchévique est tout à fait central dans l’idéologie nazie et le génocide s’articule autour de ce thème. (...) C’est l’essentiel du message. Dans le cas singulier de la Belgique, se superpose à cette idéologie un caractère xénophobe : les Juifs de Belgique sont essentiellement des Juifs étrangers”. Le visiteur découvre ensuite la période de 1940-1942 : la mise en place du statut des Juifs en Belgique après l’invasion allemande. Comme l’explique Maxime Steinberg : “Il faut montrer qu’il y a un pouvoir d’occupation militaire. Il faut montrer qu’il y a une présence de la police SS. Il faut montrer Breendonk parce que c’est une dimension méconnue à savoir que Breendonk est pour moitié, jusqu’à l’ouverture de la caserne Dossin, un camp pour Juifs. (...) Il est aussi montré ce qu’est le statut des Juifs, c’est à dire un statut d’exclusion. Ce qui est essentiel ici, ce n’est pas de détailler chacune des mesures, mais c’est de montrer qu’on a un ensemble qui se développe, fait d’interdictions et d’exclusions”. Dès l’été 1942, le destin des Juifs de Belgique se scinde en deux : soit ils échappent au génocide et vivent clandestinement (environ 50 % d’entre eux), on décrit dans ce cas leur vie dans l’illégalité; soit ils sont déportés, on explique alors les modalités de cette déportation.

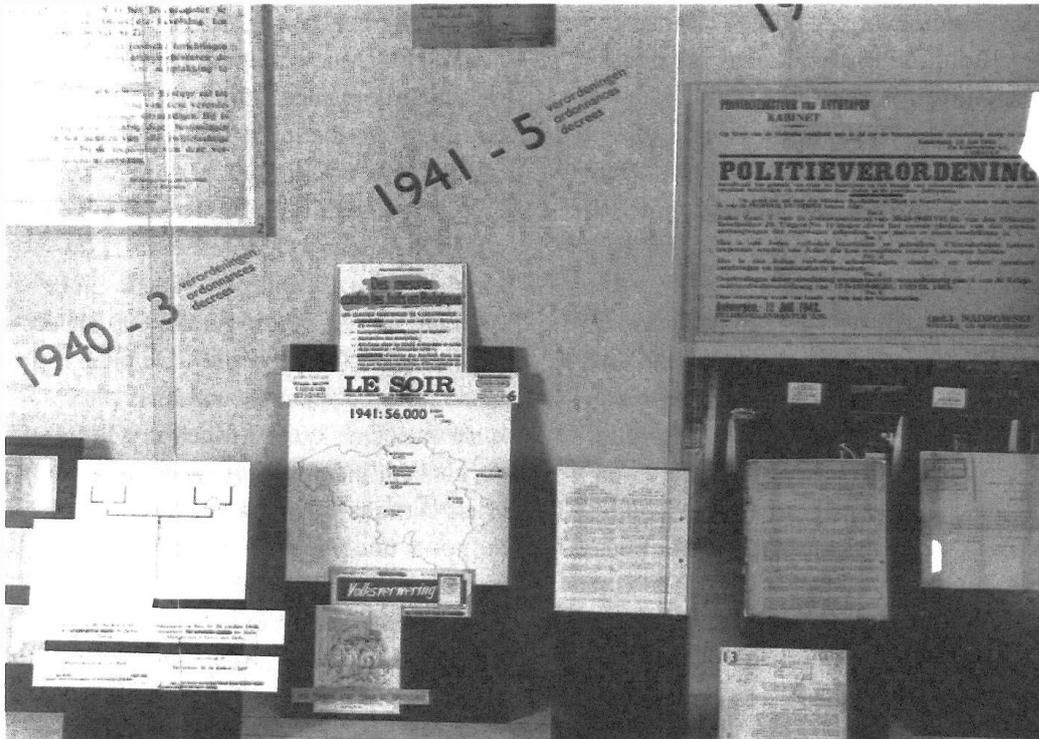
Dans la dernière salle du rez-de-chaussée, un wagon est reconstitué, il symbolise la suite de la visite dont les principes nous

sont exposés par Maxime Steinberg : “Là, on a joué sur la rupture d’espace, avec un escalier qui descend, on passe dans un autre lieu. C’est-à-dire qu’on se trouve dans la situation historique où la déportation est une rupture de temps et de lieu. On est dans un autre lieu et une autre chronologie de l’histoire. Il est d’ailleurs difficile de montrer la simultanéité : il y a des exterminations au moment où en Belgique par exemple, on interdit la présence des enfants juifs dans les écoles. Mais il fallait nécessairement la rupture du génocide. Il fallait qu’en descendant - et là l’architecte a conçu l’escalier en entonnoir - on passe à la dimension émotion, mémorielle”. Comment cet espace est-il conçu ? Deux aspects du génocide sont montrés : le massacre par les SS-*Sonderkommandos* de 2.700.000 Juifs par les gaz (avec un espace symbolisant la chambre à gaz) et la fusillade de 1.300.000 Juifs par les SS *Einsatzgruppen*. On passe ensuite dans un espace décrivant les conditions de détention dans les camps de concentration. Et on termine l’espace-génocide par la Libération. Maxime Steinberg insiste sur le fait qu’il a voulu montrer que “la Libération de septembre 1944 n’est pas un jour de joie pour ceux dont les parents ont été déportés”, c’est pourquoi on trouve en face d’une photo de la Libération de Bruxelles, un témoignage d’époque sur l’angoisse d’un époux et d’un père ignorant le sort des siens. La salle qui suit est tapissée de photos d’enfants et d’une énumération auditive de noms, parce que : “Le génocide c’est quoi ? C’est la mise à mort systématique et délibérée des enfants et des familles entièrement détruites et ravagées”.

Dans ce Musée, le visiteur évolue par étapes chronologiques mais aussi émoti-

ves; ce n’est que dans les dernières salles que la dimension émotionnelle est sciemment développée. Ainsi, en fin de parcours on écoute un rescapé des camps évoquant sa désolation depuis la disparition de ses enfants à l’arrivée d’Auschwitz-Birkenau (on soulignera à cet égard la manière dynamique de traiter le témoignage : le visiteur appuie sur un bouton, va s’asseoir et puis ‘écoute’ le témoin). Grâce à ce traitement croissant, structuré, de l’émotion, le Musée est parvenu à combiner une approche émotive et plus rationnelle des faits. Bien sûr, c’est là un résultat escompté par Maxime Steinberg : “Les mots doivent structurer l’émotion. Il faut partir de l’émotion mais il ne faut pas y rester. Il faut dépasser cette émotion en conceptualisant la raison pour laquelle il y a cette émotion. Et donc il faut nécessairement des mots. C’est une erreur de croire que spontanément le visiteur va trouver les mots, surtout quand on pense à un public essentiellement jeune”.

L’espace occupé par le Musée est exigü et ses concepteurs ont, à l’évidence, dû recourir à beaucoup d’ingéniosité pour l’aménager judicieusement. L’une des trouvailles du Musée est de rendre compte de la masse des 25.000 déportés passés par la caserne Dossin en multipliant par effets de miroirs quelques visages, dans la salle consacrée à ce lieu. On trouve d’ailleurs là une des stratégies des concepteurs : l’individualisation de la masse. On suit tout au long du Musée l’itinéraire d’un certain nombre de personnages dont les photos sont reproduites le long des balises chronologiques qui structurent le parcours. Maxime Steinberg, persuadé “que l’histoire se réalise à travers le sort d’un certain nombre



*Des documents en guise de support au discours
(Photo Musée juif de la Résistance et de la Déportation - Malines)*

d’hommes”, montre par ce procédé que “l’histoire personnelle et la grande histoire se rencontrent”.

Un autre procédé afin de contrer le manque d’espace est l’utilisation de bornes interactives. Au nombre de cinq, elles permettent d’ouvrir l’espace. M. Steinberg se montre très enthousiaste pour cette écriture concentrique qui, selon lui, correspond à la démarche de l’historien : “L’image n’est pas une illustration du texte, c’est le texte qui travaille sur l’image. L’image étant un témoignage, pour retrouver l’histoire, il faut déconstruire l’image”.

Un outil pédagogique : le musée

“Nous avons eu pour la première année 30.000 visiteurs dont 80 % étaient des écoliers du secondaire”, nous dit Ward

Adriaens. Et de préciser : “notre priorité, c’est l’enseignement”. Dans cette optique, le Musée a constitué une double commission pédagogique, associant à part égale la Communauté française et la Communauté flamande. Dans chacune des Commissions se trouvent représentés les pouvoirs organisateurs et les inspections de tous les réseaux d’enseignement belges. Que font ces commissions ? Elles conçoivent des modules pédagogiques : des dossiers et des formations pour les enseignants. Pour les membres du Musée, la formation des professeurs est essentielle, comme le dit Ward Adriaens : “l’outil c’est le Musée, ce sont les guides et les professeurs qui font passer le message”.

Avec l’aide des pédagogues, le Musée tente également de répondre aux ques-

tions déontologiques posées par l'histoire de la Solution finale : à quel âge peut-on en montrer l'horreur et surtout, comment ? Pour Ward Adriaens, une réserve spontanée vis-à-vis des élèves de moins de quinze ans n'est pas forcément fondée. Il a été fortement impressionné par ce qu'il appelle 'l'expérience Lizin' : "trois fois déjà, Anne-Marie Lizin a réuni ici tous les élèves de sixième primaire, tous réseaux confondus, de Huy. Cette visite était préparée, élaborée. Les élèves ne vont pas dans la partie du Musée où on voit des cadavres. Chaque élève a son petit dossier pédagogique, une famille à suivre jusqu'à la déportation. Cette expérience contredit notre première idée qui estimait que nous étions uniquement destinés aux trois dernières années du secondaire'.

La volonté didactique du Musée est manifeste : l'histoire est 'déconstruite' en notions. Maxime Steinberg explique que ce qu'il voulait c'était "mettre au point une avancée, un développement à travers le Musée d'un discours qui s'organise de salle en salle en fonction d'un certain nombre de mots. On va établir un discours, une phrase qu'il faut retenir avec les mots qui se trouvent de cimaise en cimaise, permettant de construire un ensemble de phrases". Mais d'où viennent ces mots ? C'est sans doute là la plus grande réussite du Musée : des documents ! Comme nous l'explique Maxime Steinberg, les documents sont le support du discours et à ce titre, ils sont l'objet d'un travail minutieux : "C'est une chose que j'ai mise au point avec Paul Vanderbottermet : nous prenons le document dont nous tirons un flash. Ce flash met

en exergue quelques mots essentiels du document. Donc par exemple, si on montre une ordonnance antijuive, où il est marqué 'interdiction', 'obligation', on fait ressortir ces mots et ils sont repris en plus grand et donc en trois langues à côté. On évacue le fétichisme du document original. Peu importe que la pièce montrée ne soit pas originale. On fait des photocopies couleur sépia". De plus, il y a une mise en scène de certaines photos, mise en scène "qui est fonction à la fois du concept historique et scénographique. Dans certains cas (c'est le cas au sous-sol) on a une photo où les personnages regardent à gauche mais pour la scénographie on a besoin qu'ils regardent à droite; j'autorise Paul Vanderbottermet à inverser la photo". Mais il insiste : "mise en scène ne veut pas dire falsification !"

Et Maxime Steinberg de conclure : "Le Musée, tel qu'il est conçu et pour autant qu'il reste dans l'état actuel, est un véritable outil pédagogique permettant de dépasser une vision symbolique et métahistorique pour rentrer directement dans l'histoire. Une formation adéquate des professeurs (...) permettra effectivement de sortir des contresens historiques qui continuent d'être véhiculés. (...) Je crois que ça fait partie de la conscience citoyenne qu'il y ait dans le présent un discours sur hier dans un balancement entre hier et aujourd'hui; ce travail doit être pluridisciplinaire. Il faut désidéologiser la Solution finale et porter un jugement critique sur ce passé. Et c'est ce jugement critique qui peut contribuer à la mémoire citoyenne d'aujourd'hui".

Cécile Vanderpelen

Ypres, *In Flanders Fields*

Introduction

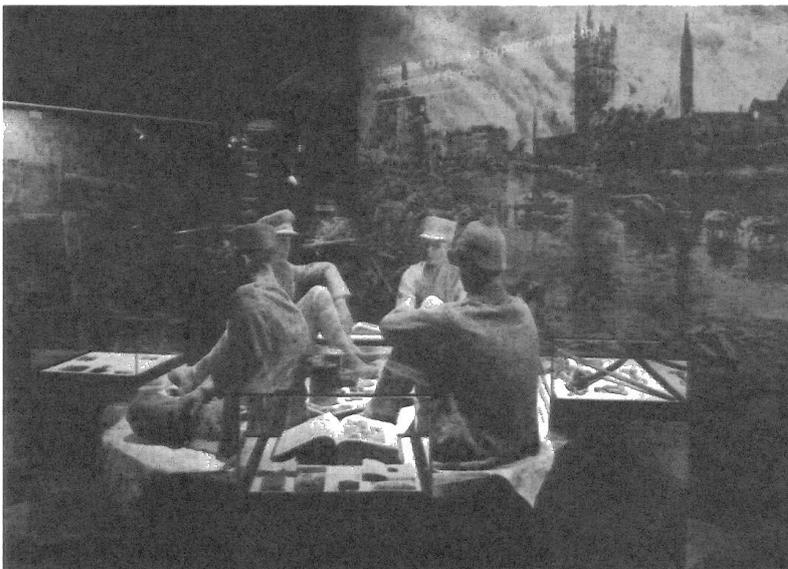
L'intérêt porté à la Première Guerre mondiale s'est fortement renouvelé ces dernières années. De nouvelles thématiques ont été étudiées, des questions anciennes réactualisées. Les scènes quotidiennes de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, le sort que les civils y subissent, la violence spécifique exercée à l'encontre des femmes sont autant de thèmes qui relancent l'intérêt de la Première Guerre mondiale. Sur le plan culturel, la littérature et le cinéma nous ont eux aussi replongés dans les enjeux de ce conflit fondateur du XXe siècle. Par le biais de commémorations, les pouvoirs publics ont également montré l'attention qu'ils portaient à cette guerre.

Les concepteurs d'*In Flanders Fields* ont parfaitement saisi la demande de renouvellement du public. Présentée dans l'ancienne Halle aux Draps - à lui seul un bâtiment symbole puisque détruit

durant la Première Guerre et reconstruit à l'identique par la suite -, la nouvelle exposition a ouvert ses portes en avril 1998. Le succès a été immédiat. En l'espace de six mois, plus de 100.000 visiteurs sont venus découvrir ce nouveau temple dédié à la 'der des der'. Comme on le lira dans l'interview de Piet Chielens, les visiteurs sont essentiellement originaires de Flandre ou des Pays-Bas. Pourtant, en matière de présentation, l'exposition se veut résolument quadrilingue tant dans ses panneaux explicatifs que dans son recours aux témoignages.

Au delà de l'utilisation des techniques muséologiques les plus modernes, *In Flanders Fields* veut d'abord recréer une ambiance. Il est clair que les concepteurs ont résolument misé sur l'émotion, un point de vue que tous ne partagent pas nécessairement. Il s'agit de mettre le visiteur en situation. Il est tour à tour

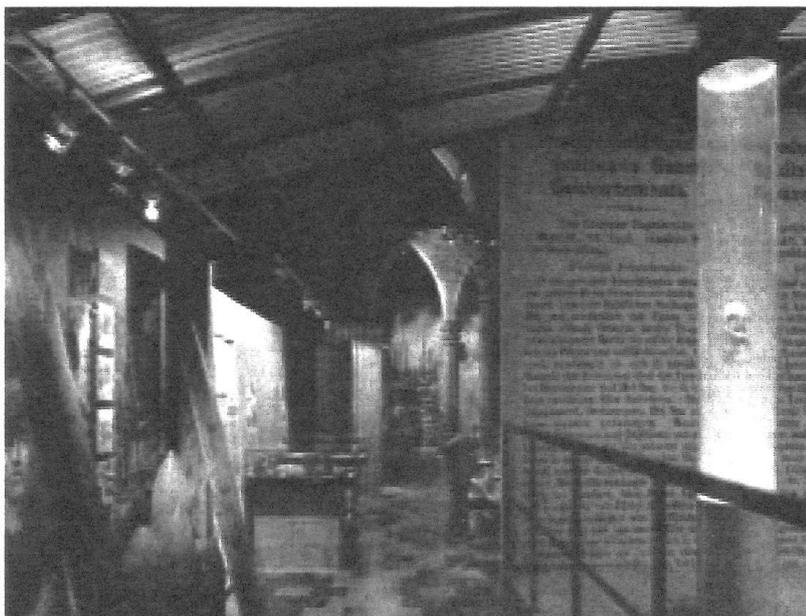
dans ces groupes de mobilisés, il fait partie de ces soldats sur le front qui, au moment de la trêve de Noël, ont envie de chanter y compris avec leurs ennemis, il suffoque lorsque l'on recourt aux gaz. Le spectateur est entraîné à vivre le quotidien de la Première Guerre.



La fin du pique-nique (Photo série dias : In Flanders Fields).

Plus d'un million de soldats se sont retrouvés dans le Saillant d'Ypres. Un demi-million y ont perdu la vie. Mais les souffrances dépassent l'idée de la mort. Une salle étonnante nous plonge dans le *No man's land*.

Le spectateur est devenu ce soldat qui souffre, halète, hurle de détresse. Le procédé est efficace, surprenant, effrayant même. Faut-il passer par là ? N'y a-t-il pas d'autres moyens de dénoncer l'horreur de la guerre ou faut-il admettre que la prise de conscience n'est possible qu'à travers la confrontation. L'émotion est-elle l'instrument adéquat pour dénoncer l'horreur ou la prise de conscience doit-elle uniquement se nourrir de réflexion ? S'agit-il d'utiliser l'émotion comme le moteur d'une forme de réflexion ? Une exposition peut-elle, doit-elle recourir à une démarche plus cinématographique que muséologique ? Considère-t-on qu'il s'agit d'un spectacle total qui, comme tel, peut recourir à tous les artifices pour alimenter la prise de conscience ? Historiens et muséologues ont sans doute des visions divergentes à ce sujet. Il est d'ailleurs absurde de postuler en la matière une vision unanime de ces deux groupes. Musée à message, tel est sans conteste



Gaz. L'allégorie au service de l'histoire (Photo série dias : In Flanders Fields).

l'objectif d'*In Flanders Fields*. La guerre de 1914-1918 en est l'élément moteur. Mais ce sont toutes les guerres, tous les Sarajevo, tous les Hiroshima qui sont dénoncés. La vocation se veut universelle à partir d'ici, de la région d'Ypres, du drame de sa population civile et des soldats venus se battre sur son sol.

Pour évoquer la genèse de ce nouveau Musée, ses motivations à la fois d'ordre idéologique mais aussi plus strictement commerciales, nous nous sommes entretenues avec Piet Chiellens, l'artisan du projet. Piet Chiellens n'est pas historien. Le fait mérite d'être souligné, loin de tout corporatisme stérile. Ce qui nous interpelle c'est qu'il ne s'embarrasse pas des précautions de l'historien. Il ne se retranche pas derrière une impossibilité de synthèse. Il croit en l'homme et pense pouvoir le rendre meilleur.

Chantal Kesteloot

Interview de Piet Chiellens, responsable du projet

Comment ce projet est-il né et quels en étaient les promoteurs ?

Le projet remonte à début 1995 lorsque le nouveau pouvoir communal a fait état, dans sa déclaration d'intention, de sa volonté de rénover en profondeur le Musée existant. Deux raisons étaient avancées : la diminution du nombre de visiteurs et le fait que le concept était vieilli et ne correspondait plus au regard moderne sur le thème de la guerre et de la paix. Très rapidement, la Communauté flamande et l'administration provinciale de Flandre occidentale ont marqué leur intérêt pour le projet. On pouvait en outre compter sur l'appui de l'Union européenne et sur quelques fonds privés.

Il y a donc également eu des sponsors privés ?

Oui. Des entreprises de la région estiment que ce qui est bon pour la région peut également être profitable pour elles. Ainsi, Bellewaerde estimait sans doute qu'un nombre accru de visiteurs pourrait également représenter un plus pour son parc d'attraction. La firme d'électronique Barco, située en Flandre occidentale, a procédé à ce que l'on pourrait considérer comme un *sponsoring* en nature en installant les projecteurs dans le Musée.

Pouvez-vous chiffrer l'apport de ces sponsors privés ?

Ils ne représentent qu'une part relativement modeste du budget total. La ville d'Ypres et la province ont chacune amené 42 millions de francs, la Communauté

flamande, 22 millions tandis que l'Union européenne et les sponsors privés ont chacun apporté 8 millions.

Cela représente donc un budget total assez important.

Oui, en effet. L'investissement total se chiffre à près de 125 millions pour l'ensemble.

Il y a eu des contacts avec des cercles d'histoire, des associations d'anciens combattants ?

Pas avec les associations d'anciens combattants. Une commission historique a cependant été créée pour suivre le dossier pas à pas et éviter tout dérapage.

S'agissait-il d'une commission internationale ?

Des étrangers en faisaient certes partie mais il s'agissait surtout d'une commission d'historiens locaux. Le professeur Luc De Vos y représentait le monde académique. Y siégeaient également une série de spécialistes de la Première Guerre mondiale sur le front occidental. C'était d'ailleurs notre base d'attaque : faire un musée qui évoque la guerre à partir de notre région.

Quelle était la tâche de cette commission ?

Cette commission devait veiller à l'exactitude du contenu de l'exposition.

Quelle a été votre propre tâche ?

Aider à établir le scénario. Pour sa réalisation effective, un concours a été lancé.

Comment ce concours a-t-il été organisé ?

Différentes institutions ayant accueilli récemment de grandes expositions (Musée royal de l'Armée de Bruxelles, Péronne, l'*Imperial War Museum*) ont été contactées pour savoir avec qui elles avaient travaillé. Une liste de 22 noms a ainsi pu être dressée, parmi lesquels six ont été finalement retenus. Cinq d'entre eux ont présenté un projet concret.

Qui a fait le choix final ?

Un jury international composé de spécialistes venus de différents musées, de personnes du secteur du tourisme et de personnalités locales. Le choix définitif s'est fixé sur la firme londonienne *Event Communications*. Une première réunion de travail s'est tenue en août 1996.

Le but était-il bien de faire passer un message avec un certain contenu éthico-politico-pacifiste ?

En tant que ville ayant été totalement rasée durant une guerre, nous estimons que nous devons faire entendre notre voix dès qu'il s'agit de guerre et de paix dans notre monde actuel. Le nouveau Musée a un rôle sociétal à jouer, celui de participer aux discussions sur la guerre et la paix dans la société moderne. Dans cette optique, le Musée doit être conçu de façon à pouvoir contribuer à cette discussion. Ce n'est certainement pas un musée présentant les faits de manière strictement descriptive. Nous avons surtout voulu laisser la parole à ceux qui ont vécu le conflit d'une façon ou d'une autre.

Le recours aux témoignages était-il prévu dès le départ ?

Oui, cela figurait dans le scénario original : raconter la guerre en partant du point

de vue de ceux qui y ont réellement participé. Chaque guerre a bien entendu ses origines propres, son déroulement stratégique et ses moyens technologiques spécifiques mais le fait même que des gens qui subissent une guerre en deviennent les victimes, c'est toujours identique. C'est aussi la signification de la grande pierre blanche qui se trouve au départ de l'exposition. Y ont été repris une série de noms de villes qui ont été détruites par les violences de la guerre. C'est un principe important. L'histoire d'Hiroshima et celle d'Ypres sont les mêmes quand on prend comme point de départ les gens qui ont vécu la guerre dans leur chair. Par ce biais, les jeunes peuvent également s'identifier avec de nombreux autres événements où que ce soit dans le monde parce que, chaque fois, ce sont des hommes ou des femmes ordinaires qui en sont victimes.

En fait, il y a un phénomène d'identification à l'homme bien plus qu'à la femme ?

Oui, c'est effectivement le cas. Chaque fois que c'était possible, nous avons essayé de laisser s'exprimer les femmes. Nous n'avons pas pu le faire davantage. J'entends par là que l'on ne peut pas non plus faire violence à l'histoire. Nous avons aussi choisi des femmes pour représenter nos personnages mais ce sont le plus souvent soit de simples civiles et des enfants qui habitaient ici avant la guerre, soit des infirmières. C'est ainsi. On ne peut pas aller au delà.

Prévoyez-vous de nouvelles modifications au Musée ?

Il est en effet prévu d'apporter des modifications à l'exposition, très rapidement en ce qui concerne les documents et les objets présentés. Dans la mesure du possi-

ble, le but est d'arriver à renouveler toutes les sections du Musée tous les trois ans.

Les décors ont une forte portée symbolique. Comment ont-ils été conçus ?

Cela a bien entendu été le travail principal du concepteur de l'exposition, après consultation d'autres personnes. La question n'a pas seulement été comment peut-on atteindre cette symbolique, mais aussi et surtout quelles sont les possibilités et les difficultés techniques et graphiques. L'expérience et la créativité du concepteur ont joué ici un rôle essentiel. De notre côté, nous avons fortement insisté pour une utilisation maximale de l'espace qu'offre la Halle aux Draps, sans oublier la puissance de la structure même du bâtiment.

Avez-vous subi des critiques, et de quelle nature ?

Oh oui ! Elles ont surtout porté sur le contenu émotionnel de la présentation. Elles émanaient des tenants d'une présentation muséologique qui s'attache à replacer les faits et les objets dans leur contexte précis sans laisser la moindre place aux dimensions émotionnelles. Nous n'avons précisément pas voulu écarter les émotions fortes, ce qui a amené certains à

dire : "Mais c'est Disneyland, ce n'est plus un musée !".

Qu'attendez-vous des sondages que vous organisez en dehors et à l'intérieur de l'exposition ?

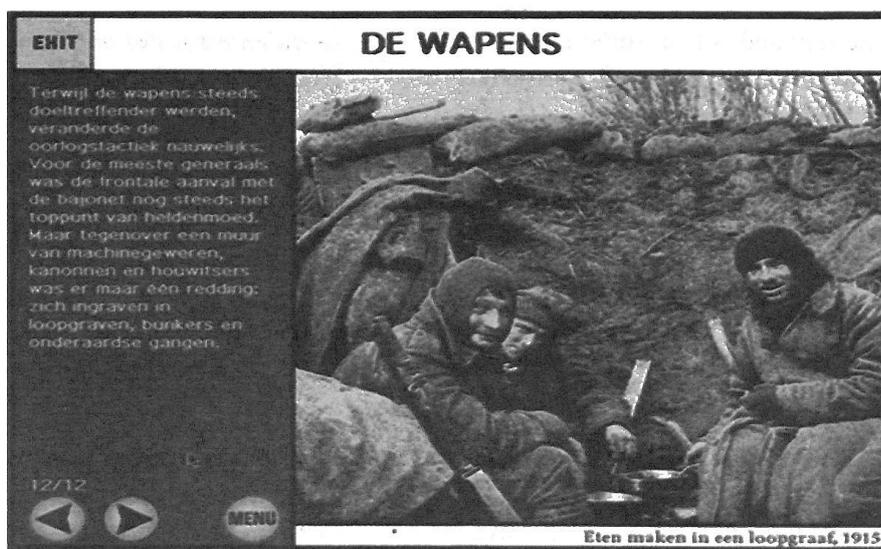
Cela s'inscrit dans une recherche permanente sur les visiteurs.

Qui réalise cette recherche et les personnes interrogées sont-elles choisies par pur hasard ?

Quelqu'un s'en occupe à des heures déterminées de la journée. Cet été, il s'agissait de boulots d'étudiants. Depuis le 1^{er} octobre, cette tâche est prise en charge par du personnel du Musée. Les visiteurs qui répondent à l'entrée ou à la sortie sont choisis arbitrairement pour répondre à quelques questions qui ne leur prennent que quelques minutes.

L'utilisation de la fibre émotionnelle est-elle la seule façon de 'conscientiser' le public ?

Pas la seule mais certainement la principale. Vous devez toucher les gens de



Un support moderne pour attirer les jeunes (Photo In Flanders Fields. Museumgids, 1998).

façon personnelle. Vous devez les toucher quelque part. Une fois que vous y êtes arrivés, vous pouvez aller un cran plus loin. La première fois, vous frappez les imaginations par une mise en scène globale et la deuxième fois, le public consultera peut-être les CD-roms et suivra l'exposition dans sa présentation traditionnelle, en s'arrêtant pour lire les panneaux et ainsi découvrir l'ensemble du parcours. Il en va différemment avec les jeunes qui n'ont aucun lien affectif avec le sujet. Ils sont surtout interpellés par l'aspect émotionnel qui perdure et par lequel ils peuvent concrètement prendre conscience de ce que signifient la guerre et la paix dans le monde.

Quel public vouliez-vous atteindre au départ du projet ?

En fait, nous souhaitions doubler le nombre de visiteurs. Passer de 60.000 entrées à 120.000. Par le passé, de nombreuses écoles ont montré beaucoup d'intérêt pour tout ce qui touche à la Première Guerre mondiale mais ces dernières années, cet intérêt, surtout du côté flamand, s'était fortement atténué ou avait même parfois disparu. Nous souhaitions regagner totalement cet important groupe-cible, les écoles flamandes, parce que la jeunesse scolarisée a quelque chose à apprendre de son propre passé et dans ce domaine nous avons réussi. Nous recevons à nouveau de nombreuses réservations issues de l'enseignement flamand.

Avez-vous cherché ces contacts dans le monde de l'enseignement ?

Depuis quelques années, nous travaillons en partenariat avec le ministère de l'Enseignement pour le *D-Day*. Tout

comme la Caserne Dossin et le *Vredescentrum* d'Anvers, nous sommes l'un des sites auxquels il est fait appel chaque année pour organiser des activités, par exemple autour du *D-Day*. Et cela nous a certainement aidé. L'année passée, en avril, en même temps que l'inauguration du Musée, nous recevions 400 enseignants qui faisaient pour la première fois connaissance avec les lieux. Nous collaborons également à des journées d'études sur l'histoire ou la littérature anglaise durant la Première Guerre mondiale. C'est très important. Nous avons également en chantier un projet visant à donner des leçons par le biais d'ordinateurs à l'intérieur même de l'espace de l'exposition.

Qu'en est-il du public international ?

A l'heure actuelle (début septembre 1998), nous dénombrons 110.000 visiteurs, dont 65.000 néerlandophones, soit environ 56 %. 5.000 d'entre eux sont des Néerlandais, ce qui est un succès inespéré.

Et qu'en est-il des autres nationalités ?

Nous recevons beaucoup de visiteurs de Grande-Bretagne mais aussi des Canadiens, des Australiens et des Néo-zélandais.

Ceux-ci venaient déjà par le passé ?

Certainement. En général, ces visiteurs ne visitent pas seulement le Musée, ils voyagent sur tous les sites du front occidental. Ils représentent environ 30 à 35 % du total des visiteurs. Ce qui signifie que les francophones sont finalement les grands absents. Nous recevons également des Allemands, mais ils ne représentent guère plus d'un pour cent

des visites, et ce ne sont que des visiteurs individuels.

En ce qui concerne l'aspect commercial des choses, avez-vous un certain contrôle de la situation ?

Nous avons effectivement un petit contrôle sur cet aspect. Comme en toutes choses, il a fallu démarrer à zéro. En matière de merchandising, à côté de quelques gadgets pour les écoliers, ce qui donne le mieux c'est la vente d'ouvrages de et sur la Première Guerre. Cela nous réjouit car cela correspond bien à la philosophie de l'exposition. Vous pouvez ramener les témoignages chez vous, en format de poche, ce qui permet à tout un chacun de méditer sur ce qu'il a vécu et vu dans le Musée. C'est par exemple le cas de professeurs d'anglais qui se servent de la littérature de guerre qu'ils trouvent dans la boutique non seulement pour leur cours de langue mais aussi pour une éducation à la paix.

Les extraits de films qui sont présentés, sont-ils tous d'époque ?

Non, il y a également des images de fiction. Nous avons eu de grandes discussions à ce propos. Toutes les images récentes ont été initialement tournées en couleurs. Ce n'est qu'au moment de la mise en place que nous avons décidé de les présenter en noir et blanc, comme les documents historiques.

Et les sons ? Sont-ils inspirés par les témoignages ?

Oui, dans ce domaine nous nous sommes laissé guider par les témoignages.

Le thème des différentes nationalités concernées par la guerre est certes abordé, mais il n'est nullement approfondi.

Oui, en effet. Et c'est d'ailleurs la première chose que nous devons modifier. Toute la partie qui concerne la participation des soldats indiens par exemple doit être adaptée et élargie.

Chantal Kesteloot

Du bon usage de l'historien

De l'historien partenaire à l'historien alibi

J'ai déjà souligné combien la consommation d'historiens est grande ces dernières années, et nul dans la profession ne songerait à s'en plaindre. Une récente polémique à propos de l'ouvrage-hommage au roi Baudouin a mis en cause la liberté scientifique dont jouit l'historien dans les ouvrages de commande. Il est un autre cas, celui des 'comités scientifiques' ou 'comités d'accompagnement' dans lesquels nous sommes amenés à donner notre nom, considéré comme garantie, à des réalisations dont nous ne sommes en fait que peu ou pas du tout partie prenante.

Le contraste offert par les expériences opposées du Musée de Malines et du Musée de l'Armée est éclairant à cet égard. Avant toute chose soulignons qu'en l'occurrence le Musée de l'Armée est hors cause, car son conservateur en chef et toute son équipe ont été plutôt les victimes d'un système qui leur fut imposé. De manière responsable envers leur institution, ils ont tenté et réussi en partie à redresser les cotes les plus mal taillées. Sous la prudence compréhensible des propos rapportés ici par Patrick Lefèvre, se cachent toute l'émotion et les émotions que ces péripéties ont provoquées.

De quoi s'agit-il ? Nous désignons ici d'une part l'inconséquence des décisions prises par certains pouvoirs sous l'effet de pressions contradictoires qu'il s'agit d'apaiser sans tenir autrement compte des problèmes posés, et, par ailleurs, la

commercialisation envahissante des pratiques scientifiques. L'exposé se décompose en plusieurs volets, pas nécessairement chronologiques.

Premier volet

Créée en 1982 une asbl issue des milieux de la résistance et de la déportation réclame, très légitimement, son musée. Un ministre de la Défense nationale lui laisse entrevoir des possibilités de réalisation au sein d'une institution dont il a la tutelle, le Musée royal de l'Armée. Mais au sein de ce dernier naît le très beau projet Halle Bordiau dont Patrick Lefèvre raconte les aléas. Cheville ouvrière de ce beau rêve, il associe le CEGES (alors CREHSGM) à sa préparation pour la période de la Seconde Guerre. Le projet de l'asbl demeure en suspens.

Ce projet représente, tout spécialement pour Patrick Lefèvre, devenu entre-temps conservateur en chef, un formidable investissement en temps et, pour la Défense nationale, en argent. Mais, après avoir cru toucher au but, le projet est tout simplement abattu en plein vol et anéanti par une décision de cette même Défense nationale. Décision peut-être fondée, mais pour le moins imprévue et précipitée ... là n'est point notre propos.

Les règles ont en effet changé : le succès de *J'avais 20 ans* a introduit dans le circuit, des firmes commerciales spécialisées en événements et réalisations d'expositions. Les montants mis en jeu

infèrent une solide et féroce concurrence entre elles. Le bénéfice escompté devient primordial, expliquant les diverses péripiéties qui conduisent à cet arrêt brutal du projet. Dans ce combat, contenu, histoire et historiens sont fort loin.

Deuxième volet

Alors que le projet Halle Bordiau tenait toujours la route, le Comité Pro Museo Judaïco obtient du gouvernement fédéral 10 millions pour le Musée de Malines, somme complémentaire pour un budget total qui doit avoisiner les 50 millions. La colère, c'est un euphémisme, des milieux résistants chauffe au rouge les téléphones ministériels. Dans la précipitation, sans aucune étude préalable des besoins ou des possibilités, une somme identique est accordée à l'asbl résistante pour un musée à installer d'autorité... au Musée royal de l'Armée. Ce montant est puisé avec autant d'autorité et aussi peu de réflexion dans la poche du ministre de la Politique scientifique.

Les projets de l'asbl sont assez peu en rapport, c'est également un euphémisme, avec les rêves de grand musée du MRA. Mais exaltée par le but qui paraît enfin en vue, l'asbl est conquise par ... mais oui, les 'spécialistes' d'autant plus convaincants qu'ils espèrent l'attribution de l'ensemble Bordiau. Les 10 millions feront des petits, en nombre nettement plus conséquent. On peut dès lors faire quelque effort pour le hors-d'œuvre. Mais sans frais inutiles, et qu'y a-t-il de plus inutile qu'un historien pour faire une exposition historique ? On travaillera sans, quitte à leur poser beaucoup de questions, sans plus : ils ne sont pas professionnels.

Entre certains membres de l'asbl, naïfs ou aveuglés, et la prestigieuse société commerciale, les fiançailles sont conclues.

Troisième volet

En charge de ces 10 millions d'argent de la collectivité, la Politique scientifique bon gré, mal gré, prend ce qu'elle estime constituer de justes précautions : un Comité d'accompagnement jugera de la qualité et de la valeur scientifique du projet en cours. Son avis sera indispensable pour engager l'argent public. Sa composition mixte, membres de l'asbl, historiens et administration, garantit l'équilibre.

Mais les fiançailles ont été consommées. Sous peine d'être vraiment très mal élevé, il faut procéder au mariage : l'asbl est autorisée à signer le contrat avec les professionnels. Dès lors ceux-ci produiront des listes de rubriques et des listes d'objets, honnêtes relevés des faits et des choses, sans signifiants ni significations. Comment réagir utilement devant cette nomenclature ? Le Comité d'accompagnement peut émettre des idées générales, veiller à renforcer certaines clauses du contrat, l'essentiel se joue ailleurs, chez les professionnels.

Le Comité scientifique du Musée prend alors courageusement la relève et siège mensuellement pour tenter de contrôler ce que produit une équipe remarquable dans la mise en scène d'un scénario qui... d'un scénario que... personne n'a de fait composé. Même alors, son rôle est défensif et protecteur : éviter les erreurs, intervenir ponctuellement, éliminer le pire. Obtenir in extremis qu'un historien, tiens tiens, rédige les textes affichés. L'initiative ne

relève pas de sa fonction, ni de ses possibilités. Professeurs d'université surchargés, associés en chemin à un projet qu'aucun d'eux n'a conçu, ils dégagent déjà un temps remarquable pour jouer aux pompiers. C'est ainsi qu'à trois semaines de l'ouverture, la visite du chantier qu'ils mènent, avec le Comité d'accompagnement rappelé à la vie, permet de constater des énormités et de prendre acte d'une exposition dont l'orientation générale est sujette à caution et dont la signification et le message sont quasi nuls. Les professionnels ont cherché à montrer, pas à faire comprendre. C'est normal, comprendre n'est pas leur métier. Les remarques souvent acerbes proférées alors par les historiens sont accueillies avec la morgue que ceux qui savent affichent envers de pauvres innocents. A l'ouverture, une impressionnante liste de corrections et compléments à apporter sera dressée par le MRA mais fort mal accueillie ou carrément repoussée, car entre-temps les professionnels ont perdu le marché et ce petit musée ne les intéresse plus...

Historiens alibi, historiens pompiers, victimes de l'inconséquence de décisions prises et de l'impact du commercial : est-ce inévitable ? Était-elle inévitable l'énergie que va devoir déployer après-coup l'équipe du MRA, enfin et totalement responsabilisée par rapport au projet ?

Non précisément. Malines offre la démonstration inverse. Historien et scénographe se sont complétés dans un projet défini par l'historien. Le sens était premier et le scénographe a cherché les meilleurs moyens pour le visualiser, le faire passer; l'historien s'est soumis à son tour aux idées et demandes du scénographe pour faire mieux comprendre encore son message, dans la plus grande liberté de création. Travail long et continu. Le scénographe était également un professionnel, un tout grand Monsieur dans sa profession. Mais c'est précisément pour cela, qu'il a pu réaliser cette osmose avec l'historien et produire cet outil d'une exceptionnelle qualité.

José Gotovitch

ISSN 0772 - 120 X